

MINISTERE DE L'ECONOMIE,  
DES FINANCES ET DU DEVELOPPEMENT

\*\*\*\*\*

SECRETARIAT GENERAL

\*\*\*\*\*

DIRECTION GENERALE  
DU BUDGET



BURKINA FASO  
Unité – Progrès – Justice

\*\*\*\*\*

# **Rapport sur la situation d'exécution du budget et de la trésorerie de l'Etat, exercice 2017, au 31 mars**

avril 2017

## NOTE SYNTHETIQUE

Le budget de l'Etat, exercice 2017 s'exécute dans un contexte international marqué par une stagnation du rythme de progression de l'activité dans les pays émergents et en développement et un ralentissement dans les pays avancés.

Au plan régional, les économies des Etats membres ont globalement enregistré des performances économiques appréciables.

Le contexte économique national au premier trimestre 2017 reste marqué par la reprise de l'activité économique et la mise en œuvre du plan national pour le développement Economique et social (PNDES).

Au niveau budgétaire, l'opérationnalisation du budget programme depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017 consacre une nouvelle vision dans la mise en œuvre des objectifs et stratégies, avec un fort niveau de responsabilisation des acteurs. C'est ainsi que pour cette année, chaque ministre et président d'institution est ordonnateur des crédits budgétaires de son département.

C'est dans ce contexte de réforme budgétaire que le niveau de mobilisation des ressources de l'Etat à fin mars 2017 s'établit à 308,42 milliards de francs CFA pour une prévision corrigée de 2036,30 milliards de francs CFA, soit un niveau de réalisation de 15,15%.

Les recettes propres et les recettes extraordinaires ont été recouvrées respectivement à hauteur de 284,40 milliards de FCFA et 24,02 milliards de FCFA, soient des hausses respectives de 12,34 milliards et 8,26 milliards de francs CFA par rapport à la même période en 2016.

L'exécution des dépenses à fin mars 2017 s'élève à 331,07 milliards de francs CFA pour une dotation annuelle, base crédits de paiement, de 2455,19 milliards, soit un taux d'exécution de 13,48%. Les dépenses de personnel (119,98 milliards de FCFA) et les dépenses de transferts courants (71,87 milliards de FCFA) représentent 57,95% des dépenses total à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2017.

L'analyse de la trésorerie au 31 mars 2017 fait ressortir des encaissements d'un montant total de 375,52 milliards de francs CFA et des décaissements d'un montant total de 481,77

milliards de francs CFA. Sur la période sous revue, en rapportant les décaissements aux encaissements, il se dégage un solde déficitaire de 106,25 milliards de FCFA.

La situation de mise en œuvre du plan de passation des marchés à fin mars 2017 fait ressortir un niveau de traitement de 44 dossiers (correspondant à 17,45 milliards de francs CFA) sur 129 dossiers prévus pour être traités pour un montant de 44,12 milliards de francs CFA.

L'analyse du plan de déblocage des fonds au 31 mars 2017 fait ressortir un montant exécuté de **111,36** milliards de francs CFA pour une dotation prévisionnelle trimestrielle de **233,37** milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de **47,72%**. Sur la base des prévisions annuelles de **664,27** milliards de francs CFA, ce taux d'exécution est de **16,76%**, pour un taux repère annuel attendu de **35,13%**.

A la date du 31 mars 2017, un volume de **624** mandats fournisseurs ont fait l'objet de paiement pour un montant total de **24,55** milliards de francs CFA au titre des ministères et des institutions. Quant au niveau déconcentré, **1082** mandats fournisseurs de 2016 ont été pris en charge pour un montant total de **3,32** milliards de francs CFA.

Au 31 mars 2017, en rapportant les recettes propres mobilisées aux dépenses courantes engagées visées, il se dégage une épargne budgétaire excédentaire de **56,82** milliards de francs CFA contre **-334,90** milliards de francs CFA à la même période en 2016.

Le solde budgétaire global est déficitaire s'établit à **-249,09** milliards de francs CFA au 31 mars 2017.

De ce qui précède, le faible niveau d'exécution des dépenses recommande un plus grand suivi afin d'assurer un niveau d'absorption acceptable des crédits budgétaires au cours du deuxième trimestre de l'année 2017.

## TABLE DES MATIERES

NOTE SYNTHETIQUE .....	A
TABLE DES MATIERES .....	C
TABLEAUX.....	D
LISTE DES GRAPHIQUES .....	E
LISTE DES ANNEXES .....	E
SIGLES ET ABBREVIATIONS .....	F
INTRODUCTION.....	1
I. CONTEXTE ECONOMIQUE MONDIAL, SOUS REGIONAL ET NATIONAL .....	2
I.1. CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL, REGIONAL ET SOUS REGIONAL .....	2
I.2. CONJONCTURE ECONOMIQUE NATIONALE .....	3
I.3. PRIORITES ET MESURES POUR L'EXECUTION DU BUDGET 2017 .....	4
I.3.1. Les priorités du budget 2017 .....	4
I.3.2. Les mesures pour l'exécution du budget 2017.....	5
II. SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES .....	7
II.1. ANALYSE DE L'EVOLUTION DES RECETTES ORDINAIRES.....	7
II.1.1. Analyse de l'évolution par nature de recettes.....	8
A. Les recettes fiscales .....	8
B. Les recettes non fiscales.....	11
C. Les recettes en capital.....	11
II.1.2. Analyse par structure de recouvrement.....	12
A. La Direction Générale des Impôts .....	12
B. La Direction Générale des Douanes .....	15
C. La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique .....	16
II.2. ANALYSE DES RECETTES EXTRAORDINAIRES .....	17
III. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES .....	18
III.1. ANALYSE DE L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT PAR NATURE .....	18
III.1.1. Les dépenses courantes.....	19
A. Les charges financières de la dette.....	20
B. Les dépenses de personnel .....	20
C. Les dépenses d'acquisitions de biens et services .....	20
D. Les dépenses de transferts courants .....	21
E. Les dépenses en atténuations des recettes .....	21
III.1.2. Les dépenses en capital.....	21
A. Les dépenses d'investissements exécutés par l'Etat .....	21
B. Les transferts en capital .....	22
III.2. L'ANALYSE DE LA SITUATION D'EXECUTION PAR PROGRAMME .....	22
III.3. ANALYSE DES CREDITS DELEGUES .....	23
III.4. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES NON ABOUTIES DE 2016 A REENGAGER SUR L'EXERCICE 2017 ...	23
III.5. ANALYSE DES DEPENSES DE CONSOMMATION D'EAU, D'ELECTRICITE ET DE TELEPHONE .....	24
A. Analyse des dépenses de consommation d'électricité.....	24
B. Analyse des dépenses de consommation d'eau .....	25
C. Analyse des dépenses de consommation de téléphone .....	26
IV. DE LA GESTION DE LA TRESORERIE.....	27
IV.1. DE LA SITUATION DES ENCAISSEMENTS AU 31 MARS 2017 .....	27
IV.2. DE LA SITUATION DES PAIEMENTS AU TRESOR AU 31 MARS 2017.....	27
IV.3. DU SOLDE DES OPERATIONS D'ENCAISSEMENTS ET DE DECAISSEMENTS .....	27
IV.4. DE LA SITUATION DES DISPONIBILITES DE TRESORERIE .....	27

IV.5. DE L'EVOLUTION DES INSTANCES DE PAIEMENT AU TRESOR PUBLIC DU 31 MARS 2016 AU 31 MARS 2017	28
IV.6. DE L'EVOLUTION MENSUELLE DES SOLDES DES COMPTES DE DEPOTS DU 31 JANVIER AU 31 MARS 2017..	28
V. SITUATION D'EXECUTION DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES .....	29
V.1. SITUATION D'EXECUTION DES PLANS DE PASSATION DES MARCHES DES MINISTERES ET DES INSTITUTIONS	
29	
V.2. SITUATION DES REMISES DE PENALITES ET DE PAIEMENT DES INTERETS MORATOIRES. ....	29
VI. SITUATION D'EXECUTION DES DEBLOCAGES DE FONDS.....	30
VI.1. EXECUTION DU PLAN DE DEBLOCAGE DE FONDS PAR MINISTERE ET INSTITUTION .....	30
VI.2. DIFFICULTES RENCONTREES DANS LA MISE EN ŒUVRE DES PLANS DE DEBLOCAGE DES FONDS. ....	31
VII. EVOLUTION DES DELAIS DE PAIEMENT DE LA DEPENSE PUBLIQUE .....	32
VII.1. LES EVOLUTIONS DE LA PHASE ADMINISTRATIVE .....	32
VII.2. LES EVOLUTIONS DE LA PHASE COMPTABLE.....	34
VII.3. LES EVOLUTIONS DE LA PHASE CONSOLIDEE .....	35
VIII. ANALYSE DES PRINCIPAUX SOLDES ET INDICATEURS DE PERFORMANCES DE LA GESTION BUDGETAIRE.....	37
VIII.1. LES SOLDES BUDGETAIRES .....	37
VIII.1.1. L'épargne budgétaire et le solde budgétaire.....	37
IX. RECOMMANDATIONS.....	38
IX.1. AU TITRE DES DIFFICULTES D'ORDRE GENERALE, .....	38
IX.2. AU TITRE DES DEPENSES D'ACQUISITION DE BIENS ET DE SERVICES, DE TRANSFERTS COURANTS ET D'INVESTISSEMENTS.....	38
IX.2.1. Le constat.....	38
IX.2.2. Mesures correctives .....	38
IX.3. AU TITRE DU RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ACTEURS DE LA DEPENSE PUBLIQUE.....	38
IX.3.1. Le constat.....	38
IX.3.2. Mesures correctives .....	38
CONCLUSION.....	39
ANNEXES.....	I

## TABLEAUX

Tableau 1: Taux de croissance des valeurs ajoutées sectorielles et du PIB sur la période 2012-2016 (en %)	4
Tableau 2: Etat de recouvrement des recettes au 31 mars 2016 et 2017 (en milliards FCFA) .....	7
Tableau 3: Situation des recettes ordinaires par régie à fin mars 2016 et 2017 (en milliards FCFA).....	17
Tableau 4: Situation des recettes extraordinaires au 31 mars 2016 et 2017 (en milliards francs CFA).....	17
Tableau 5 : Situation d'exécution des dépenses par nature (base engagée visée) au 31 mars 2017 (en milliards de francs CFA).....	18
Tableau 6: Evolution de consommation d'électricité à fin février sur la période 2015 à 2017 .....	24
Tableau 7: Evolution de consommation d'eau à fin janvier sur la période 2015 à 2017.....	25
Tableau 8: Evolution des dépenses de communications téléphoniques à fin mars sur la période 2015 à 2017 .....	26
Tableau 9: Situation d'exécution par natures de dépense, au 31 mars 2017 (en milliers de Francs CFA).31	
Tableau 11: Situation des soldes au 31 mars 2017 (en milliards de francs CFA).....	37

## LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Evolutions et perspectives de croissance économique (en %) dans les différentes zones	3
Graphique 2 : recouvrements des recettes ordinaires entre à fin mars 2017 et 2016 par nature.	8
Graphique 3 : recouvrements de quelques impôts et taxes leaders à fin mars 2016 et 2017.	8
Graphique 4 : recouvrements de quelques impôts et taxes leaders entre à fin mars 2017 et 2016.	11
Graphique 5 : les recouvrements de quelques impôts et taxes leaders à fin mars 2016 et 2017.	13
Graphique 6 : les recouvrements de quelques droits et taxes leaders de la Direction Générale des Douanes à fin mars 2016 et 2017.	15
Graphique 7 Les recouvrements de quelques impôts leaders de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publics à fin mars 2016 et 2017	16
Graphique 8 : Evolution des dépenses exécutées par nature de dépenses au 31 mars 2017 (en milliards de francs CFA)	19
Graphique 9 : Evolution des soldes des correspondants du Trésor du 31 janvier au 31 mars 2017 en milliards de FCFA	28

## LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Situation d'exécution budgétaire au 31 mars 2017 (francs CFA).....	I
Annexe 2 : Situation d'exécution budgétaire par section pour les dépenses de personnel au 31 mars 2017 (En francs CFA).....	II
Annexe 3: Situation d'exécution budgétaire par section pour les dépenses d'acquisition des biens et services au 31 mars 2017 (En francs CFA) .....	III
Annexe 4: Situation d'exécution budgétaire par section pour les dépenses de transferts courants au 31 mars 2017 (En francs CFA).....	IV
Annexe 5: Situation d'exécution budgétaire par section pour les dépenses d'investissements « part Etat » au 31 mars 2017 (En francs CFA) .....	V
Annexe 6: Situation d'exécution budgétaire par section par programme et par catégorie de dépenses au 31 mars 2017 (En francs CFA).....	VI
Annexe 7: Situation d'exécution budgétaire par section, par programmes pour les dépenses d'acquisition de biens et services au 31 mars 2017 (En francs CFA).....	I
Annexe 8: Situation d'exécution budgétaire par section et par programmes pour les dépenses de transferts en capital au 31 mars 2017 (En francs CFA) .....	IV
Annexe 9: Situation d'exécution budgétaire par section pour les dépenses d'investissement (En francs CFA).....	VIII
Annexe 10: Situation de consommation d'électricité à fin février 2017 (En francs CFA) .....	XII
Annexe 11: Situation de consommation d'eau à fin janvier 2017 (En francs CFA) .....	XII
Annexe 12: Situation de consommation téléphonique à fin mars 2017 (En francs CFA).....	XIII
Annexe 13 : Situation des délais de paiement des dossiers fournisseurs, au 31 mars 2017 niveau central .....	XIV
Annexe 14 : Situation des délais de paiement des dossiers fournisseurs, au 31 mars 2017 au niveau déconcentré .....	XV
Annexe 16: Etat d'exécution du plan de déblocage des fonds au 31 mars 2017 (en milliers de Francs CFA).....	XVI

## SIGLES ET ABBREVIATIONS

<b>ABS</b>	: Appuis Budgétaires Sectoriels
<b>BA-BF</b>	: Banque Atlantique du Burkina Faso
<b>BCE</b>	: Banque Centrale Européenne
<b>BCEAO</b>	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>CF</b>	: Contrôleur Financier
<b>CID</b>	: Circuit Informatisé de la Dépense
<b>CODEP-MP</b>	: Comité de Suivi des délais d'Exécution des Dépenses Publics et des Marchés Publics
<b>CRD</b>	: Commission de Règlement des Différends
<b>DAF</b>	: Direction de l'Administration et des Finances
<b>DC-BR</b>	: Dépositaire Central/Banque de Règlement
<b>DCIM</b>	: Dépenses Communes Interministérielles
<b>DGB</b>	: Direction Générale du Budget
<b>DGCMF</b>	: Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics et des Engagements Financiers
<b>DGD</b>	: Direction Générale des Douanes
<b>DGI</b>	: Direction Générale des Impôts
<b>DGTCP</b>	: Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
<b>DOC</b>	: Direction de l'Ordonnancement et de la Comptabilité
<b>FBDES</b>	: Fonds Burkinabé pour le Développement Economique et Social
<b>FEC</b>	: Facilité Elargie de crédits
<b>FMI</b>	: Fonds Monétaire International
<b>IP</b>	: Indicateur de Performance
<b>IPC</b>	: Indice Prix Consommation
<b>IS</b>	: Impôt sur les Sociétés
<b>IUTS</b>	: Impôt Unique sur les Traitements et Salaires
<b>LFI</b>	: Loi de finances Initiale
<b>LFR</b>	: Loi de finances rectificative
<b>MCA</b>	: Millenium Challenge Account
<b>MINEFID</b>	: Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
<b>MOD</b>	: Maîtrise d'Ouvrage Déléguée
<b>OCDE</b>	: Organisation de Coopération et de Développement en Europe
<b>ONATEL</b>	: Office National des Télécommunications
<b>ONEA</b>	: Office National de l'Eau et de l'Assainissement
<b>PAGEDD</b>	: Programme d'Actions du Gouvernement pour l'Emergence et le Développement Durable
<b>PAP</b>	: Programme d'Actions Prioritaires
<b>PCS</b>	: Prélèvement Communautaire de Solidarité
<b>PDF</b>	: Plan de Déblocage des Fonds
<b>PIB</b>	: Produit Intérieur Brut
<b>PNDES</b>	: Plan National de Développement Economique et Sociale
<b>PPM</b>	: Plan de Passation des Marchés

<b>PRM/DMP</b>	: Personne responsable des Marchés/Directeur des marchés Publics
<b>PSCE</b>	: Programme Spécial de Création d'Emplois
<b>PSUT</b>	: Programme Socio-économique d'Urgence de la Transition
<b>PTBA</b>	: Plan de Travail du Budget Annuel
<b>SCADD</b>	: Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable
<b>SIGASPE</b>	: Système Intégré de Gestion Administrative et Salariale du personnel de l'Etat
<b>SIGEET</b>	: Système Intégré de gestion de l'Eau, de l'Electricité et du Téléphone
<b>SIMP</b>	: Système d'Information Intégré des marchés Publics
<b>SONABEL</b>	: Société Nationale d'Electricité du Burkina
<b>SONABHY</b>	: Société Nationale des Hydrocarbures du Burkina
<b>SYDONIA</b>	: Système Douanier Automatisé
<b>TOFE</b>	: Tableau des Opérations Financières de l'Etat
<b>TPP</b>	: Taxe sur les Produits Pétroliers
<b>TVA</b>	: Taxe sur la valeur Ajoutée
<b>UEMOA</b>	: Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine

## **INTRODUCTION**

Dans le cadre du suivi de l'exécution des lois de finances, le Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement (MINEFID) produit périodiquement un rapport sur la situation d'exécution du budget et de la gestion de la trésorerie.

Le présent rapport fait la synthèse de l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2017 au 31 mars 2017 tant en recettes qu'en dépenses.

Il comprend, outre l'analyse du contexte économique mondial, sous régional et national, la situation de la mobilisation des recettes et de l'exécution des dépenses budgétaires, la situation de la gestion de la trésorerie de l'Etat, la situation d'exécution du plan de passation des marchés et du plan de déblocage des fonds, les délais d'exécution de la dépense publique, les principaux soldes et indicateurs de performance de la gestion budgétaire et les recommandations générales.

## **I. CONTEXTE ECONOMIQUE MONDIAL, SOUS REGIONAL ET NATIONAL**

La croissance économique mondiale en 2016 a été marquée par une stagnation du rythme de progression de l'activité dans les pays émergents et en développement et un ralentissement dans les pays avancés, avec des estimations de croissance économique se situant à 3,1% en 2016. Les perspectives en 2017 devraient ressortir à 3,4%.

Au plan régional, les économies des Etats membres ont globalement enregistré des performances économiques appréciables. Le taux de croissance du PIB de l'Union qui se situait à 6,8% en 2016 devrait en 2017, être projeté à 7,0%.

Au plan national, l'activité économique en 2016, en dépit d'une situation sécuritaire et d'un climat social difficiles, a connu une croissance économique s'affichant à 5,9% en 2016. Cette performance est la résultante d'une bonne orientation des secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

### **I.1. Contexte économique international, régional et sous régional**

**La croissance mondiale**<sup>1</sup> en 2016 est estimée à 3,1%, comme en 2015. Cette croissance résulte d'une stagnation du rythme de progression de l'activité économique dans les pays émergents et les pays en développement (4,1%) et d'un ralentissement dans les pays avancés (1,6% en 2016 contre 2,1% en 2015). En perspective, pour 2017, il est prévu une accélération de la croissance économique de 0,3 point de pourcentage pour s'établir à 3,4%, en raison de bonnes perspectives de croissance aussi bien dans les pays avancés (+1,9%) que dans les pays émergents et en développement (+4,5%).

L'inflation globale s'est redressée dans les pays avancés, ces derniers mois, sous l'effet de l'augmentation du prix du pétrole, à la suite de l'accord conclu par les principaux producteurs pour réduire l'offre. En effet, en 2016, l'inflation globale se situerait à 0,7% contre 0,3% en 2015 dans les pays avancés. Toutefois, dans les pays émergents et en développement, son évolution a été hétérogène, du fait des évolutions divergentes des taux de change. L'inflation s'établirait à 4,5% contre 4,7% en 2015. En 2017, l'inflation globale devrait augmenter dans les pays avancés (+1,7%) et se stabiliser dans les pays émergents et en développement (+4,5%).

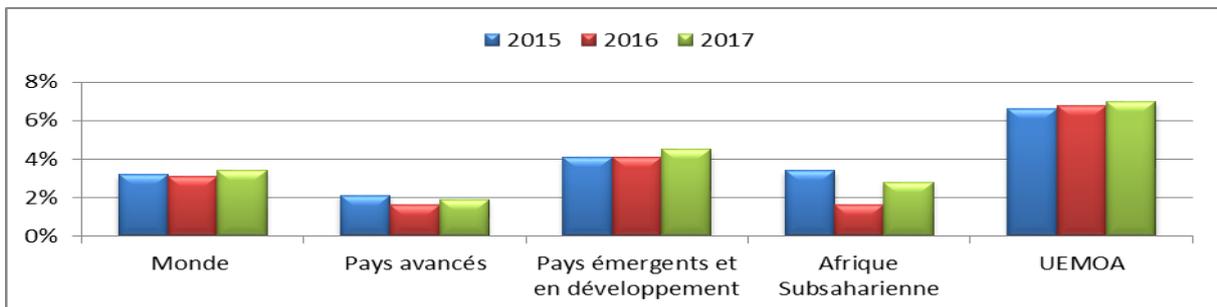
<sup>1</sup>FMI, Perspectives de l'Economie Mondiale (PEM) d'octobre 2016 et janvier 2017

**En Afrique subsaharienne**, l'activité économique a ralenti en 2016 (+1,6% contre +3,4% en 2015). En 2017, elle s'établirait à 2,8%, tirant profit du redressement des économies du Nigéria (+0,8% après -1,5% en 2016) et de l'Afrique du Sud (+0,8% contre 0,3%). Concernant le taux d'inflation, il devrait s'accélérer en passant de 7,0% en 2015 à 11,3% en 2016 pour ensuite revenir à 10,8% en 2017.

**Dans l'UEMOA<sup>2</sup>**, le rythme de l'activité économique est resté soutenu au quatrième trimestre 2016. Le taux de croissance du produit intérieur brut, en glissement annuel, est ressorti à 6,5% contre 6,8% le trimestre précédent. Pour l'ensemble de l'année 2016, la croissance économique est attendue à 6,8%, après 6,6% en 2015. Les projections tablent sur une progression du PIB réel de 7,0% en 2017.

S'agissant de l'inflation, elle est ressortie, en glissement annuel, à -0,3% au quatrième trimestre 2016, contre -0,1% au trimestre précédent, en raison du repli des prix des produits alimentaires. Pour 2017, le taux d'inflation en glissement annuel est projeté à 1,7%.

**Graphique 1: Evolutions et perspectives de croissance économique (en %) dans les différentes zones**



Source: DGEP, mars 2017

## I.2. Conjoncture économique nationale

L'activité économique en 2016 s'est déroulée dans un contexte de pluviosité favorable et de retour de la confiance des investisseurs malgré une situation sécuritaire et un climat social difficiles. Le gouvernement s'est attaché à la mobilisation et la mise en œuvre du Plan national de développement économique et social (PNDES), dans le but de réaliser une croissance moyenne forte sur la période 2016-2020.

Dans cette optique, il s'est attelé à la poursuite de la mise en œuvre de projets phares tels que le Projet « Pôle de Croissance de Bagré » dont l'objectif global est de contribuer à accroître l'activité économique dans la zone de Bagré et le Programme de « Construction

<sup>2</sup>Communiqué de la réunion du Comité de politique monétaire tenue à Dakar, le 1<sup>er</sup> mars 2017

de l'Aéroport de Donsin et de ses voies d'accès» dont l'objet est de contribuer à améliorer la compétitivité du transport aérien burkinabè, tout en développant les zones d'influence du projet. A cela, s'ajoute la consolidation des mesures sociales portant sur la revalorisation de la rémunération des travailleurs, la consolidation des filets sociaux en faveur des couches vulnérables et des mesures spécifiques pour les retraités, la création d'emplois et de revenus, l'accès aux financements, l'accès aux produits de première nécessité et les mesures en faveur des universités.

Ces mesures sociales qui s'inscrivent dans la vision du Gouvernement de promouvoir une croissance inclusive et partagée devant contribuer à améliorer le bien-être et les conditions de vie des populations.

Au troisième trimestre 2016, le PIB réel a maintenu sa croissance mais avec un rythme modéré: +0,3% après +3,7% au deuxième trimestre. Ce regain d'activité au cours des trois derniers mois est essentiellement induit par une hausse sans précédent de l'activité économique dans le secteur tertiaire (+12.4%), notamment les services non marchands dont la valeur ajoutée croît de 28%. A cette forte croissance du tertiaire, s'ajoutent la poursuite de la croissance dans le secteur secondaire (+1,4%) et une faible hausse de l'activité dans le secteur primaire (+0,6%).

En perspectives, L'activité économique en 2017 enregistrerait une accélération de son rythme de croissance. En effet, le taux de croissance du PIB réel ressortirait à 7,4% en 2017 contre 5,9% en 2016.

**Tableau 1: Taux de croissance des valeurs ajoutées sectorielles et du PIB sur la période 2012-2016 (en %)**

Secteurs	2012	2013	2014	2015	2016	Moy. 12-16
Primaire	7,9	2,9	2,1	-0,9	4,9	3,4
Secondaire	-8,0	-1,0	6,7	4,6	5,5	1,6
Tertiaire	10,1	8,9	5,4	5,2	5,9	7,3
<b>PIB</b>	<b>6,5</b>	<b>5,7</b>	<b>4,2</b>	<b>4,0</b>	<b>5,9</b>	<b>5,2</b>

**Source** : DGEP, IAP mars 2017

## **I.3. Priorités et mesures pour l'exécution du budget 2017**

### **I.3.1. Les priorités du budget 2017**

Les priorités du budget de l'Etat, exercice 2017 ont été définies à partir des objectifs fixés dans le Plan national de développement économique et social (PNDES).

Elles prennent également en compte, les implications tirées de l'analyse de l'environnement économique et social. Ainsi, pour l'année 2017, les priorités retenues s'articulent autour des trois (03) axes stratégiques suivants que sont :

- ✓ Axe 1 : réformer les institutions et moderniser l'administration ;
- ✓ Axe 2 : développer le capital humain ;
- ✓ Axe 3 : dynamiser les secteurs porteurs pour l'économie et l'emploi.

### **I.3.2. Les mesures pour l'exécution du budget 2017**

Le budget 2017 a été élaboré dans la dynamique de relance de l'économie pour une croissance d'au moins 7% sur la période 2016-2019 affichée dans le PNDES. L'atteinte de cet objectif passe par la mise en œuvre des principales mesures suivantes :

#### **A. En matière de recettes**

En matière de recettes propres, l'ambition est d'impulser une réforme en profondeur du système fiscal du Burkina Faso afin de promouvoir plus de synergie entre les régies de recettes, élargir l'assiette fiscale et identifier de nouvelles niches de recettes. A cet effet, Il s'agit essentiellement de réaliser les actions suivantes :

- ❏ la modernisation et la simplification des procédures douanières à travers la poursuite de la mise en œuvre du Système de liaison virtuelle pour les opérations d'importations et d'exportations (SYLVIE) et la connexion des commissionnaires en douane agréés (CDA) au système douanier automatisé ;
- ❏ le renforcement du dispositif de contrôle des opérations dans le secteur minier par l'élaboration d'un protocole type d'installation de postes de douane sur lesdits sites ;
- ❏ la poursuite de l'informatisation des services fiscaux (déploiement intégral de la version améliorée du logiciel SINTAX) afin d'accroître significativement la productivité des services opérationnels et lutter contre la fraude fiscale ;
- ❏ le renforcement de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales à travers la mise en œuvre de l'échange de renseignements à des fins fiscales ;
- ❏ l'opérationnalisation effective de la facture normalisée pour lutter contre la fraude en matière de facturation de la TVA, ce qui contribuera significativement à l'accroissement des recettes.

Au titre des ressources extérieures, le Gouvernement poursuivra sa politique de mobilisation de ressources sous forme de dons avec les partenaires habituels d'une part et le recours au marché régional se poursuivra pour lever les ressources en appoint aux ressources propres pour financer les projets structurants d'autre part.

Enfin, il sera exploité le mécanisme de financement par voie de partenariat public privé pour le financement de certains investissements prioritaires. Le Gouvernement fera également recours à des emprunts à des taux concessionnels pour le financement d'autres investissements.

## **B. En matière de dépenses**

L'accent sera mis sur un accroissement significatif du niveau des investissements dans les secteurs constituant les véritables leviers de la croissance économique.

Ainsi, les investissements structurants des secteurs des infrastructures, de l'énergie et de l'agriculture, la construction et l'équipement progressif de lycées techniques et professionnels et de lycées scientifiques dans les régions et le renforcement et la dynamisation des structures de promotion de l'auto emploi des jeunes seront renforcés.

Aussi, dans le cadre de la relance de l'économie nationale, le processus d'apurement de la dette intérieure se poursuivra.

Enfin, des réformes seront engagées dans le sens d'améliorer l'exécution des activités du budget et assurer la transparence et une meilleure qualité de la dépense. Il s'agira dans ce sens de reformer le circuit et les procédures de passation des marchés publics. Il faut particulièrement noter le pilotage des programmes budgétaires par les responsables de programmes qui constituera une des plus grandes innovations entrant dans le cadre de la mise en œuvre du budget programme.

## II. SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES

Les prévisions de recettes, au titre de la loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2017 se chiffrent à 2036,30 milliards de francs CFA, dont 1 438,27 milliards de francs CFA et 598,04 milliards de francs CFA FCFA respectivement pour les recettes propres et les ressources extraordinaires. Les recettes budgétaires qui enregistrent une hausse de 27,42% par rapport à 2016 sont soutenues par des éléments de choix stratégiques budgétaires et de nouvelles mesures fiscales envisagées en matière de recettes.

Ainsi, après (03) trois mois de mise en œuvre de ces mesures, les recettes budgétaires mobilisées se chiffrent à 308,42 milliards de francs CFA contre 287,81 milliards de francs CFA à la même période en 2016, soit une hausse de 20,61 milliards de francs CFA (+7,16%).

**Tableau 2: Etat de recouvrement des recettes au 31 mars 2016 et 2017 (en milliards FCFA)**

Nature de recettes	2016			2017			Variation 2016-2017	
	Prévisions Définitives LFI	Recouvrements au 31 Mars.		Prévisions Définitives (LFI)	Recouvrements au 31 Mars		Absolue Montant	Relative Taux (%)
		Montant	Taux (%)		Montant	Taux (%)		
<b>RECETTES ORDINAIRES</b>	<b>1 182,90</b>	<b>272,06</b>	<b>23,00</b>	<b>1 438,27</b>	<b>284,40</b>	<b>19,77</b>	<b>12,34</b>	<b>4,54</b>
Recettes fiscales	1067,62	249,31	23,35	1315,50	258,02	19,61	8,71	3,50
Recettes non fiscales	112,35	22,32	19,86	119,02	26,38	22,17	4,07	18,22
Recettes en capital	2,93	0,44	14,95	3,75	0,00	0,00	-0,44	-100,00
<b>RECETTES EXTRAORDINAIRES</b>	<b>213,77</b>	<b>15,75</b>	<b>7,37</b>	<b>598,04</b>	<b>24,01</b>	<b>4,02</b>	<b>8,26</b>	<b>52,48</b>
<i>Dons programmes</i>	0,00	0,00		336,60	0,00	0,00	0,00	
<i>Dons projets</i>	213,77	15,75	7,37	261,44	24,01	9,18	8,26	52,48
<b>TOTAL</b>	<b>1 396,67</b>	<b>287,81</b>	<b>20,61</b>	<b>2 036,30</b>	<b>308,42</b>	<b>15,15</b>	<b>20,61</b>	<b>7,16</b>

Source : MINEFID/SG/DGB

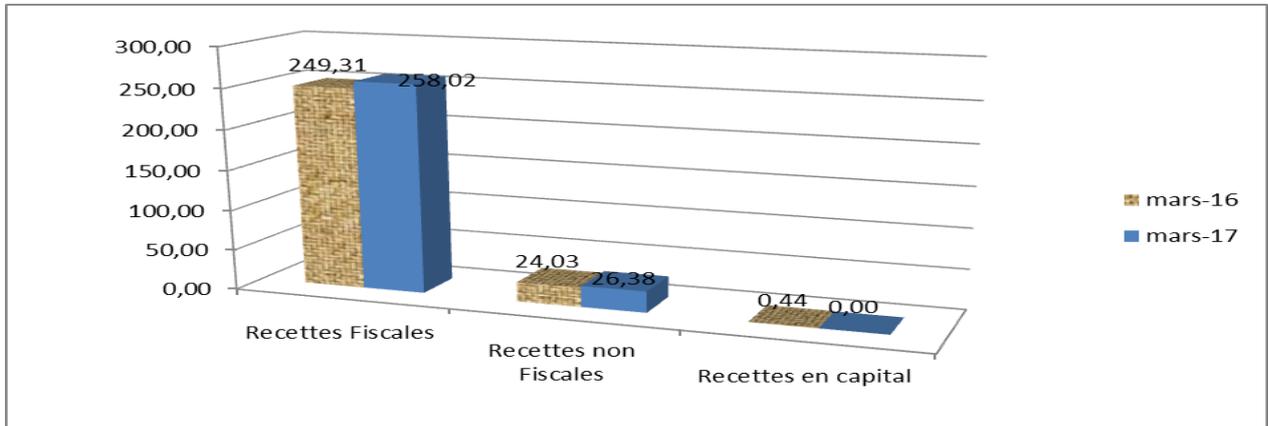
### II.1. Analyse de l'évolution des recettes ordinaires

Les prévisions de recettes ordinaires se chiffrent à 1 438, 27 milliards de francs CFA dont 1 315,50 milliards de francs CFA au titre des recettes fiscales, 119, 02 milliards de francs CFA au titre des recettes non fiscales et 3,75 milliards de francs CFA FCFA pour les recettes en capital. Elles enregistrent une hausse en valeur relative de 11,77 % par rapport aux prévisions révisées de 2016.

Au 31 mars 2017, le montant extracomptable des recouvrements de l'ensemble des régies de recettes se chiffre à 284,40 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 19,77%.

Par rapport aux recouvrements de 2016 à la même période qui étaient de 272,06 milliards de francs CFA, les recettes ordinaires sont en hausse de 12,34 milliards de francs (+4,54%). Cette hausse est portée par les recettes fiscales (+8,71 milliards de FCFA) et les recettes non fiscales (+4,07 milliards de FCFA).

**Graphique 2 : recouvrements des recettes ordinaires entre à fin mars 2017 et 2016 par nature.**



Source : MINEFID/SG/DGB

L'analyse de la situation des recettes ordinaires à fin mars sera faite par nature de recettes et par structure de recouvrement et porte sur les recettes fiscales, les recettes non fiscales et les recettes en capital.

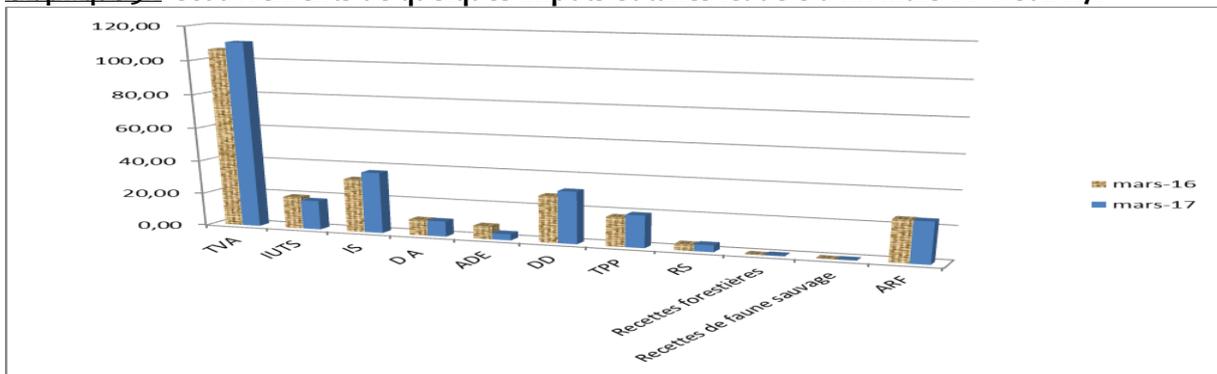
## II.1.1. Analyse de l'évolution par nature de recettes

### A. Les recettes fiscales

A fin mars, les recettes fiscales recouvrées se chiffrent à 258,02 milliards de francs CFA pour une prévision annuelle de 1 315,50 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 19,61%.

En variation annuelle, il est à noter une progression de 3,50%, soit 8,71 milliards de francs CFA. Cette hausse est imputable à la TVA, l'IS, le Droit de Douane et à la TPP.

**Graphique 3 : recouvrements de quelques impôts et taxes leaders à fin mars 2016 et 2017.**



Source : MINEFID/SG/DGB

## □ **Les impôts et taxes intérieurs sur les biens et services**

Cette catégorie de recettes fiscales est essentiellement composée de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et de la taxe sur les produits pétroliers (TPP).

### ● **La Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)**

La prévision de la taxe sur la valeur ajoutée au titre du budget 2017 s'élève à 530,05 milliards de francs CFA dont 295,18 milliards de francs CFA à l'importation et 234,87 milliards de francs CFA à l'intérieur.

À la date du 31 mars 2017, le montant total recouvré par l'ensemble des régies en charge est de 110,76 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 20,90%.

Une analyse comparative entre les niveaux de recouvrement à fin mars 2016 et 2017, fait ressortir un taux de progression de l'ordre de 4,15% correspondant à une valeur absolue de 4,41 milliards de francs CFA. Cette bonne tenue de la TVA est en partie le fruit de la nouvelle segmentation et de la hausse des importations.

### ● **Taxe sur les produits pétroliers (TPP)**

Sur une prévision de 88,8 milliards de francs CFA, la taxe sur les produits pétroliers (TPP) a été recouvrée à hauteur de 19,4 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 21,84 %. Comparativement à la même période de l'année 2016 où le recouvrement était de 17,59 milliards de francs CFA, il est observé une progression de 10,27 % correspondant à un montant de 1,81 milliards de francs CFA. Il convient de signaler que l'accroissement du recouvrement de la TPP s'explique par le fait que cette taxe d'accise est fonction du volume importé des hydrocarbures notamment le super 91 et le gas-oil.

## □ **Les impôts sur les revenus et bénéfices**

L'analyse portera sur quelques impôts leader tels que l'impôt sur les sociétés (IS), l'impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS), et sur les autres droits d'enregistrement (ADE).

### ● **L'impôt sur les sociétés (IS)**

Sur une prévision annuelle de 212,79 milliards de francs CFA, le montant recouvré de l'IS se chiffre à 36,70 milliards de francs CFA au 31 mars 2017, soit un taux d'exécution de 17,25 %.

En 2016 à la même période, le recouvrement de l'impôt sur les sociétés s'était établi à 32,08 milliards de francs CFA. De ce qui précède, il ressort une hausse du niveau de recouvrement de l'IS de 4,62 milliards de francs CFA (soit un taux de progression de 14,41%). Cette hausse est en partie imputable à la tendance à la normalisation de la situation socio-politico-économique depuis l'année 2016 (après les troubles que le pays a traversé en 2014 et 2015) qui constitue une lueur d'espoir pour l'optimisation des recettes.

- **L'impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS)**

Prévu à hauteur de 81,80 milliards de francs CFA, le recouvrement de l'IUTS s'élève à 17,58 milliards de francs CFA à fin mars, soit un taux d'exécution de 21,49%. Comparativement à la même période en 2016, le niveau de recouvrement de l'IUTS s'est décri de 1,70 milliards de francs CFA en valeur absolue correspondant à un taux de régression de l'ordre de 8,83%. En effet, au premier trimestre 2016, il avait été recouvré 19,29 milliards de francs CFA au titre de l'IUTS.

- **Les Autres Droits d'Enregistrement (ADE)**

Pour l'exercice budgétaire 2017, il était prévu un montant de 33,50 milliards de FCFA au titre des ADE. Sur la période de janvier à mars, la DGI en a recouvré 3,78 milliards de francs CFA qui représentent 11,28% de l'objectif annuel sur ces droits. Comparativement à fin mars 2016 où le recouvrement était de 7,88 milliards de francs CFA, le niveau de recouvrement des ADE a diminué au premier trimestre 2017 de 4,10 milliards de francs CFA correspondant à un taux de régression 52,05%.

- **Droits et taxes à l'importation et à l'exportation**

- **Les droits de douane**

Le recouvrement des droits de douane est passé de 27,94 milliards de francs CFA à 31,32 milliards de francs CFA respectivement à fin mars 2016 et 2017, soit une hausse de 12,10%. Cette situation s'explique par la hausse du volume global des importations.

Par rapport à la prévision annuelle qui s'élève à 152,26 milliards de francs CFA, le taux d'exécution s'établit à 20,57% à fin mars.

- **La redevance statistique**

Le niveau de recouvrement de la redevance statistique est en hausse de 0,35 milliards de francs CFA.

En effet, le recouvrement de ladite taxe est passé de 3,79 milliards de francs CFA au 31 mars 2016 à 4,14 milliards de francs CFA au 31 mars 2017. Relativement à la prévision de 2017 qui se chiffre à 19,29 milliards de francs CFA, le taux d'exécution se situe à 21,46%.

### ● Les droits d'accises

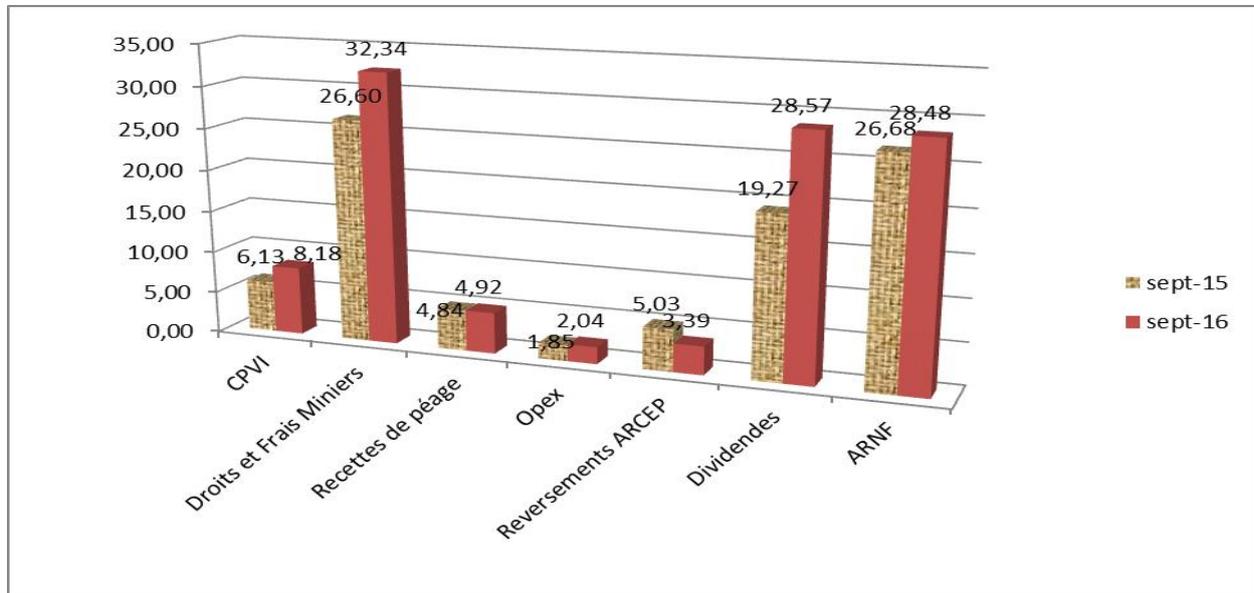
Les droits d'accises regroupent la taxe sur les boissons (TSB), la taxe sur les tabacs (TST), la taxe sur les produits de parfumerie et de cosmétique, la taxe sur la cola et la taxe sur les café et thé perçus en régime intérieur et de porte.

Le recouvrement desdits droits s'est établi à 9,31 milliards de francs CFA au 31 mars 2017, contre 9,47 milliards de francs CFA à la même période en 2016, soit une baisse de 0,15 milliards de francs CFA (-1,63%).

## B. Les recettes non fiscales

Les recettes non fiscales ont enregistré globalement une progression de 9,80% passant de 24,03 milliards de francs CFA à fin mars 2016 à 26,38 milliards de francs CFA en 2017 au 31 mars. Cette progression est imputable à l'ensemble des postes.

**Graphique 4 : recouvrements de quelques impôts et taxes leaders entre à fin mars 2017 et 2016.**



Source : MINEFID/SG/DGB

## C. Les recettes en capital

Les prévisions des recettes en capital au titre budget 2017 se chiffrent à 3,75 milliards de francs CFA. Constituées essentiellement des recettes des privatisations et des remboursements de prêts et avances, aucun recouvrement n'a été enregistré au 31 mars.

## **II.1.2. Analyse par structure de recouvrement**

Les structures chargées du recouvrement des recettes ordinaires sont la Direction Générale des Impôts, la Direction Générale des Douanes et la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique. L'analyse est faite sur la base des prévisions de la Loi de finances initiale (LFI).

### **A. La Direction Générale des Impôts**

Au titre de sa mission de mobilisation des ressources intérieures, la Direction Générale des Impôts (DGI) s'est vue assigner, au titre de l'exercice budgétaire 2017 et sur la base de la Loi de finances initiale (LFI), un objectif de recouvrement de 720,69 milliards de francs CFA au profit du budget de l'État.

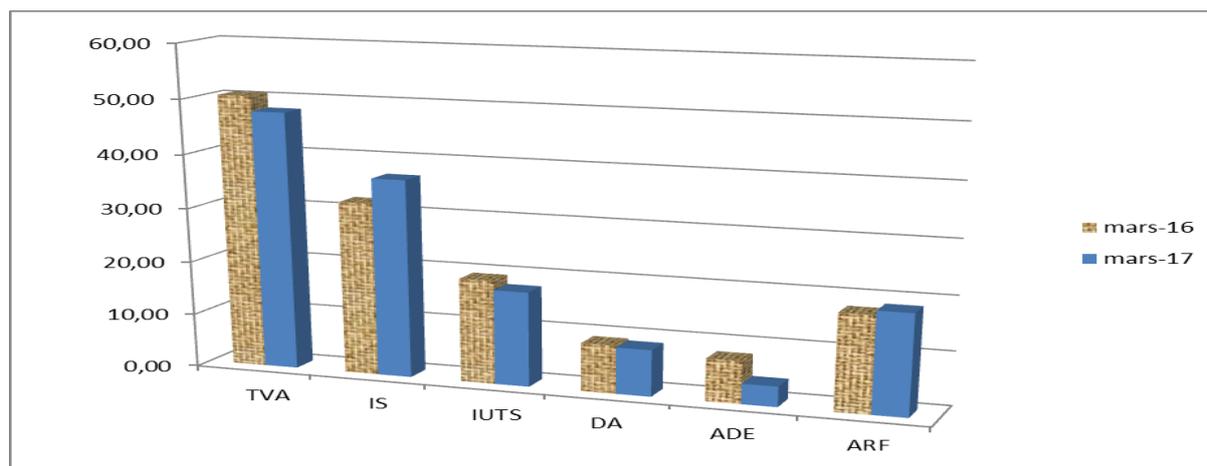
Cet objectif, qui est constitué uniquement de recettes fiscales, connaît un accroissement de 97,75 milliards de francs CFA (15,69%) par rapport à la prévision rectificative de 2016 qui était de 622,94 milliards de francs CFA. Comparativement aux réalisations de l'année 2016 qui se sont établies à 595,02 milliards de francs CFA, l'objectif de 2017 est en augmentation de 125,67 milliards de francs CFA (21,12 %).

Au 31 mars 2017, les réalisations de l'ensemble des unités de recouvrement de la DGI pour le compte du budget de l'État se chiffrent à 133,16 milliards de francs CFA sur une prévision trimestrielle de 162,71 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 81,84 %. En rapportant la réalisation du trimestre à l'objectif annuel, il ressort un taux d'exécution de 18,48 % à fin mars contre un taux attendu de 22,58 %.

Ces recouvrements sont constitués essentiellement de recettes fiscales. Au cours du premier trimestre de l'année 2016, les unités de recouvrement de la DGI avaient mobilisé 136,61 milliards de francs CFA au profit du budget de l'État. Par comparaison aux réalisations du premier trimestre 2016, celles du premier trimestre 2017 sont en régression absolue de 3,45 milliards de F CFA correspondant à un taux de régression de 2,53 %.

La performance de recouvrement de la DGI au cours du premier trimestre 2017 a fortement été influencée par l'arrêt de travail observé au sein des services opérationnels de l'administration fiscale du 20 mars au 05 avril 2017. En effet, la régression des réalisations trimestrielles est entièrement expliquée par cet arrêt de travail qui a engendré un très faible niveau de recouvrement au titre du mois de mars.

**Graphique 5 : les recouvrements de quelques impôts et taxes leaders à fin mars 2016 et 2017.**



Source : MINEFID/SG/DGB

La mise en œuvre des stratégies de recouvrement de la DGI s'est heurtée à de nombreuses difficultés dont les plus importantes se résument comme suit :

- ✓ l'insuffisance ou la mise en place tardive des moyens financiers pour le financement des actions,
- ✓ l'insuffisance du matériel roulant ainsi que de la dotation en carburant de même que la vétusté du matériel informatique ;
- ✓ la dégradation, l'exiguïté et la vétusté des bâtiments qui abritent les services des impôts et/ou des installations électriques ;
- ✓ la non perception ou le manque d'avis de crédit sur les marchés exonérés ;
- ✓ l'indisponibilité/instabilité du RESINA et/ou du SINTAX dans certaines structures de recettes liée à l'indisponibilité de l'électricité et l'absence de groupes électrogènes pour y pallier ;
- ✓ la grande mobilité des contribuables rendant caduque leur adresse ;
- ✓ le non-respect des délais de traitement des dossiers par certains acteurs de la chaîne foncière ;
- ✓ la persistance des comportements tendant à la fraude et à l'incivisme fiscal rendant difficile la mise en œuvre des actions en recouvrement.

L'atteinte de l'objectif de recouvrement lui étant assigné au profit du budget de l'État devra lui permettre au cours des neuf (09) derniers mois de l'exercice budgétaire 2017 de mobiliser 587,53 milliards de francs CFA. Ce montant est constitué de la prévision de

recouvrement des mois d'avril à décembre (557,98 milliards de francs CFA) et du gap enregistré au cours des trois premiers mois de l'année (29,55 milliards de francs CFA).

Dans la perspective d'atteindre l'objectif annuel de recouvrement, il s'agira de consolider les acquis engrangés au cours des années antérieures et poursuivre les actions entreprises depuis en début d'année 2017. Les mesures phares consisteront essentiellement au renforcement de l'encadrement des services de base et au suivi rapproché des opérations d'assiette et de recouvrement. Plus spécifiquement, il s'agira de :

- ✓ mettre en œuvre la facture normalisée en vue de la sécurisation de la TVA et suivre avec une attention particulière en vue de corriger toute imperfection qui viendrait à être détectée pour atteindre les résultats escomptés ;
- ✓ organiser une opération spéciale de recouvrement (recouvrement forcé) avec une application rigoureuse des sanctions prévues en la matière (fermeture administrative des entreprises reliquataires, saisie des stocks, saisie mobilière et/ou immobilière et émission d'ATD...);
- ✓ renforcer le suivi fiscal des secteurs d'activités à fort potentiel fiscal (secteur minier, téléphonie, professions libérales...);
- ✓ intensifier les actions de recouvrement et de lutte contre le faux, la fraude et l'évasion fiscale ainsi que les enquêtes et la recherche fiscales ;
- ✓ améliorer la gestion de la chaîne foncière par la poursuite de l'interconnexion des Guichets uniques du foncier et des services de formalités et d'enregistrement de la Maison de l'Entreprise et leurs partenaires ;
- ✓ poursuivre l'amélioration du système informatique à travers le déploiement de SINTAX 2, le suivi de l'interfaçage entre les logiciels SINTAX et SYDONIA WORLD en vue de corriger d'éventuelles failles qui viendraient à être détectées, l'automatisation de la gestion des restes à recouvrer (RAR) dans SINTAX et la mise en œuvre des télé-procédures (de déclaration et de paiement);
- ✓ poursuivre les activités de mise en place du cadastre fiscal en vue de la maîtrise du portefeuille et du potentiel fiscal ;
- ✓ renforcer les actions de contrôle de l'Inspection Technique des Impôts (ITI) en vue d'enrayer d'éventuels comportements indécents.

Toutes ces mesures visent à optimiser le recouvrement des recettes fiscales aussi bien à court termes qu'à moyen et long termes. Pour y parvenir, la DGI a besoin de l'accompagnement de la hiérarchie qui se résume en sa dotation en moyens humains, financiers et matériels conséquents ainsi qu'en une implication dans les actions de sensibilisation au civisme fiscal et au consentement volontaire à l'impôt.

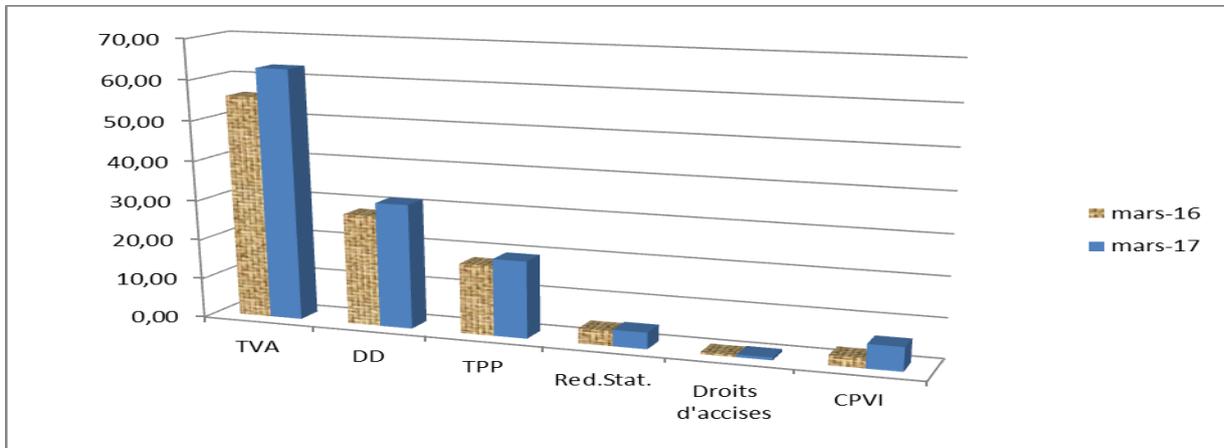
## B. La Direction Générale des Douanes

L'objectif annuel de recouvrement assigné à la Direction Générale des Douanes (DGD) s'élève à 603,58 milliards de francs CFA selon la loi de finances initiale (LFI).

Au 31 mars 2017, la DGD a recouvré 127,42 milliards de francs CFA, soit un taux de recouvrement de 21,11 %. Ces recouvrements se composent de 124,41 milliards de francs CFA au titre des recettes fiscales et 3,01 milliards de francs CFA au titre de recettes non fiscales.

A fin mars 2016, la DGD avait recouvré 114,05 milliards de francs CFA. Il ressort de l'analyse comparative du niveau des recouvrements entre fin mars 2016 et fin mars 2017, une augmentation de 13,37 milliards de francs CFA soit un taux d'accroissement de 11,73%.

**Graphique 6 : les recouvrements de quelques droits et taxes leaders de la Direction Générale des Douanes à fin mars 2016 et 2017.**



Source : MINEFID/SG/DGB

Les réalisations en matière de recouvrements de recettes de la Direction Générale des Douanes l'ont été en raison de facteurs dont les plus importants sont :

- ✓ L'accroissement relatif du volume global des importations ;
- ✓ La poursuite de la lutte contre la fraude douanière qui est un grand fléau limitant considérablement le recouvrement des recettes ;

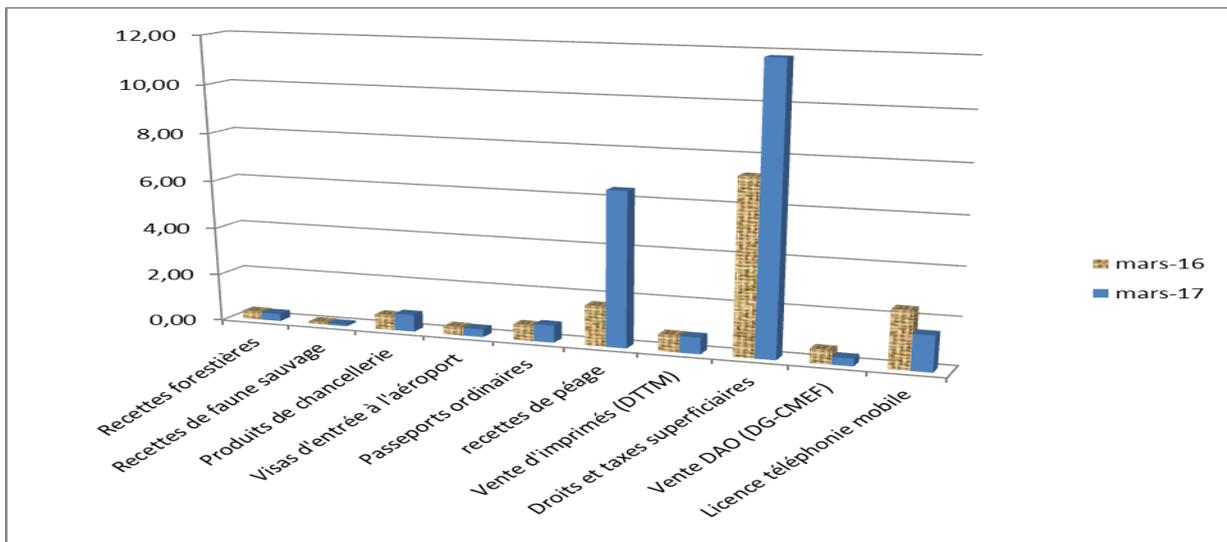
- ✓ la poursuite du suivi satellitaire des marchandises en transit : le dispositif est actuellement opérationnel et couvre les offices de Ouaga-Route, Bobo-Gare, Dakola, Bittou, Ouessa, Niangoloko, Faramana, Koloko, Nadiagou et Kantchari ;
- ✓ l'opérationnalisation du scanner fret de l'aéroport international de Ouagadougou et la poursuite des scannages aux Bureaux des douanes de Ouaga-Route et de Bobo-Gare ;
- ✓ la connexion des commissionnaires en douanes agréés au SYDONIA WORLD ;
- ✓ le renforcement des actions de contrôle de l'exécution du service dans les offices par les Directeurs régionaux et les audits de l'Inspection technique ;
- ✓ le suivi des clauses fiscales et douanières des marchés publics financés sur ressources propres ;
- ✓ le maintien de l'activation du champ 44 de la déclaration en détail.

### C. La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique

Au 31 mars 2017, la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique a recouvré au total 23,83 milliards de FCFA sur des prévisions annuelles de 113,99 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 20,90%.

Comparé aux résultats de 2016 à la même période qui étaient de 21,41 milliards de francs CFA, il ressort une hausse des recouvrements de 2,42 milliards de francs CFA essentiellement portées par les recettes non fiscales.

**Graphique 7 Les recouvrements de quelques impôts leaders de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publics à fin mars 2016 et 2017**



Source : MINEFID/SG/DGB

La performance enregistrée par la DGTCP se justifierait en partie par la poursuite des contrôles, des actions d'encadrement et de formation des acteurs de recouvrement.

Nonobstant, la performance enregistrée, il y a lieu de noter que le recouvrement de la DGTCP a été entravé par (1) le faible niveau du cours de l'or qui n'a pas permis de tirer le niveau de ressources escompté de l'exploitation minière, (2) les remous sociaux dans certains ministères pourvoyeurs de recettes de service et (3) les remous sociaux au niveau des péages.

**Tableau 3: Situation des recettes ordinaires par régie à fin mars 2016 et 2017 (en milliards FCFA)**

Nature de recettes	2016			2017			Variations 2016-2017	
	Prévisions (LFI)	Recouvrements au 31 Mars		Prévisions (LFI)	Recouvrements au 31 Mars		Absolue	Relative
		Montant	Taux (%)		Montant	Taux (%)		
<b>DGTCP</b>	<b>108,10</b>	<b>21,41</b>	<b>19,80</b>	<b>113,99</b>	<b>23,83</b>	<b>20,90</b>	<b>2,42</b>	<b>11,29</b>
Recettes Fiscales	4,82	1,27	26,35	4,46	0,45	10,14	-0,82	-64,38
Recettes non Fiscales	100,35	19,73	19,66	105,78	23,37	22,10	3,64	18,47
Recettes en capital	2,93	0,41	13,92	3,75	0,00	0,00	-0,41	-100,00
<b>DGD</b>	<b>486,80</b>	<b>114,05</b>	<b>23,43</b>	<b>603,58</b>	<b>127,42</b>	<b>21,11</b>	<b>13,37</b>	<b>11,73</b>
Recettes Fiscales	474,80	111,46	23,48	590,35	124,41	21,07	12,95	11,62
Recettes non Fiscales	12,00	2,59	21,56	13,24	3,01	22,73	0,42	16,31
Recettes en capital								
<b>DGI</b>	<b>588,00</b>	<b>136,61</b>	<b>23,23</b>	<b>720,69</b>	<b>133,16</b>	<b>18,48</b>	<b>-3,45</b>	<b>-2,53</b>
Recettes Fiscales	588,00	136,58	23,23	720,69	133,16	18,48	-3,42	-2,50
Recettes non Fiscales	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	95,15
Recettes en capital	0,00	0,03		0,00	0,00			
<b>TOTAL</b>	<b>1 182,90</b>	<b>272,06</b>	<b>23,00</b>	<b>1 438,27</b>	<b>284,40</b>	<b>19,77</b>	<b>12,34</b>	<b>4,54</b>
Recettes Fiscales	1 067,62	249,31	23,35	1 315,50	258,02	19,61	8,71	3,50
Recettes non Fiscales	112,35	22,32	19,86	119,02	26,38	22,17	4,07	18,22
Recettes en capital	2,93	0,44	14,95	3,75	0,00	0,00	-0,27	-60,56

Source : MINEFID/SG/DGB

## II.2. Analyse des recettes extraordinaires

Les recettes extraordinaires sont constituées des dons programmes et des dons projets. Les montants attendus au titre du budget 2017 se chiffrent à 598,04 milliards de francs CFA dont 336,60 milliards de francs CFA pour les dons programmes.

Au 31 mars, un montant de 24,01 milliards de francs CFA constitué uniquement de dons projets a été enregistré contre 15,75 milliards de francs CFA à la même période en 2016, soit une hausse de 8,26 milliards de francs CFA. Le tableau ci-dessous fait la synthèse des recettes extraordinaires (en milliards de FCFA).

**Tableau 4: Situation des recettes extraordinaires au 31 mars 2016 et 2017 (en milliards francs CFA)**

Nature de recettes	2016			2017			Variation 2016-2017	
	Prévisions (LFI)	Recouvrements au 31 Mars		Prévisions (LFI)	Recouvrements au 31 Mars		Absolue	Relative
		Montant	Taux (%)		Montant	Taux (%)		
<b>RECETTES EXTRAORDINAIRES</b>	<b>213,77</b>	<b>15,75</b>	<b>7,37</b>	<b>598,04</b>	<b>24,01</b>	<b>4,02</b>	<b>8,26</b>	<b>52,48</b>
Dons programmes	0,00	0,00		336,60	0,00	0,00	0,00	
Dons projets	213,77	15,75	7,37	261,44	24,01	9,18	8,26	52,48

Source : MINEFID/SG/DGB

### III. SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

Le budget 2017 est élaboré sous le format programme et la nomenclature budgétaire diffère du budget objet des années antérieures. Le point de l'exécution du budget de l'Etat en dépenses se fera sur la base « engagée visée », au 31 mars 2017. Les données sont issues du CID et du SIGASPE.

L'analyse de la situation de l'exécution des dépenses à fin mars prend en compte les données sur les financements extérieurs (subventions et prêts). Toutefois, l'amortissement de la dette non prise en compte dans la présente situation est dorénavant considéré comme une charge de trésorerie.

A fin mars 2017, l'analyse de la situation d'exécution des dépenses budgétaires porte essentiellement sur les dépenses par nature, par programme et les crédits délégués aux structures déconcentrées. La synthèse de l'exécution budgétaire par nature est consignée dans le tableau n°5 ci-après.

**Tableau 5 : Situation d'exécution des dépenses par nature au 31 mars 2017 (en milliards de francs CFA)**

CATEGORIE	AE	CP	Mt projet	Mt eng cf	Tx eng cf	Mt ord	Tx ord
<b>DEPENSE COURANTES</b>		<b>1 162,98</b>	<b>53,26</b>	<b>227,58</b>	<b>19,57</b>	<b>197,42</b>	<b>16,98</b>
CHARGES FINANCIÈRES DE LA DETTE		67,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DÉPENSES DE PERSONNEL		550,78	0,00	119,98	21,78	119,98	21,78
DÉPENSES ACQUISITION DE BIENS ET SERVICES		145,30	17,52	15,16	10,43	5,58	3,84
DÉPENSES DE TRANSFERTS COURANTS		398,70	35,74	92,40	23,18	71,87	18,03
DÉPENSES EN ATTÉNUATION DES RECETTES		0,50	0,00	0,03	6,62	0,00	0,00
<b>DEPENSES EN CAPITAL</b>	<b>2 256,39</b>	<b>1 292,22</b>	<b>50,97</b>	<b>103,49</b>	<b>8,01</b>	<b>57,10</b>	<b>4,42</b>
INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ETAT	2 256,39	1 277,02	50,97	103,49	8,10	57,10	4,47
FINANCEMENT ETAT	1 449,74	888,96	50,97	61,19	6,88	14,80	1,66
ETAT SEUL	1 383,33	820,36	46,71	59,99	7,31	14,72	1,79
CONTRE PARTIE	66,41	68,60	4,26	1,20	1,75	0,07	0,11
FINANCEMENT EXTERIEUR	806,65	388,05	0,00	42,30	10,90	42,30	10,90
SUBVENTION	209,44	261,44	0,00	24,01	9,18	24,01	9,18
PRÊT	597,21	126,62	0,00	18,29	14,44	18,29	14,44
TRANSFERTS EN CAPITAL		15,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total général</b>	<b>2 256,39</b>	<b>2 455,19</b>	<b>104,23</b>	<b>331,07</b>	<b>13,48</b>	<b>254,52</b>	<b>10,37</b>

Source : DGB

#### III.1. Analyse de l'exécution du budget de l'Etat par nature

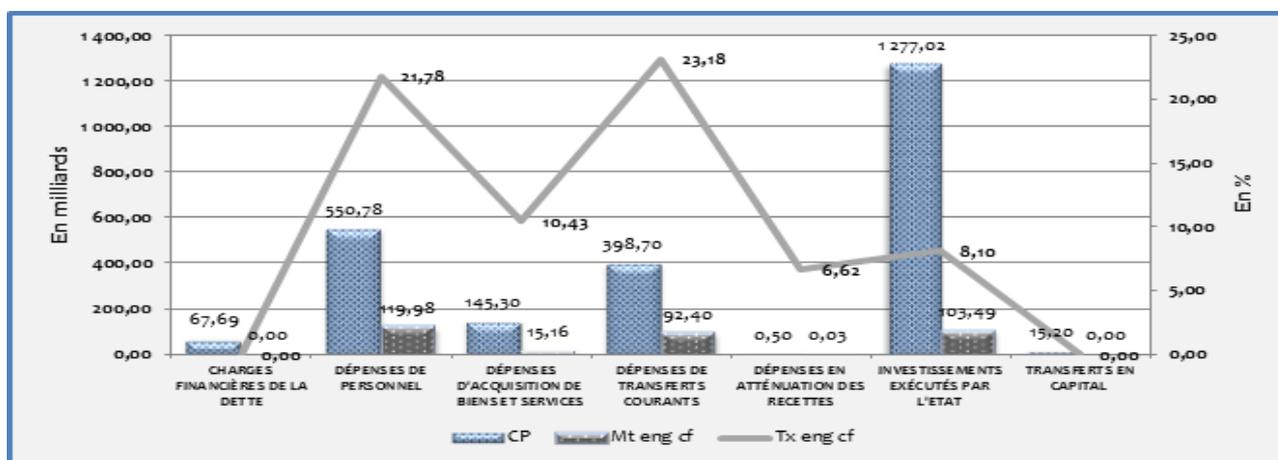
La loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2017 se chiffre en dépenses à 2 455,19 milliards de francs CFA contre une dotation rectifiée (LFR) de 1 799,56 milliards de francs CFA en 2016 (hors amortissement de la dette) soit une hausse relative de 36,43%.

Cette hausse est imputable principalement à l'accroissement des dépenses d'investissements qui passent de 710,47 milliards de francs CFA en 2016 à 1 277,02 milliards de francs CFA en 2017, soit un accroissement de 79,74%. Cette forte hausse des investissements traduit la volonté du Gouvernement de relancer l'économie dans le cadre du PNDES à travers des projets structurants qui vont modifier la structure de notre économie et influencer positivement le niveau de croissance.

Au terme du premier trimestre 2017, la situation d'exécution du budget de l'Etat, exercice 2017 affiche un niveau d'exécution base « engagée visée » de 331,07 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 13,48%. Ce taux est tiré vers le bas par les dépenses en capital qui affichent un taux d'exécution de 8,01% contre 19,57% pour les dépenses courantes. Comparé au taux repère attendu de 25%, le taux d'exécution au premier trimestre de 2017 est inférieur à cette cible avec un écart de 11,52 points. Cette contreperformance s'expliquerait par un retard dans la mise en œuvre des programmes d'activités au sein des départements ministériels.

Le graphiques n° 8 renseignent sur l'évolution des dépenses exécutées par nature et les taux d'exécution au 31 mars 2017.

**Graphique 8 : Evolution des dépenses exécutées par nature de dépenses au 31 mars 2017 (en milliards de francs CFA)**



Source : DGB

### III.1.1. Les dépenses courantes

A fin mars 2017, le montant des dépenses courantes « base engagée visée » se chiffre à 227,58 milliards de francs CFA sur un crédit de paiement de 1 162,98 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 19,57%.

De l'analyse des dépenses courantes, il ressort que toutes les natures de dépenses présentent des niveaux d'exécution en deçà du taux repère de 25%.

Le plus faible taux d'exécution en dehors des charges financières de la dette et des dépenses en atténuations des recettes qui répondent à des préoccupations spécifiques est constaté au niveau des dépenses d'acquisition de biens et services (10,43%).

Par composante, la situation des dépenses courantes se présente comme suit:

### **A. Les charges financières de la dette**

Au 31 mars 2017, les dépenses relatives à la charge financière de la dette portant sur un crédit de paiement de 67,69 milliards de francs CFA n'ont pas encore connu un début d'exécution sur le Circuit Informatisé de la dépense.

### **B. Les dépenses de personnel**

Les dépenses de personnel du budget de l'Etat, exercice 2017 à fin mars affichent un niveau d'exécution base « liquidée » de 119,98 milliards de FCFA sur une dotation de 550,78 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 21,78% contre 25,21% à la même date en 2016. Il ressort donc une régression du taux d'exécution de 3,43 points entre 2017 et 2016. Rapproché au taux repère de 25%, le taux d'exécution est inférieur à cette cible avec un écart de 3,22 points.

Comparé à son niveau en 2016, le volume des dépenses de personnel a diminué de 2,94 milliards de francs CFA justifié par la prise en charge des dépenses relatives à la réforme de la situation salariale des appelés SND. Il convient d'indiquer que cette charge n'était pas couverte par une dotation budgétaire en 2016. Autrement dit, il s'agit d'une diminution illusoire.

Le détail des dépenses de personnel au 31 mars 2017 est joint en annexe 2.

### **C. Les dépenses d'acquisitions de biens et services**

Le montant engagé visé des dépenses d'acquisition de biens et services à fin mars 2017 est de 15,16 milliards de francs CFA sur un crédit de paiement de 145,30 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 10,43%. Ce taux d'exécution est en deçà du taux repère escompté (25%) à fin mars 2017 avec un écart de 14,57 points.

Toutefois, cinq (05) ministères et institutions présentent des taux supérieurs à 25%. Il s'agit des transferts des ressources aux collectivités territoriales (99,99%), du Médiateur du Faso (50,00%), du Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat (35,02%), du Ministère de l'Eau et de l'Assainissement (34,67%) et du Ministère de la Santé (26,29%).

Le détail des dépenses d'acquisition des biens et services au 31 mars 2017 est joint en annexe 3.

## **D. Les dépenses de transferts courants**

A fin mars 2017, les dépenses de transferts courants exécutées base « engagée visée » se chiffrent à 92,40 milliards de francs CFA sur un crédit de paiement de 398,70 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 23,18%. Ces dépenses comprennent :

- ◆ les subventions qui sont engagées visées en 2017 à hauteur de 15,82 milliards de francs CFA sur un crédit de paiement de 61,06 milliards de francs CFA, soit un taux de 25,91% ;
- ◆ les transferts au titre desquels 76,58 milliards de francs CFA ont été exécutés sur un crédit de paiement de 337,64 milliards de francs CFA, correspondant à un taux de 22,68%.

Malgré cette performance acceptable des dépenses de transferts courants, vingt-deux (22) Ministères et Institutions n'ont pas encore connu de début d'exécution. Le détail des dépenses de transferts courants au 31 mars 2017 est joint en annexe 4.

## **E. Les dépenses en atténuations des recettes**

Les dépenses en atténuations des recettes inscrites en crédit de paiement pour un montant de 0,50 milliard de francs CFA affichent un taux d'exécution de 6,62% pour un montant engagé de 0,03 milliard de francs CFA.

### **III.1.2. Les dépenses en capital**

A la date du 31 mars 2017, la situation d'exécution des dépenses en capital se chiffre à 103,49 milliards de francs CFA sur un crédit de paiement de 1 292,22 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 8,01%. La situation détaillée se présente comme suit :

#### **A. Les dépenses d'investissements exécutés par l'Etat**

Le montant inscrit en autorisation d'engagement des dépenses d'investissement s'élève à 2 256,38 milliards de francs CFA. Pour l'exercice 2017, A la date du 31 mars 2017, la situation d'exécution de ces dépenses se chiffre à 103,49 milliards de francs CFA sur un crédit de paiement de 1 277,07 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 8,10%.

##### **□ Les dépenses d'investissement sur ressources propres**

Les investissements financés sur ressources propres se chiffrent à 888,96 milliards de francs CFA en crédits de paiement. Ils représentent 69,61% du total des investissements traduisant, ainsi l'ambition du Gouvernement de financer prioritairement cette catégorie de dépenses par les ressources propres.

Pour ce qui est de l'exécution, au 31 mars 2017, ces dépenses présentent un niveau d'exécution de 61,19 milliards de francs CFA, soit un taux d'absorption de 6,88%. Ce taux est porté vers le bas par le niveau d'exécution de la contrepartie nationale aux projets d'investissement (1,20 milliard de francs CFA) qui affiche un taux d'exécution de 1,75%. Les projets exclusivement financés par l'Etat ont été exécutés à hauteur de 59,99 milliards, soit un taux de 7,31%.

L'analyse par section montre que tous les ministères et institutions présentent des taux d'exécution inférieurs à 5%, excepté les transferts aux collectivités territoriales (99,92%), le parlement (50%), le Ministère de la Santé (16,32%) et le Ministère de l'Eau et de l'Assainissement (9,22%).

Le détail de l'exécution des investissements exécutés sur la « part Etat » est joint en annexe 5.

#### □ les dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures

Au cours du premier trimestre 2017, le montant total des décaissements (base ordonnancement) s'élève à 42,30 milliards de francs CFA répartis en subventions pour 24,01 milliards de francs CFA et 18,29 milliards de francs CFA en prêts. Le taux d'exécution se situe ainsi à 10,90% par rapport aux prévisions annuelles de 388,05 milliards de francs CFA du Budget des appuis projets de l'année 2017. Le niveau des décaissements a augmenté de 9,32 milliards de francs CFA en valeur absolue et de 28,25% en valeur relative, comparativement à celui de 2016 (lequel était de 32,98 milliards de francs CFA).

### **B. Les transferts en capital**

Les dépenses de transferts en capital n'ont pas encore connu un début d'exécution au 31 mars 2017 sur un crédit de paiement de 15,20 milliards de francs CFA.

## **III.2. L'analyse de la situation d'exécution par programme**

Dans le cadre de l'opérationnalisation du budget programme, des programmes opérationnels, des programmes transversaux au sein d'un même ministère et des dotations au profit des institutions ont été adoptés. L'ensemble des programmes et des dotations s'élève à cent trente-trois (133).

La situation d'exécution des programmes n'intègre pas les données sur les dépenses de personnel. Il est à noter que quarante un (41) programmes n'ont pas connu un début d'exécution à la date du 31 mars 2017.

En outre, ceux ayant connu un début d'exécution réalisent un taux d'exécution inférieur à 10%, excepté quelques programmes tels que les « Droits Humains », « fonction parlementaire », « l'Accès aux services de santé ». La situation d'exécution des programmes serait liée à un retard dans l'exécution des programmes d'activités au sein des départements ministères et institutions.

Les annexes 6 à 9 donnent le niveau d'exécution des programmes par ministère et par institutions.

### **III.3. Analyse des crédits délégués**

Dans cette partie, il sera analysé les crédits délégués aux structures déconcentrées des ministères et institutions au titre des dépenses d'acquisition de biens et services et celles des dépenses d'investissement.

Concernant les dépenses d'acquisition de biens et services, sur un crédit de paiement de 18,90 milliards de francs CFA, les dépenses engagées visées à fin mars 2017 s'élèvent à 0,42 milliard de francs CFA correspondant à un taux d'absorption de 2,21%. Seul le Ministère de l'Eau et de l'Assainissement qui affiche un taux d'exécution satisfaisant de 60,68%.

Quant aux dépenses d'investissement exécutées par l'Etat au niveau déconcentré, le niveau global d'exécution à fin mars 2017 s'élève à 3,41 milliards de francs CFA sur un crédit de paiement de 59,82 milliards de francs CFA, correspondant à un taux d'exécution de 5,69%.

Les crédits du Ministère de l'Eau et de l'Assainissement (35,72 milliards francs CFA) représentent 72,83% des crédits délégués d'investissement en 2017.

### **III.4. Situation d'exécution des dépenses non abouties de 2016 à reengager sur l'exercice 2017**

Le stock des dépenses non abouties (DNA) du budget de l'Etat, gestion 2016 à réengager sur le budget 2017 n'est pas encore disponible compte tenu des contraintes liées au passage au budget programme.

A cette effet, à la date du 31 mars 2017, aucun montant des dépenses non abouties en 2016 n'a pu faire l'objet de réengagement du fait de la nouvelles nomenclature du budget programme. A ce titre des cadres de concertations sont en cours afin de pouvoir résorber ces difficultés lors de la prochaine revue à mi-parcours du budget.

### III.5. Analyse des dépenses de consommation d'eau, d'électricité et de téléphone

La gestion des crédits de consommations de téléphone, d'électricité et d'eau, a été transférée aux ministères et institutions respectivement en 2013, 2014 et 2015. Aussi, avec l'entrée en vigueur du budget programme, la gestion des branchements et d'abonnements d'eau, d'électricité et de téléphone a été également transférée aux différents ministères et institutions.

Les mesures de rationalisation des consommations d'eau, d'électricité et de téléphone de l'Etat se poursuivent par le renforcement des textes encadrant l'utilisation des abonnements publics d'eau, d'électricité et de téléphone et les audits des branchements et d'abonnements d'eau, d'électricité et de téléphone qui seront réalisés courant 2017.

Concernant les données relatives aux consommations d'eau, d'électricité et de téléphone, il convient de relever que malgré l'interpellation des différentes sociétés notamment l'ONEA et la SONABEL sur la transmission des données actualisées, on constate toujours une transmission tardive desdites données.

Ce qui constitue un handicap majeur dans l'analyse des données par trimestre dans le cadre de la rédaction du présent rapport.

Aussi, l'analyse se fera selon la disponibilité des données sur les dépenses de consommation d'électricité, d'eau et de téléphone.

#### A. Analyse des dépenses de consommation d'électricité

Les dépenses de consommation d'électricité se sont établies à fin février 2017 à 2,49 milliards de francs CFA contre 2,12 milliards de francs CFA à la même période en 2016, soit une hausse de 17,69%. Ce taux était de -5,08 % entre 2015 et 2016.

**Tableau 6: Evolution de consommation d'électricité à fin février sur la période 2015 à 2017**

Rubrique	A fin février 2015	A fin février 2016	A fin février 2017
Consommation d'électricité	2 231 144 753	2 117 873 319	2 492 518 884
Ecart (%)	-	-5,08%	17,69%

Source : DGAIE

Cette hausse entre les deux périodes (février 2016 et février 2017) s'explique par l'expansion de l'Administration qui induit de nouveaux abonnements électriques d'une part et par les installations au profit des Administrations, de nouveaux équipements énergivores d'autre part.

Elle est également imputable aux consommations de certains ministères et institutions qui ont enregistré des hausses significatives

En termes de hausse, des pics peuvent être identifiés auprès de la Grande Chancellerie (+311,47%), les Hôtels Administratifs (+82,33%), le Ministère de la Jeunesse de la Formation et de l'Insertion Professionnelles (+75,54%) et le Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique (+35,67%).

Par ailleurs, d'autres Ministères ont enregistré des baisses relativement importantes. Il s'agit du Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale (-13,74%), du Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes (-10,18%) et du Conseil Economique et Social (-4,83%).

### **B. Analyse des dépenses de consommation d'eau**

Les dépenses de consommation d'eau se sont établies à fin janvier 2017 à 0,66 milliard de francs CFA contre 0,63 milliard de francs CFA à la même période en 2016, soit une hausse de 5,77%. Ce taux était de -2,70% entre 2015 et 2016.

**Tableau 7: Evolution de consommation d'eau à fin janvier sur la période 2015 à 2017**

Rubrique	A fin janvier 2015	A fin janvier 2016	A fin janvier 2017
Consommation d'eau	644 385 513	626 990 938	663 174 362
Ecart (%)	-	-2,70%	5,77%

Source : DGAIE

Cette hausse entre les deux périodes (fin janvier 2016 et fin janvier 2017) est imputable principalement à la hausse des consommations d'eau de certains ministères et institutions.

Il s'agit entre autres du Ministère de la Jeunesse de la Formation et de l'Insertion Professionnelles avec (+746,90%), de la Cour de Cassation (+243,08%), du Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes (+103,77%), du Conseil Economique et Social avec (+97,94%), et du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (+96,28%).

Par contre, d'autres Ministères et Institutions connaissent une baisse de leurs consommations. Il s'agit notamment du Premier Ministère (-46,63%), du Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques (-45%), du Conseil Constitutionnel (-25,07%) et de la Présidence du Faso (-18,25%).

## C. Analyse des dépenses de consommation de téléphone

A fin mars 2017, les dépenses de communications téléphoniques se sont établies à 1,06 milliard de francs CFA contre 1,10 milliards de francs CFA à la même période en 2016, soit une baisse de 2,96%. Aussi, une hausse de 2,90% avait été constatée à la même période entre 2015 et 2016.

**Tableau 8: Evolution des dépenses de communications téléphoniques à fin mars sur la période 2015 à 2017**

Rubrique	A fin mars 2015	A fin mars 2016	A fin mars 2017
Consommation de téléphone	1 067 473 136	1 098 404 187	1 065 940 484
Ecart (%)	-	2,90%	-2,96%

Source : DGAIE

Cette baisse entre les deux périodes (fin mars 2016 et mars 2017) s'explique par la mise en œuvre d'un ensemble de mesures d'optimisation des dépenses de consommation d'eau, d'électricité, de téléphone des Administrations publiques et d'une mesure relative au plafonnement des crédits de communication des Ministres et Présidents d'Institutions adoptées en Conseil des Ministres en mars 2016.

Aussi, les Ministères et Institutions ci-dessous ont enregistré des baisses significatives de leurs consommations téléphoniques. Il s'agit du Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale et de la Famille (-49,86%), du Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation (-36,49%), de la Cour des Comptes (-35,84%) et du Premier Ministère (-31,17%).

Par contre, le Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat (+152,98%), le Ministère de l'Eau et de l'Assainissement (+63,67%) et le Ministère de la Jeunesse de la Formation et de l'Insertion Professionnelles (+35,51%) connaissent une hausse significative de leurs consommations téléphoniques.

Les annexes 10, 11 et 12 donnent le détail sur les consommations d'eau, d'électricité et de téléphone par ministère et par institutions.

## **IV. DE LA GESTION DE LA TRESORERIE**

L'objectif en matière de gestion de la trésorerie est d'assurer un ajustement permanent entre les disponibilités de trésorerie et les engagements financiers de l'Etat et de ses démembrements. Au 31 mars 2017, le niveau des encaissements reste inférieur à celui des décaissements.

### **IV.1. De la situation des encaissements au 31 mars 2017**

Au 31 mars 2017, au total 375,52 milliards de FCFA ont été encaissés, sur l'ensemble du réseau du Trésor Public, contre 389,15 milliards de FCFA au 31 mars 2016, soit un taux de régression annuel de 03,50%.

Sur la période, l'Etat a eu recours aux émissions de titres publics pour financer la trésorerie à hauteur de 76,80 milliards de FCFA, ce qui représente environ 20,45% des encaissements total de la période sous revue et traduit l'apport appréciable dans le financement de la trésorerie de l'Etat. Au titre des financements extérieurs, aucun décaissement n'a encore été enregistré, au titre de l'année 2017.

### **IV.2. De la situation des paiements au Trésor au 31 mars 2017**

Au 31 mars 2017, le montant total des paiements effectués par le Trésor Public se chiffre à 481,77 milliards de FCFA dont 75 milliards de FCFA au titre des remboursements des bons du Trésor. Le niveau des paiements était de 432,64 milliards de FCFA, soit un taux de progression de 11,36% par rapport à l'année 2016.

### **IV.3. Du solde des opérations d'encaissements et de décaissements**

Sur la période sous revue, en rapportant les décaissements aux encaissements, il se dégage un solde déficitaire de 106,25 milliards de FCFA. Ce solde a été couvert par les disponibilités du Trésor à fin décembre 2016. Ce déficit de trésorerie se situerait à 181,25 milliards de FCFA sans le recours aux ressources de trésorerie adossées aux titres publics.

### **IV.4. De la situation des disponibilités de trésorerie**

Au 31 mars 2017, les disponibilités totales au Trésor se chiffrent à 241,88 milliards de FCFA contre 214,73 milliards de FCFA au 31 mars 2016. En prenant en compte la spécificité du compte CCP et des comptes d'affectation spéciale (CAS), les disponibilités totales utilisables au Trésor

s'élèvent à 138,65 milliards de FCFA et à 84,02 milliards de FCFA respectivement au 31 mars 2017 et au 31 mars 2016.

#### **IV.5. De l'évolution des instances de paiement au Trésor public du 31 décembre 2016 au 31 mars 2017**

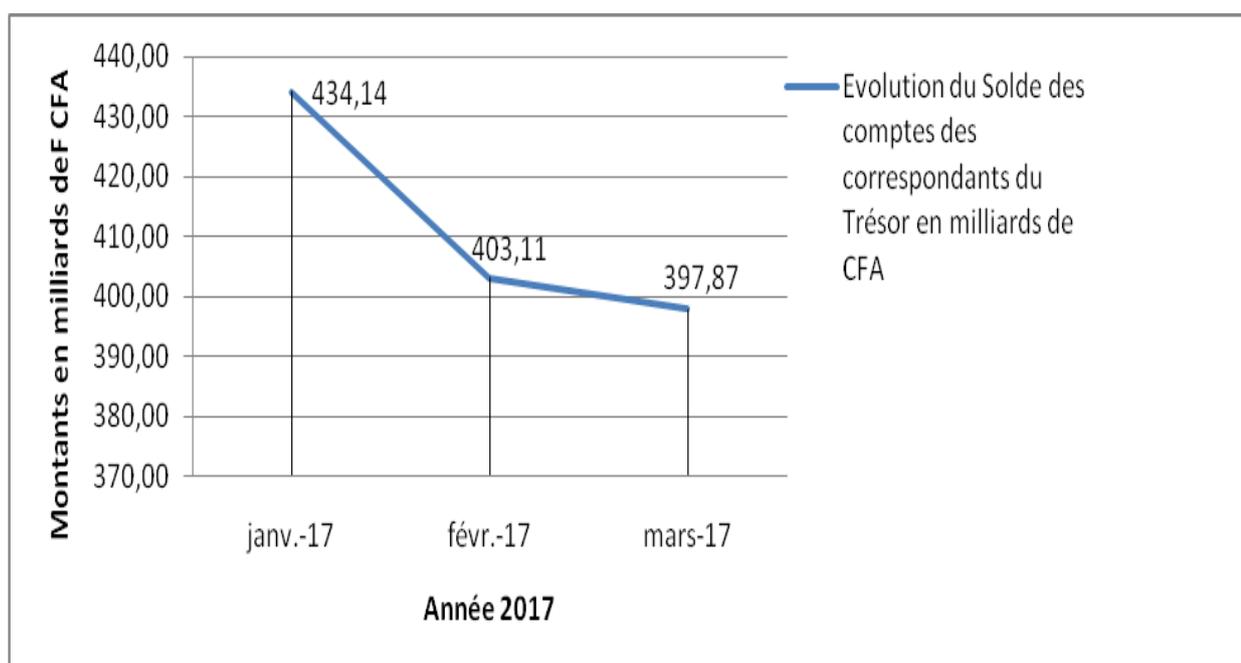
En rappel, les dépenses en instance de paiement sur l'ensemble du réseau du Trésor Public au 31 décembre 2016, se chiffraient à 17,74 milliards de FCFA. Au 31 mars 2017, le montant total des paiements en instance est estimé à 6,53 milliards de FCFA, dont 3,23 milliards de FCFA, au titre des mandats budgétaires. A la même période de 2016, le niveau était de 29,15 milliards de FCFA, soit un taux de régression de 77,60%. Au 31 mars 2017, relativement aux délais de paiement, il ressort qu'aucun arriéré de paiement (i.e. des instances de paiement de plus 3 mois) n'est enregistré dans les livres du Trésor Public.

Cette situation traduit les efforts entrepris par le Trésor Public pour apurer les dossiers en instance de paiement.

#### **IV.6. De l'évolution mensuelle des soldes des comptes de dépôts du 31 janvier au 31 mars 2017**

Au 31 janvier 2017, le solde des comptes de dépôts s'élevait à 434,14 milliards de FCFA. A fin mars 2017, le solde s'est établi à 397,87 milliards de FCFA, soit un taux de régression de 8,35% par rapport à fin janvier 2017. La courbe suivante illustre cette évolution.

**Graphique 9 : Evolution des soldes des correspondants du Trésor du 31 janvier au 31 mars 2017 en milliards de FCFA**



Source : DGTCP/ACCT

## **V. SITUATION D'EXECUTION DU PLAN DE PASSATION DES MARCHES**

Le plan annuel de passation des marchés (PPM) a été approuvé en Conseil des ministres le 28 décembre 2016, après audition des Ministères et des Institutions et la consolidation des différents plans sectoriels de passation des marchés.

### **V.1. Situation d'exécution des plans de passation des marchés des Ministères et des Institutions**

Le lancement par anticipation des marchés publics au titre du budget de l'Etat, exercice 2017 qui devrait avoir lieu au cours du dernier trimestre de l'année 2016 a pu être effectif.

Au 31 mars 2017, un volume total 2302 dossiers ont été saisis en prévision sur le SIMP 2 d'un montant total de 549,07 milliards de francs CFA, contre 1677 dossiers pour un montant total de 197,67 milliards de francs CFA sur la même période en 2016 soit une augmentation de 625 dossiers en nombre et de 351,4 milliards de francs CFA en valeur.

Au 31 mars 2017, seulement quatre (04) ministères sur les quarante (40) ministères et institutions ont transmis la situation de mise en œuvre de leur plan de passation des marchés. Il s'agit du ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique, du ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité intérieure, du ministère des ressources animales et halieutiques et du ministère des sports et des loisirs.

Au regard de la faible représentativité des ministères ayant transmis leur situation de mise en œuvre de leur plan de passation des marchés, il pourra donc pas être possible de procéder à une analyse objective du plan annuel de passation des marchés à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2017.

**Il y a lieu de rappeler, à travers une circulaire à l'attention des Directions des marchés publics, l'obligation de transmettre à bonne date la situation de mise en œuvre de leurs PPM.**

### **V.2. Situation des remises de pénalités et de paiement des intérêts moratoires.**

A la date du 31 mars 2017, il a été accordé des remises de pénalités de retard de **33 117 520** francs CFA pour deux (02) dossiers relevant du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques.

Il n'a donc pas, par contre, été examiné de dossiers relatifs au paiement d'intérêts moratoires par le comité chargé de l'examen des requêtes de remise des pénalités de retard et de paiement d'intérêts moratoires.

## **VI. SITUATION D'EXECUTION DES DEBLOCAGES DE FONDS**

A la date du 31 mars 2017, le montant exécuté s'élève à **111 359 112 527** Francs CFA pour une prévision annuelle globale de **664 271 379 654** Francs CFA, soit un niveau d'exécution de **16,76%**; ce qui est largement en deçà du taux repère de **35,13%** (le taux repère est obtenu en reportant les prévisions trimestrielles de **233 372 464 839** Francs CFA sur la prévision annuelle globale).

Partant sur une base prévisionnelle trimestrielle, le niveau d'exécution se situe à **47,72%**, ce qui est faible par rapport au niveau prévisionnel trimestriel de 100%.

En 2016, à la même période, 35,68 milliards de Francs CFA ont été exécutés pour une prévision globale de 397,64 milliards de Francs CFA, soit un niveau d'exécution de 8,97% contre un taux repère de 25,88%.

### **VI.1. Exécution du plan de déblocage de fonds par ministère et institution**

La situation d'exécution globale du PDF 2017 à fin mars se traduit par des taux inférieurs à 100% pour les natures de dépense.

Les taux des déblocages de fonds à fin mars sont de façon générale assez appréciable, aucune nature de dépense n'a pu atteindre l'intégralité des fonds prévus pour la période concernée. Hormis les dépenses de personnel et les investissements exécutés par l'Etat qui enregistrent respectivement à fin mars 2017 un taux d'exécution nul (0%) et un taux d'exécution faible (26,21%), les autres natures de dépense connaissent des niveaux d'exécution assez appréciables (82,47% et 74,26% respectivement pour les dépenses d'acquisition de biens et services et les dépenses de transferts courants).

Le tableau n°11 fait ressortir l'exécution par natures de dépense à fin mars 2017.

De façon globale, aucun niveau de déblocage des natures de dépense n'a atteint le taux repère y relatif.

**L'annexe 16** donne le détail des crédits exécutés par voie de déblocage de fonds par ministère et par institution, au 31 mars 2017.

**Tableau 9: Situation d'exécution par natures de dépense, au 31 mars 2017 (en milliers de Francs CFA)**

Natures de dépense	Prévisions annuelles (1)	Objectif 1er Trimestre 2017			Tx exéc global (5=3/1)	Tx repère (6=2/1)	Ecart (7=5-6)
		Prévisions au 1er Trim (2)	Réalisations au 1er Trim (3)	Tx exé 1er Trim (4=3/2)			
Dépenses de personnel	78 822 330	19 829 381	38	0,00%	0,00%	25,16%	-25,16%
Dépenses d'acquisition de biens et services	32 245 701	14 278 128	11 775 339	82,47%	36,52%	44,28%	-7,76%
Dépenses de transferts courants	242 800 807	98 547 987	73 185 206	74,26%	30,14%	40,59%	-10,45%
Investissements exécutés par l'Etat	310 402 542	100 716 970	26 398 529	26,21%	8,50%	32,45%	-23,94%
<b>TOTAL</b>	<b>664 271 380</b>	<b>233 372 465</b>	<b>111 359 113</b>	<b>47,72%</b>	<b>16,76%</b>	<b>35,13%</b>	<b>-18,37%</b>

Source: CID/DG-CMEF, mars 2017

## **VI.2. Difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des plans de débloqué des fonds.**

Les difficultés liées à la non justification des précédents débloqués de fonds constituent un véritable problème quant au respect de la mise en œuvre du plan de débloqué de fonds.

Le retard accusé par les structures bénéficiaires dans le transfert des pièces justificatives influe négativement sur la production diligente des rapports de vérification indispensables au débloqué de la première tranche trimestrielle de l'année 2017.

Il est également constaté un problème de qualité des pièces justificatives présentées pour l'obtention du rapport de vérification. Cet état de fait engendre la formulation de réserves dans les rapports de vérification.

## **VII. EVOLUTION DES DELAIS DE PAIEMENT DE LA DEPENSE PUBLIQUE**

Le budget de l'Etat s'exécute dans un contexte marqué par la mise en œuvre des réformes des procédures et des responsabilités des intervenants de la chaîne de la dépense publique.

En rappel, ces réformes ont induit la suppression de l'intervention de la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics et des Engagements Financiers à l'étape de la liquidation. Cela a entraîné une redéfinition du référentiel des délais de paiement en matière d'exécution des dépenses publics (circulaire n°2014-0129/MEF/SG/DGTCP/SG du 21 Janvier 2014).

Au niveau central, à la date du 31 mars 2017, les unités de vérification sont fonctionnelles dans trente-cinq ministères et institutions. Toutefois, douze (12) ministères disposant d'unité de vérification sont concernés par la situation présente.

Dans l'ensemble de ces ministères, 443 mandats fournisseurs ont été payés pour un montant total de 19,40 milliards de FCFA au 31 mars 2017.

Dans les ministères et institutions ne disposant pas d'unités de vérification, 181 mandats fournisseurs de l'année 2016 ont été payés pour un montant total de 5,00 milliards de FCFA au 31 mars 2017.

Du 1er janvier au 31 mars 2017, dans l'ensemble des ministères, 624 mandats fournisseurs ont été payés pour un montant total de 24, 55 milliards de FCFA F CFA dans le contexte de la réforme des procédures et des responsabilités des intervenants dans la chaîne d'exécution de la dépense publique.

Du 1er janvier au 31 mars 2017, 1082 mandats fournisseurs de l'année 2016 ont été payés sur les crédits délégués.

Le montant total payé pour ces mandats s'élève à trois milliards trois cent seize millions quatre-vingt mille trois cent quatre-vingt-onze (3 316 080 391) FCFA.

L'analyse de la situation détaillée des délais de paiement des dépenses dans le contexte de la réforme sera faite selon les phases administrative et comptable. Aussi, les délais moyens ont été calculés avec déduction des jours non ouvrables.

### **VII.1. Les évolutions de la phase administrative**

A la phase administrative, quatre (04) indicateurs ont été calculés. Il s'agit du :

➤ **délai moyen de traitement au niveau de l'administrateur de crédits**

La norme de référence fixée pour ce délai est de cinq (05) jours. Au 31 mars 2017, cette norme a été respectée aussi bien au niveau central que déconcentré car le délai moyen a été de zéro (0) jour.

➤ **Délai moyen de transmission physique de l'administrateur de crédits à l'ordonnateur**

Au 31 mars 2017 le délai moyen dans les ministères à Unité de vérification est de quinze (15) jours et celui dans les ministères sans Unité de vérification est de treize (13) jours ; ce qui donne une moyenne de quatorze (14) jours dans tous les ministères. Ces délais ne respectent pas la norme du référentiel qui est de deux (2) jours. Ce délai était de dix-neuf (19) jours au 31 mars 2016.

Au niveau déconcentré, ce délai moyen au 31 mars 2017 a été de trente-trois (33) jours contre soixante-treize (73) jours à la même période en 2016 pour une norme référentielle de 2 jours, d'où le non-respect du référentiel des délais.

➤ **délai moyen de traitement au niveau de l'ordonnateur (DGB)**

Pour une norme référentielle de cinq (05) jours, le délai moyen dans les ministères à Unité de vérification est de quatre (04) jours et celui dans les ministères sans Unité de vérification est de douze (12) jours. Le délai moyen dans tous les ministères est de sept (07) jours ; ce qui ne respecte pas la norme référentielle. Elle était de trois (03) jours au 31 mars 2016.

Au niveau déconcentré, le délai moyen au 31 mars 2017 est de un (01) jour pour une norme référentielle de cinq (05) jours. Ce délai était de huit (08) jours au 31 mars 2016. La norme référentielle est respectée.

➤ **délai moyen de transmission physique de l'ordonnateur(DGB) au comptable**

Le délai moyen est de trois (03) jours dans les ministères à Unité de vérification et de huit (08) jours dans les ministères sans Unité de vérification. Ce qui donne un délai moyen de cinq (05) jours dans tous les ministères, d'où le non-respect de la norme de deux (02) jours fixée par le référentiel. Ledit délai était de quatre (04) jours au 31 mars 2016.

Au niveau déconcentré, la norme référentielle est définie à deux (02) jours. Le délai moyen au 31 mars 2017 était de quinze (15) jours. Au 31 mars 2016, il était de neuf (09) jours. Il est à relever un non-respect de ladite norme.

## VII.2. Les évolutions de la phase comptable

A la phase comptable, trois (03) indicateurs ont été calculés. Il s'agit du:

### ➤ délai moyen de vérification au trésor (DGTCP)

La norme référentielle de vérification au trésor est fixée à trois (03) jours tandis que les délais moyens dans les ministères à unité de vérification tout comme dans les ministères sans unité de vérification sont de trois (03) jours. Ce qui donne un délai moyen de trois (03) jours dans tous les ministères et un respect de la norme référentielle. A la date du 31 mars 2016, ce délai était de trois (03) jours.

Au niveau déconcentré la norme référentielle de trois (03) jours a été respectée. En effet on constate un délai moyen de huit (08) jours au 31 mars 2017 et de six (06) jours au 31 mars 2016.

### ➤ délai moyen de règlement au trésor après visa

Au 31 mars 2017, le délai moyen dans les ministères à unité de vérification est de quatre (04) jours et celui dans les ministères sans unité de vérification est de quatre (04) jours, d'où une moyenne de quatre (04) jours dans tous les ministères. Par conséquent, la norme référentielle de trente (30) jours est respectée. Au 31 mars 2016, le délai moyen de règlement au trésor après visa était de trente-un (31) jours.

Au niveau déconcentré, la norme référentielle est définie à trente (30) jours. Le délai moyen au 31 mars 2017 était de deux (02) jours. Au 31 mars 2016 il était de un (01) jour respectant ainsi ladite norme.

### ➤ délai moyen de traitement au niveau du comptable

Dans les ministères à unité de vérification, ce délai est de sept (07) jours. Dans les ministères sans unité de vérification, il est de sept (07) jours, d'où un délai moyen de sept (07) jours au 31 mars 2017 contre une norme référentielle de trente-trois (33) jours. Cependant, au 31 mars 2016, ce délai était de trente-quatre (34) jours pour la même norme référentielle. La norme référentielle est respectée en 2017.

Au niveau déconcentré, ce délai moyen au 31 mars 2017 est de dix (10) jours pour la même norme référentielle de trente-trois (33) jours. Toutes les régions ont donc payé les mandats dans les délais. On note alors une dégradation de trois (03) jours par rapport à celui du 31 mars 2016 qui était de sept (7) jours mais un respect de la norme

### **VII.3. Les évolutions de la phase consolidée**

A la phase comptable, deux (02) indicateurs ont été calculés. Il s'agit du :

- **Délai moyen entre l'émission du reçu de demande de liquidation et la mise en paiement (1+2+3+4+5)**

Le délai moyen au 31 mars 2017 dans les ministères à UV est de 25 jours. Dans les ministères sans UV, 36 jours. Le délai moyen au 31 mars 2016 pour tous les ministères est de 29 jours. Il était de 29 jours au 31 mars 2016 pour tous les ministères contre une norme du référentiel de 17 jours.

Au niveau déconcentré, le délai moyen au 31 mars 2017 est de 57 jours pour une norme du référentiel de 17 jours. Ce délai moyen au 31 décembre 2015 était de 41 jours. La norme fixée par le référentiel n'est pas respectée.

- **Délai moyen entre l'émission du reçu de demande de liquidation et le règlement**

Le délai moyen au 31 mars 2017 dans les ministères à UV est de 29 jours. Dans les ministères sans UV il est de 40 jours. Le délai moyen au 31 mars 2017 pour tous les ministères est de 33 jours. Au 31 mars 2016 pour tous les ministères était de 60 jours, contre la norme référentielle de 47 jours.

Au niveau déconcentré, le délai moyen au 31 mars 2017 est de 59 jours pour une norme du référentiel de 47 jours. Ce délai moyen au 31 décembre 2015 était de 44 jours. La norme fixée par le référentiel n'est pas respectée.

Dans l'ensemble, les délais moyens de paiement de la dépense publique n'ont pas respecté la norme du référentiel.

Les annexes 13 et 1 donnent les détails sur les délais de paiement par phase.

Cette détérioration des délais de paiement est imputable en partie à la crise socio-politique que connaît le pays ces dernières années. Il s'avère donc nécessaire de poursuivre la mise en œuvre de certaines actions déjà entreprises en vue de permettre un respect des différents délais pris séparément et partant une réduction encore plus significative du délai global.

Il s'agit notamment de (1) la formation des acteurs sur la nouvelle nomenclature des pièces justificatives en vue d'améliorer la qualité des dossiers, (2) la sensibilisation des fournisseurs par rapport à la composition des dossiers conformément à l'arrêté n°2014-

021/MEF/SG/DGTCP/CODEP-MP portant nomenclature des pièces justificatives des dépenses de l'Etat et sur les procédures, (3) la disponibilité et la stabilité du Circuit Informatisé des Dépenses (CID) dans sa version 3/3 surtout en région et (4) La mise à disposition des manuels de procédures des DAF et des DMP permettra aux acteurs concernés d'améliorer la mise en œuvre de leur budget.

## VIII. ANALYSE DES PRINCIPAUX SOLDES ET INDICATEURS DE PERFORMANCES DE LA GESTION BUDGETAIRE

Une analyse des principaux soldes après trois mois d'exécution permettra d'apprécier la performance des mesures entreprises par les nouvelles autorités en matière de gouvernance budgétaire et économique et de prendre des mesures anticipatives pour le second trimestre de 2017.

### VIII.1. Les Soldes budgétaires

L'examen de l'exécution budgétaire à travers le solde budgétaire global<sup>3</sup> et l'épargne budgétaire<sup>4</sup> permet de prendre des décisions avisées pour la revue à mi-parcours, exercice 2017. La situation des soldes est illustrée dans le tableau n°10.

**Tableau 10: Situation des soldes au 31 mars 2017 (en milliards de francs CFA)**

NATURE	2017		
	Dotation	Exécution	Taux
<b>RESSOURCES TOTALES</b>	<b>2036,30</b>	<b>308,42</b>	<b>15,15%</b>
RECETTES ORDINAIRES	1438,27	284,40	19,77%
RECETTE EXTRAORDINAIRE	598,04	24,01	4,02%
<b>DEPENSES TOTALES</b>	<b>2455,19</b>	<b>557,51</b>	<b>22,71%</b>
DEPENSES COURANTES	1162,98	227,58	19,57%
DEPENSES EN CAPITAL	1292,22	329,93	25,53%
<b>EPARGNE BUDGETAIRE</b>	<b>275,29</b>	<b>56,82</b>	
<b>SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL</b>	<b>-418,89</b>	<b>-249,09</b>	

Source : DGB

#### VIII.1.1. L'épargne budgétaire et le solde budgétaire global

L'épargne budgétaire au 31 mars 2017 au titre de l'exécution du budget général de l'Etat se trouve excédentaire de **56,82** milliards de francs CFA. Le faible niveau de consommation des dépenses courantes au cours du 1<sup>er</sup> trimestre par rapport aux recouvrements de la même période en est la résultante.

Le solde budgétaire global par contre est déficitaire de **-249,09** milliards de francs CFA au 31 mars 2017.

<sup>3</sup> Le solde budgétaire global est la différence entre les ressources totales et les charges totales de l'Etat.

<sup>4</sup> L'épargne budgétaire est la différence entre les ressources ordinaires et les dépenses courantes de l'Etat.

## **IX. RECOMMANDATIONS**

### **IX.1. Au titre des difficultés d'ordre générale,**

L'examen des différentes difficultés relevées a permis de proposer des mesures correctives et de formuler quelques recommandations au titre des postes suivants :

### **IX.2. Au titre des dépenses d'acquisition de biens et de services, de transferts courants et d'investissements**

#### **IX.2.1. Le constat**

L'adoption tardive du nouveau dispositif réglementaire régissant les marchés publics n'a pas permis d'anticiper le processus de lancement des appels à concurrence, toute chose qui pourrait avoir des conséquences sur le procédure de sélection des attributaire et la mise en œuvre même des marchés.

#### **IX.2.2. Mesures correctives**

Il est recommandé de mettre toute la diligence possible afin de pouvoir procéder à la sélection des attributaires et d'engager les marchés tout en tenant compte des délais d'exécution des contrats, afin d'éviter des impayés en fin d'exercice budgétaire 2017.

Il faudra aussi s'assurer par la même de la maturité des dossiers avant leur mise en œuvre.

### **IX.3. Au titre du renforcement des capacités des acteurs de la dépense publique**

#### **IX.3.1. Le constat**

Compte tenu de la forte mobilité des agents et de l'effectivité de la mise en œuvre de l'exécution des crédits budgétaires selon l'approche budget-programme depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, des difficultés sont à relever dans l'exécution des crédits des ministères et des institutions.

#### **IX.3.2. Mesures correctives**

Il est primordial de poursuivre le renforcement des capacités des acteurs de la chaîne de la dépense, tout en améliorant l'opérationnalisation de l'informatisation du budget programme.

## **CONCLUSION**

Le niveau de l'exécution du budget de l'Etat, exercice 2017 est faible tant en recettes qu'en dépenses.

L'exécution du budget de l'Etat, exercice 2017, au 31 mars dégage un solde budgétaire globale déficitaire de 625,45 milliards de francs CFA. Le niveau de mobilisation des ressources explique en partie cette situation.

De ce qui précède, le faible niveau d'exécution des dépenses recommande un plus grand suivi afin d'assurer un niveau d'absorption acceptable des crédits budgétaires au cours du deuxième trimestre de l'année 2017

**ANNEXES****Annexe 1 : Situation d'exécution budgétaire au 31 mars 2017 (francs CFA)**

NATURE	2016			2017			Variation	
	Dotation	Exécution	Taux exécution	Dotation	Exécution	Taux exécution	Absolue	Relative
<b>RESSOURCES TOTALES</b>	<b>1396,67</b>	<b>287,81</b>	<b>20,61%</b>	<b>2036,30</b>	<b>308,42</b>	<b>15,15%</b>	<b>20,61</b>	<b>7,16%</b>
<b>RECETTES ORDINAIRES</b>	<b>1182,90</b>	<b>272,06</b>	<b>23,00%</b>	<b>1438,27</b>	<b>284,40</b>	<b>19,77%</b>	<b>12,34</b>	<b>4,54%</b>
Recettes fiscales	1067,62	249,31	23,35%	1315,50	258,02	19,61%	8,71	3,50%
Recettes non fiscales	112,35	22,32	19,86%	119,02	26,38	22,17%	4,07	18,22%
Recettes en capital	2,93	0,44	14,95%	3,75	0,00	0,00%	-0,44	-100,00%
<b>RECETTE EXTRAORDINAIRE</b>	<b>213,77</b>	<b>15,75</b>	<b>7,37%</b>	<b>598,04</b>	<b>24,01</b>	<b>4,02%</b>	<b>8,26</b>	<b>52,48%</b>
Dons programmes	0,00	0,00		336,60	0,00	0,00%	0,00	0,00%
Dons projets	213,77	15,75	7,37%	261,44	24,01	9,18%	8,26	52,48%
<b>DEPENSES TOTALES</b>	<b>1800,90</b>	<b>917,26</b>	<b>50,93%</b>	<b>2455,19</b>	<b>557,51</b>	<b>22,71%</b>	<b>-359,75</b>	<b>-39,22%</b>
<b>DEPENSES COURANTES</b>	<b>917,74</b>	<b>606,96</b>	<b>66,14%</b>	<b>1162,98</b>	<b>227,58</b>	<b>19,57%</b>	<b>-379,38</b>	<b>-62,50%</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES DE LA DETTE</b>	<b>94,00</b>	<b>56,61</b>	<b>60,23%</b>	<b>67,69</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00%</b>	<b>-56,61</b>	<b>-100,00%</b>
<b>DÉPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>366,27</b>	<b>250,58</b>	<b>68,42%</b>	<b>550,78</b>	<b>119,98</b>	<b>21,78%</b>	<b>-130,60</b>	<b>-52,12%</b>
<b>DÉPENSES D'ACQUISITION DE BIENS ET SERVICES</b>	<b>130,06</b>	<b>78,19</b>	<b>60,12%</b>	<b>145,30</b>	<b>15,16</b>	<b>10,43%</b>	<b>-63,03</b>	<b>-80,61%</b>
<b>DÉPENSES DE TRANSFERTS COURANTS</b>	<b>327,41</b>	<b>221,58</b>	<b>67,68%</b>	<b>398,70</b>	<b>92,40</b>	<b>23,18%</b>	<b>-129,17</b>	<b>-58,30%</b>
<b>DÉPENSES EN ATTÉNUATION DES RECETTES</b>				<b>0,50</b>	<b>0,03</b>			
<b>DEPENSES EN CAPITAL</b>	<b>883,16</b>	<b>310,30</b>	<b>35,13%</b>	<b>1292,22</b>	<b>329,93</b>	<b>25,53%</b>	<b>19,63</b>	<b>6,33%</b>
<b>INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ETAT</b>	<b>842,16</b>	<b>305,50</b>	<b>36,28%</b>	<b>1277,02</b>	<b>329,93</b>	<b>25,84%</b>	<b>24,43</b>	<b>8,00%</b>
<b>FINANCEMENT ETAT</b>	<b>473,70</b>	<b>258,12</b>	<b>54,49%</b>	<b>888,96</b>	<b>268,74</b>	<b>30,23%</b>	<b>10,62</b>	<b>4,11%</b>
0-ETAT SEUL	224,25	3,86	1,72%	820,36	59,99	7,31%	56,13	1454,96%
1-CONTRE PARTIE	144,20	43,52	30,18%	68,60	1,20	1,75%	-42,32	-97,25%
<b>FINANCEMENT EXTERIEUR</b>				<b>388,05</b>	<b>42,30</b>			
2-SUBVENTION				261,44	24,01			
3-PRÊT				126,62	18,29			
<b>TRANSFERTS EN CAPITAL</b>	<b>41,00</b>	<b>4,80</b>	<b>11,71%</b>	<b>15,20</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00%</b>	<b>-4,80</b>	<b>-100,00%</b>
<b>EPARGNE BUDGETAIRE</b>	<b>265,16</b>	<b>-334,90</b>		<b>275,29</b>	<b>56,82</b>		<b>391,72</b>	<b>-116,97%</b>
<b>SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL</b>	<b>-404,23</b>	<b>-629,45</b>		<b>-418,89</b>	<b>-249,09</b>		<b>380,35</b>	<b>-60,43%</b>

Source : DGB

**Annexe 2 : Situation d'exécution budgétaire par section pour les dépenses de personnel au 31 mars 2017 (En francs CFA)**

MINISTERES ET INSTITUTIONS	CP	Mt projet	Mt eng cf	Tx eng cf	Mt ord	Tx ord
01 - Présidence du Faso	1 539 017 000	0	342 002 031	22,22	342 002 031	22,22
02 - Secrétariat Gl du Gouvernement-CM	541 073 000	0	108 749 414	20,10	108 749 414	20,10
03 - Premier Ministère	788 417 000	0	199 258 234	25,27	199 258 234	25,27
05 - Conseil Economique et Social	218 411 000	0	47 542 082	21,77	47 542 082	21,77
09 - Min. Admin.Territ. Décentrali et Sécu Intér	49 146 593 000	0	16 089 191 050	32,74	16 089 191 050	32,74
10 - Min. Justice Drts Humains Prom. Civique	16 937 315 000	0	3 525 356 502	20,81	3 525 356 502	20,81
11 - Ministère Défense Nle et Anc. Comb.	77 262 091 000	0	29 405 751	0,04	29 405 751	0,04
12 - Min. Aff. Etrang. Coop. Burkinabè Ext.	20 293 178 000	0	362 191 537	1,78	362 191 537	1,78
14 - Min. Economie Finances Développement	25 343 372 000	0	6 544 007 939	25,82	6 544 007 939	25,82
15 - Min. Culture Art Tourisme	2 239 608 000	0	531 492 051	23,73	531 492 051	23,73
17 - Min. Fonct Publ Trav. Protect. Sociale	4 123 139 000	0	814 136 348	19,75	814 136 348	19,75
18 - Min. Communicat° Relat° avec Parlement	2 105 749 000	0	503 763 315	23,92	503 763 315	23,92
20 - Ministère des Sports et des Loisirs	1 695 791 000	0	391 595 737	23,09	391 595 737	23,09
21 - Ministère de la Santé	70 501 135 000	0	16 541 365 715	23,46	16 541 365 715	23,46
22 - Min. Femme Solidarité Nle Famille	8 823 654 000	0	2 008 317 056	22,76	2 008 317 056	22,76
23 - Min. Education Nle Alphabétisation	223 276 967 000	0	49 802 744 252	22,31	49 802 744 252	22,31
24 - Min. Enseig. Sup. Rech. Scient. Innov.	5 130 161 000	0	13 457 825 974	262,33	13 457 825 974	262,33
25 - Min. Commerce, Industrie Artisanat	1 459 865 000	0	371 008 180	25,41	371 008 180	25,41
26 - Min. Energie, Mines Carrières	693 482 000	0	169 394 491	24,43	169 394 491	24,43
27 - Min. Agriculture Aménagement Hydrau.	9 314 117 000	0	2 425 104 117	26,04	2 425 104 117	26,04
28 - Min. Ressources Animales Halieutiques	4 972 704 000	0	1 132 780 199	22,78	1 132 780 199	22,78
29 - Min. Environnement Eco. Verte Chang C.	7 582 269 000	0	1 551 771 943	20,47	1 551 771 943	20,47
30 - Ministère des Infrastructures	2 408 502 000	0	770 583 204	31,99	770 583 204	31,99
31 - Min. Dév. Eco. Num. Postes	581 370 000	0	139 223 744	23,95	139 223 744	23,95
32 - Min. Transports Mob. Urb. Sécu. Rout.	397 571 000	0	21 558 717	5,42	21 558 717	5,42
37 - Min. Jeunesse Form. Insert. Profession	1 997 398 000	0	616 185 329	30,85	616 185 329	30,85
38 - Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	1 029 239 000	0	269 676 899	26,20	269 676 899	26,20
42 - Min. de l'Eau et de l'Assainissement	1 841 105 000	0	381 661 588	20,73	381 661 588	20,73
50 - Grande Chancellerie	58 202 000	0	15 626 148	26,85	15 626 148	26,85
51 - Conseil Supérieur de la Communication	272 862 000	0	62 318 825	22,84	62 318 825	22,84
52 - Auto Sup. Crtle Etat et Lutte Ctre Corrup	488 664 000	0	100 814 157	20,63	100 814 157	20,63
54 - Conseil Constitutionnel	456 715 000	0	114 040 942	24,97	114 040 942	24,97
55 - Conseil d'Etat	508 974 000	0	130 495 709	25,64	130 495 709	25,64
56 - Cour des Comptes	760 742 000	0	201 145 487	26,44	201 145 487	26,44
57 - Cour de Cassation	844 731 000	0	208 845 754	24,72	208 845 754	24,72
99 - Dépenses Communes Interministérielles	5 150 658 000	0	0	0,00	0	0,00
<b>Total général</b>	<b>550 784 841 000</b>	<b>0</b>	<b>119 981 180 421</b>	<b>21,78</b>	<b>119 981 180 421</b>	<b>21,78</b>

Source : CID ET Solde

**Annexe 3: Situation d'exécution budgétaire par section pour les dépenses d'acquisition des biens et services au 31 mars 2017 (En francs CFA)**

Ministères et Institutions	CP	Mt projet	Mt eng cf	Tx eng cf	Mt ord	Tx ord
Présidence du Faso	6 590 239 000	173 000 000	0	0,00	0	0,00
Secrétariat Gl du Gouvernement-CM	289 319 000	15 952 590	0	0,00	0	0,00
Premier Ministère	1 730 225 000	472 644 868	60 000 000	3,47	60 000 000	3,47
Conseil Economique et Social	700 061 000	46 800 000	0	0,00	0	0,00
Min. Admin.Territ. Décentr et Sécur Intéri	8 891 800 000	1 148 176 741	97 071 500	1,09	63 325 000	0,71
Min. Justice Drts Humains Prom. Civi	3 477 073 000	93 107 010	783 885 820	22,54	360 479 419	10,37
Ministère Défense Nle et Anc. Comb.	17 701 054 000	4 283 774 378	0	0,00	0	0,00
Min. Aff. Etrang. Coop. Burkinabè Ext.	13 344 240 000	214 417 500	122 938 972	0,92	55 354 300	0,41
Min. Economie Finances Développ	7 031 832 000	1 262 807 884	266 812 191	3,79	257 168 019	3,66
Min. Culture Art Tourisme	519 435 000	21 635 132	41 406 809	7,97	0	0,00
Min. Fonct Publ Trav. Protect. Sociale	3 122 529 000	271 488 734	243 392 245	7,79	43 714 400	1,40
Min. Communicat° Relat° avec Parlement	1 201 869 000	192 741 637	0	0,00	0	0,00
Ministère des Sports et des Loisirs	3 812 071 000	2 222 045 248	675 888 061	17,73	0	0,00
Ministère de la Santé	13 227 493 000	739 973 414	3 477 706 685	26,29	2 561 501 547	19,36
Min. Femme Solidarité Nle Famille	1 000 468 000	33 414 000	3 510 000	0,35	0	0,00
Min. Education Nle Alphabétisation	19 220 815 000	3 020 854 190	1 470 507 528	7,65	585 674 028	3,05
Min. Enseig. Sup. Rech. Scient. Innov.	2 817 078 000	253 544 684	290 028 145	10,30	65 058 527	2,31
Min. Commerce, Industrie Artisanat	425 481 000	4 992 800	148 986 480	35,02	0	0,00
Min. Energie, Mines Carrières	591 709 000	0	9 000 000	1,52	0	0,00
Min. Agriculture Aménagement Hydrau.	1 987 546 000	39 294 500	39 088 154	1,97	4 017 000	0,20
Min. Ressources Animales Halieutiques	709 801 000	96 642 598	132 891 044	18,72	102 100 178	14,38
Min. Environnement Eco. Verte Chang C.	1 197 723 000	157 519 676	98 987 122	8,26	50 000	0,00
Ministère des Infrastructures	2 203 130 000	230 110 049	354 623 704	16,10	184 730 300	8,38
Min. Dév. Eco. Num. Postes	1 504 679 000	446 639 373	52 763 000	3,51	0	0,00
Min. Transports Mob. Urb. Sécu. Rout.	442 404 000	27 975 473	106 402 500	24,05	1 100 000	0,25
Min. Jeunesse Form. Insert. Profession	331 561 000	90 729 917	23 834 908	7,19	0	0,00
Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	593 220 000	128 524 171	33 607 000	5,67	13 650 000	2,30
Min. de l'Eau et de l'Assainissement	626 653 000	62 980 593	217 268 885	34,67	3 112 500	0,50
Grande Chancellerie	619 301 000	364 970 500	0	0,00	0	0,00
Conseil Supérieur de la Communication	453 197 000	0	87 000 000	19,20	87 000 000	19,20
Auto Sup. Crtle Etat et Lutte Ctre Corrup	557 696 000	348 975 000	0	0,00	0	0,00
Conseil Constitutionnel	337 037 000	103 861 414	19 344 000	5,74	0	0,00
Conseil d'Etat	187 395 000	166 754 000	0	0,00	0	0,00
Cour des Comptes	291 919 000	0	0	0,00	0	0,00
Cour de Cassation	216 237 000	0	0	0,00	0	0,00
Commission Electorale Nle Indépendante	51 974 000	0	0	0,00	0	0,00
Commission Informatique et des Libertés	16 952 000	0	0	0,00	0	0,00
Médiateur du Faso	16 151 000	0	8 075 000	50,00	8 075 000	50,00
Transferts Ressources Collectivités T.	4 975 976 000	0	4 975 710 082	99,99	0	0,00
Dépenses Communes Interministérielles	22 284 657 000	780 360 250	1 321 139 564	5,93	1 119 460 324	5,02
<b>Total général</b>	<b>145 300 000 000</b>	<b>17 516 708 324</b>	<b>15 161 869 399</b>	<b>10,43</b>	<b>5 575 570 542</b>	<b>3,84</b>

Source : CID

**Annexe 4: Situation d'exécution budgétaire par section pour les dépenses de transferts courants au 31 mars 2017 (En francs CFA)**

MINISTERES ET INSTITUTIONS	CP	Mt projet	Mt eng cf	Tx eng cf	Mt ord	Tx ord
Présidence du Faso	3 673 874 000	478 760 000	0	0,00	0	0,00
Premier Ministère	2 995 615 000	602 523 417	365 216 750	12,19	347 749 750	11,61
Parlement	12 173 136 000	0	6 086 568 000	50,00	6 086 568 000	50,00
Conseil Economique et Social	4 640 000	0	0	0,00	0	0,00
Min. Admin.Territ. Décentralisat et Sécurité Intérieure	14 961 711 000	2 387 013 000	0	0,00	0	0,00
Min. Justice Drts Huma Prom. Civique	1 316 808 000	154 000 000	513 471 500	38,99	30 000 000	2,28
Ministère Défe Nle et Anc. Comb.	2 347 643 000	586 910 750	0	0,00	0	0,00
Min. Aff. Etrang. Coop. Burkinabè Ext.	515 397 000	191 196 250	0	0,00	0	0,00
Min. Econom Finances Dévelop	13 525 650 000	1 412 516 381	9 969 500	0,07	9 969 500	0,07
Min. Culture Art Tourisme	2 371 687 000	0	442 676 000	18,67	300 000 000	12,65
Min. Fonct Publ Trav. Protect. Soci	5 054 899 000	24 264 960	509 483 250	10,08	509 483 250	10,08
Min. Communi° Relat° Parle	5 183 103 000	1 285 924 500	0	0,00	0	0,00
Minis des Sports et des Loisirs	671 528 000	269 181 179	0	0,00	0	0,00
Ministère de la Santé	44 958 575 000	61 550 000	15 865 404 890	35,29	15 545 404 890	34,58
Min. Femme Solidar Nle Famille	2 550 188 000	1 343 976 750	0	0,00	0	0,00
Min. Education Nle Alphabétis	20 117 272 000	6 642 719 821	575 380 000	2,86	575 380 000	2,86
Min. Enseig. Sup. Rech. Scient. Innov.	61 524 126 000	0	28 442 187 500	46,23	28 442 187 500	46,23
Min. Commerce, Industr Artisan	21 959 015 000	268 252 000	224 176 300	1,02	0	0,00
Min. Energie, Mines Carrière	5 527 150 000	0	0	0,00	0	0,00
Min. Agricult Aménag Hydrau.	3 452 311 000	810 289 906	0	0,00	0	0,00
Min. Ressrcs Animal Halieutiq	994 914 000	208 230 900	0	0,00	0	0,00
Min. Environnement Eco. Verte Chang C.	1 664 598 000	397 319 500	242 677 715	14,58	192 677 715	11,58
Ministère des Infrastructures	328 909 000	0	0	0,00	0	0,00
Min. Dév. Eco. Num. Postes	540 308 000	412 654 000	0	0,00	0	0,00
Min. Transports Mob. Urb. Sécu. Rout.	1 091 665 000	64 522 500	314 850 000	28,84	314 850 000	28,84
Min. Jeunesse Form. Inset. Profession	3 275 114 000	705 399 570	0	0,00	0	0,00
Mini de l'Urbanis etHabitat	25 000 000	0	0	0,00	0	0,00
Min. de l'Eau et de l'Assainisse	1 082 356 000	190 382 000	0	0,00	0	0,00
Conseil Supérie de la Communic	112 673 000	0	55 486 500	49,25	55 486 500	49,25
Auto Sup. Crtle Etat et Lutte Ctre Corrup	53 500 000	0	0	0,00	0	0,00
Conseil Constitutionnel	1 824 000	0	0	0,00	0	0,00
Conseil d'Etat	1 220 000	0	0	0,00	0	0,00
Cour des Comptes	8 500 000	0	0	0,00	0	0,00
Cour de Cassation	205 014 000	0	0	0,00	0	0,00
Commiss Electora Nle Indépen	216 101 000	0	104 774 500	48,48	104 774 500	48,48
59 - Commiss Informati et Libert	333 254 000	0	0	0,00	0	0,00
60 - Médiateur du Faso	413 649 000	0	205 960 000	49,79	203 621 000	49,23
98 - Transfer Ressrcs Collectiv T.	18 882 893 000	0	18 882 888 192	100,00	0	0,00
99 - Dépen Com Interminist	144 584 180 000	17 245 254 611	19 563 167 248	13,53	19 149 066 785	13,24
<b>Total général</b>	<b>398 700 000 000</b>	<b>35 742 841 995</b>	<b>92 404 337 845</b>	<b>23,18</b>	<b>71 867 219 390</b>	<b>18,03</b>

Source : CID

**Annexe 5: Situation d'exécution budgétaire par section pour les dépenses d'investissements « part Etat » au 31 mars 2017 (En francs CFA)**

Ministères et Institutions	AE	CP	Mt projet	Mt eng cf	Tx eng cf	Mt ord	Tx ord
Présidence du Faso	13 236 110 000	20 093 501 000	3 220 868 500	0	0,00	0	0,00
Premier Ministère	23 160 798 000	16 659 348 000	0	0	0,00	0	0,00
Parlement	3 245 666 000	3 245 666 000	0	1 622 833 000	50,00	1 622 833 000	50,00
Min. Admin.Territ. Décentralisa et Sécurité Intéri	15 901 048 000	34 650 121 000	2 824 209 000	0	0,00	0	0,00
Min. Justi Drts Humai Prom. Civi	4 821 667 000	5 618 016 000	155 708 000	261 233 000	4,65	73 620 000	1,31
Minis Dêfe Nle et Anc. Comb.	10 497 845 000	14 415 111 000	3 603 777 750	0	0,00	0	0,00
Min. Aff. Etrang. Coop. Burkinabè Ext.	12 758 986 000	9 017 648 000	288 375 000	0	0,00	0	0,00
Min. Econo Finan Développe	58 544 278 000	41 673 946 000	186 737 000	0	0,00	0	0,00
Min. Culture Art Tourisme	8 041 093 000	1 996 667 000	0	350 000	0,02	0	0,00
Min. Fonct Publ Trav. Protect. Socia	1 903 358 000	2 662 222 000	25 000 000	0	0,00	0	0,00
Min. Communicat° Relat° avec Parlement	5 740 824 000	1 610 434 000	184 000 000	0	0,00	0	0,00
Minist des Sport et Loisirs	3 245 170 000	3 245 170 000	0	0	0,00	0	0,00
Ministère de la Santé	70 073 734 000	84 357 893 000	1 442 813 164	13 769 606 007	16,32	12 169 528 500	14,43
Min. Femme Solidarité Nle Famille	2 193 111 000	5 365 061 000	174 880 000	0	0,00	0	0,00
Min. Education Nle Alphabét	32 232 766 000	41 035 136 000	102 735 500	23 097 000	0,06	0	0,00
Min. Enseig. Sup. Rech. Scient. Innov.	90 660 432 000	32 024 033 000	723 430 000	317 807 000	0,99	307 807 000	0,96
Min. Commerce, Industri Artisan	10 665 401 000	18 116 849 000	2 548 212 500	65 058 387	0,36	0	0,00
Min. Energie, Mines Carrière	145 295 676 000	45 969 481 000	0	11 000 000	0,02	0	0,00
Min. Agricult Aménag Hydrau.	49 552 285 000	76 639 182 000	3 380 215 611	1 887 871 432	2,46	0	0,00
Min. Ressrcs Anima Halieutiq	101 204 332 000	29 683 831 000	2 268 944 310	285 000 000	0,96	285 000 000	0,96
Min. Environ Eco. Verte Chang C.	3 953 374 000	7 463 050 000	975 233 400	0	0,00	0	0,00
Ministère des Infrastructures	629 261 651 000	137 599 243 000	12 293 323 682	469 498 400	0,34	0	0,00
Min. Dêv. Eco. Num. Postes	4 519 461 000	4 778 361 000	1 060 138 652	7 000 000	0,15	0	0,00
Min. Transp Mob. Urb. Sécu. Rout.	2 504 939 000	1 064 889 000	0	0	0,00	0	0,00
Min. Jeunesse Form. Insert. Profession	7 132 364 000	21 541 675 000	5 046 780 600	0	0,00	0	0,00
Minist de l'Urbani et Habitat	16 520 880 000	15 221 079 000	41 648 850	364 715 000	2,40	196 222 000	1,29
Min. de l'Eau et de l'Assainiss	75 619 969 000	94 931 343 000	8 693 522 625	8 756 580 991	9,22	141 287 937	0,15
Grande Chancellerie	214 725 000	214 725 000	214 725 000	0	0,00	0	0,00
Conseil Sup de la Communicat	50 000 000	50 000 000	0	0	0,00	0	0,00
Auto Sup. Crtle Etat et Lutte Ctre Corrup	3 544 235 000	2 223 623 000	0	0	0,00	0	0,00
Conseil Constitutionnel	5 366 042 000	4 294 491 000	0	0	0,00	0	0,00
Cour de Cassation	59 050 000	59 050 000	0	0	0,00	0	0,00
Commiss Informati et des Libert	43 041 000	43 041 000	0	0	0,00	0	0,00
Transf Ressrcs Collectivités T.	28 005 630 000	33 298 838 000	0	33 273 792 545	99,92	0	0,00
99 - Dépenses Commun Intermini	9 966 839 000	78 100 526 000	1 515 000 000	74 133 445	0,09	0	0,00
<b>Total général</b>	<b>1 449 736 780 000</b>	<b>888 963 250 000</b>	<b>50 970 279 144</b>	<b>61 189 576 207</b>	<b>6,88</b>	<b>14 796 298 437</b>	<b>1,56</b>

Source : CID

**Annexe 6: Situation d'exécution budgétaire par section par programme et par catégorie de dépenses au 31 mars 2017 (En francs CFA)**

MINISTERE ET PROGRAMMES	DÉPENSES D'ACQUISITION DE BIENS ET SERVICES			DÉPENSES DE TRANSFERTS COURANTS			INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ETAT			
	CP	Mt eng cf	Tx	CP	Mt eng cf	Tx	AE	CP	Mt eng cf	Tx
<b>01 - Présidence du Faso</b>	<b>6 590 239 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>3 673 874 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>13 236 110 000</b>	<b>20 093 501 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
001-PILOTAGE DE L'ACTION PRÉSIDENTIELLE	6 566 275 000	0	0,00	2 971 274 000	0	0,00	12 745 141 000	10 522 938 000	0	0,00
002-REINFORCEMENT DES CAPACITÉS D'ANALYSE ET DE TRANSPARENCE DE L'ACTION PUBLIQUE	23 964 000	0	0,00	457 985 000	0	0,00				
003-LUTTE CONTRE LE VIH, LE SIDA ET LES IST				244 615 000	0	0,00	490 969 000	9 570 563 000	0	0,00
<b>02 - Secrétariat GI du Gouvernement-CM</b>	<b>289 319 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>							
004-ORGANISATION DU TRAVAIL GOUVERNEMENTAL	289 319 000	0	0,00							
<b>03 - Premier Ministère</b>	<b>1 730 225 000</b>	<b>60 000 000</b>	<b>3,47</b>	<b>2 995 615 000</b>	<b>365 216 750</b>	<b>12,19</b>	<b>23 160 798 000</b>	<b>16 659 348 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
005-COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE	1 730 225 000	60 000 000	3,47	100 000 000	0	0,00	0	1 073 623 000	0	0,00
006-APPUI À LA GOUVERNANCE				2 221 352 000	365 216 750	16,44				
007-PILOTAGE DES PROJETS STRATÉGIQUES				644 648 000	0	0,00	23 160 798 000	14 503 662 000	0	0,00
008-PROMOTION DU CAPITAL HUMAIN				29 615 000	0	0,00	0	1 082 063 000	0	0,00
<b>04 - Parlement</b>				<b>12 173 136 000</b>	<b>6 086 568 000</b>	<b>50,00</b>	<b>3 245 666 000</b>	<b>3 245 666 000</b>	<b>1 622 833 000</b>	<b>50,00</b>
134-FONCTION PARLEMENTAIRE				12 173 136 000	6 086 568 000	50,00	3 245 666 000	3 245 666 000	1 622 833 000	50,00
<b>05 - Conseil Economique et Social</b>	<b>700 061 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>4 640 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>				
009-CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	700 061 000	0	0,00	4 640 000	0	0,00				
<b>09 - Min. Admin.Territ. Décentralisation et Sécurité Intérieure</b>	<b>8 891 800 000</b>	<b>97 071 500</b>	<b>1,09</b>	<b>14 961 711 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>15 901 048 000</b>	<b>34 650 121 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
010-SURETÉ DE L'ETAT	73 412 000	0	0,00				269 000 000	269 000 000	0	0,00
011-ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	820 855 000	3 696 500	0,45	3 769 554 000	0	0,00	2 463 741 000	3 373 112 000	0	0,00
012-SÉCURITÉ INTÉRIEURE	3 371 303 000	26 375 000	0,78	3 471 559 000	0	0,00	9 492 333 000	17 507 693 000	0	0,00
013-PROTECTION CIVILE	222 200 000	0	0,00	1 123 000 000	0	0,00	986 500 000	1 007 500 000	0	0,00
014-DÉCENTRALISATION	595 226 000	30 000 000	5,04	6 597 598 000	0	0,00	1 829 918 000	10 944 427 000	0	0,00
015-ETAT CIVIL	251 798 000	0	0,00				82 000 000	983 333 000	0	0,00
016-PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MATD	3 557 006 000	37 000 000	1,04				777 556 000	565 056 000	0	0,00

MINISTERE ET PROGRAMMES	DÉPENSES D'ACQUISITION DE BIENS ET SERVICES			DÉPENSES DE TRANSFERTS COURANTS			INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ETAT			
	CP	Mt eng cf	Tx	CP	Mt eng cf	Tx	AE	CP	Mt eng cf	Tx
<b>10 - Min. Justice Drts Humains Prom. Civique</b>	<b>3 477 073 000</b>	<b>783 885 820</b>	<b>22,54</b>	<b>1 316 808 000</b>	<b>513 471 500</b>	<b>38,99</b>	<b>4 821 667 000</b>	<b>5 618 016 000</b>	<b>261 233 000</b>	<b>4,65</b>
017-ADMINISTRATION JUDICIAIRE	501 369 000	24 645 382	4,92	295 865 000	117 250 000	39,63	2 779 755 000	2 854 755 000	75 000 000	2,63
018-ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE	732 182 000	20 389 250	2,78	761 943 000	396 221 500	52,00	2 041 912 000	2 141 912 000	0	0,00
019-DROITS HUMAINS	102 730 000	24 530 000	23,88	117 000 000	0	0,00	0	111 416 000	0	0,00
020-CIVISME ET CITOYENNETÉ	63 520 000	2 250 000	3,54	142 000 000	0	0,00				
021-PILOTAGE ET SOUTIEN	2 077 272 000	712 071 188	34,28				0	509 933 000	186 233 000	36,52
<b>11 - Ministère Défense Nle et Anc. Comb.</b>	<b>17 701 054 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>2 347 643 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>10 497 845 000</b>	<b>14 415 111 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
022-DÉFENSE				56 250 000	0	0,00	6 265 496 000	9 765 496 000	0	0,00
023-PRÉPARATION ET EMPLOI DES FORCES	10 088 785 000	0	0,00	444 355 000	0	0,00	1 315 123 000	1 315 123 000	0	0,00
024-EQUIPEMENT DES FORCES	84 437 000	0	0,00	25 442 000	0	0,00	774 000 000	774 000 000	0	0,00
025-APPUI À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET À LA PROTECTION CIVILE	156 944 000	0	0,00	1 107 000 000	0	0,00	439 531 000	439 531 000	0	0,00
026-RENFORCEMENT DU LIEN ARMÉE-NATION	35 151 000	0	0,00	432 604 000	0	0,00	125 917 000	125 917 000	0	0,00
027-PILOTAGE ET SOUTIEN	7 335 737 000	0	0,00	281 992 000	0	0,00	1 577 778 000	1 995 044 000	0	0,00
<b>12 - Min. Aff. Etrang. Coop. Burkinabè Ext.</b>	<b>13 344 240 000</b>	<b>122 938 972</b>	<b>0,92</b>	<b>515 397 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>12 758 986 000</b>	<b>9 017 648 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
028-DÉFENSE DES INTÉRÊTS DU BURKINA FASO DANS LE MONDE	11 167 111 000	4 250 000	0,04	91 895 000	0	0,00	11 958 986 000	7 352 648 000	0	0,00
029-INTÉGRATION RÉGIONALE	303 275 000	14 634 672	4,83	113 761 000	0	0,00				
030-PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MINISTÈRE	1 873 854 000	104 054 300	5,55	309 741 000	0	0,00	800 000 000	1 665 000 000	0	0,00
<b>14 - Min. Economie Finances Développement</b>	<b>7 031 832 000</b>	<b>266 812 191</b>	<b>3,79</b>	<b>13 525 650 000</b>	<b>9 969 500</b>	<b>0,07</b>	<b>58 544 278 000</b>	<b>41 673 946 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
031-CHARGE DE LA DETTE										
032-GESTION MACROÉCONOMIQUE ET PILOTAGE DU DÉVELOPPEMENT	311 035 000	300 000	0,10	1 712 006 000	0	0,00	17 012 374 000	16 150 132 000	0	0,00
033-MOBILISATION ET GESTION DES RESSOURCES BUDGÉTAIRES	411 242 000	0	0,00	918 880 000	0	0,00	11 791 304 000	6 000 000 000	0	0,00
034-PROGRAMMATION ET GESTION DES DÉPENSES	221 680 000	4 787 677	2,16	463 269 000	1 400 000	0,30	1 098 798 000	1 098 798 000	0	0,00
035-GESTION DES COMPTES PUBLICS ET SAUVEGARDE DES INTÉRÊTS FINANCIERS ET DU PATRIMOINE DE L'ETAT	224 500 000	0	0,00	537 386 000	0	0,00	300 000 000	300 000 000	0	0,00

MINISTERE ET PROGRAMMES	DÉPENSES D'ACQUISITION DE BIENS ET SERVICES			DÉPENSES DE TRANSFERTS COURANTS			INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ETAT			
	CP	Mt eng cf	Tx	CP	Mt eng cf	Tx	AE	CP	Mt eng cf	Tx
036-CONTROLE, AUDIT DES FINANCES PUBLIQUES ET LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LE FAUX ET LA CORRUPTION	45 000 000	0	0,00	473 855 000	0	0,00	1 349 964 000	1 349 964 000	0	0,00
037-RELATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES INTERNATIONALES	79 243 000	0	0,00	6 639 575 000	0	0,00	54 346 000	109 303 000	0	0,00
038-PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MINIFID	5 739 132 000	261 724 514	4,56	2 780 679 000	8 569 500	0,31	26 937 492 000	16 665 749 000	0	0,00
<b>15 - Min. Culture Art Tourisme</b>	<b>519 435 000</b>	<b>41 406 809</b>	<b>7,97</b>	<b>2 371 687 000</b>	<b>442 676 000</b>	<b>18,67</b>	<b>8 041 093 000</b>	<b>1 996 667 000</b>	<b>350 000</b>	<b>0,02</b>
039-CULTURE	16 891 000	8 980 000	53,16	1 544 091 000	392 000 000	25,39	6 753 013 000	1 434 570 000	0	0,00
040-TOURISME	9 430 000	6 690 000	70,94	773 296 000	50 676 000	6,55	1 288 080 000	562 097 000	350 000	0,06
041-PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MCAT	493 114 000	25 736 809	5,22	54 300 000	0	0,00				
<b>17 - Min. Fonction Publique Travail Protection Sociale</b>	<b>3 122 529 000</b>	<b>243 392 245</b>	<b>7,79</b>	<b>5 054 899 000</b>	<b>509 483 250</b>	<b>10,08</b>	<b>1 903 358 000</b>	<b>2 662 222 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
042-RECRUTEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET GESTION DE LA CARRIÈRE DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE	2 067 798 000	57 028 385	2,76	2 044 655 000	509 483 250	24,92	850 000 000	850 000 000	0	0,00
043-RÉFORME DE L'ADMINISTRATION				26 280 000	0	0,00	0	108 864 000	0	0,00
044-TRAVAIL DÉCENT	337 716 000	86 869 960	25,72	2 375 964 000	0	0,00	1 053 358 000	1 703 358 000	0	0,00
045-PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MFPTPDS	717 015 000	99 493 900	13,88	608 000 000	0	0,00				
<b>18 - Min. Communication Relation avec Parlement</b>	<b>1 201 869 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>5 183 103 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>5 740 824 000</b>	<b>1 610 434 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
046-COMMUNICATION	159 882 000	0	0,00	5 183 103 000	0	0,00	5 740 824 000	1 610 434 000	0	0,00
047-PILOTAGE ET SOUTIEN	1 021 087 000	0	0,00							
124-RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	20 900 000	0	0,00							
<b>20 - Ministère des Sports et des Loisirs</b>	<b>3 812 071 000</b>	<b>675 888 061</b>	<b>17,73</b>	<b>671 528 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>3 245 170 000</b>	<b>3 245 170 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
052-SPORT ET ACTIVITÉS PHYSIQUES	251 819 000	4 845 000	1,92	635 528 000	0	0,00	3 245 170 000	3 245 170 000	0	0,00
053-LOISIRS	13 340 000	4 740 000	35,53							
054-PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MSL	3 546 912 000	666 303 061	18,79	36 000 000	0	0,00				
<b>21 - Ministère de la Santé</b>	<b>13 227 493 000</b>	<b>3 477 706 685</b>	<b>26,29</b>	<b>44 958 575 000</b>	<b>15 865 404 890</b>	<b>35,29</b>	<b>70 073 734 000</b>	<b>84 357 893 000</b>	<b>13 769 606 007</b>	<b>16,32</b>
055-ACCÈS AUX SERVICES DE SANTÉ	1 660 000 000	1 220 687 500	73,54	18 923 900 000	8 162 375 390	43,13	61 970 254 000	68 667 517 000	2 496 918 399	3,64
056-PRESTATION DES SERVICES DE SANTÉ	4 285 345 000	38 902 544	0,91	24 855 005 000	7 230 971 500	29,09	5 795 767 000	13 382 663 000	11 272 687 608	84,23

MINISTERE ET PROGRAMMES	DÉPENSES D'ACQUISITION DE BIENS ET SERVICES			DÉPENSES DE TRANSFERTS COURANTS			INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ETAT			
	CP	Mt eng cf	Tx	CP	Mt eng cf	Tx	AE	CP	Mt eng cf	Tx
057-PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ	7 282 148 000	2 218 116 641	30,46	1 179 670 000	472 058 000	40,02	2 307 713 000	2 307 713 000	0	0,00
<b>22 - Min. Femme Solidarité Nationale Famille</b>	<b>1 000 468 000</b>	<b>3 510 000</b>	<b>0,35</b>	<b>2 550 188 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>2 193 111 000</b>	<b>5 365 061 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
048-FEMME ET DU GENRE	74 286 000	1 200 000	1,62	206 324 000	0	0,00	581 111 000	1 585 991 000	0	0,00
049-ENFANCE ET FAMILLE	103 885 000	1 200 000	1,16	1 127 997 000	0	0,00	1 300 000 000	2 525 000 000	0	0,00
050-SOLIDARITÉ NATIONALE ET GESTION DES CATASTROPHES	67 628 000	1 110 000	1,64	685 176 000	0	0,00	312 000 000	1 254 070 000	0	0,00
051-PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MINISTÈRE	754 669 000	0	0,00	530 691 000	0	0,00				
<b>23 - Min. Education Nationale Alphabétisation</b>	<b>19 220 815 000</b>	<b>1 470 507 528</b>	<b>7,65</b>	<b>20 117 272 000</b>	<b>575 380 000</b>	<b>2,86</b>	<b>32 232 766 000</b>	<b>41 035 136 000</b>	<b>23 097 000</b>	<b>0,06</b>
058-ACCÈS À L'ÉDUCATION FORMELLE	3 934 879 000	1 220 319 984	31,01	9 712 152 000	0	0,00	30 441 169 000	36 612 341 000	23 097 000	0,06
059-QUALITÉ DE L'ÉDUCATION FORMELLE	12 244 999 000	69 230 000	0,57	7 470 372 000	575 380 000	7,70	791 597 000	2 137 795 000	0	0,00
060-ACCÈS ET QUALITÉ DE L'ÉDUCATION NON FORMELLE	13 000 000	0	0,00	2 000 000 000	0	0,00	0	1 000 000 000	0	0,00
061-PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DE L'ÉDUCATION FORMELLE ET NON FORMELLE	3 027 937 000	180 957 544	5,98	934 748 000	0	0,00	1 000 000 000	1 285 000 000	0	0,00
<b>24 - Min. Enseignement Supérieur. Recherche. Scientifique. Innovation.</b>	<b>2 817 078 000</b>	<b>290 028 145</b>	<b>10,30</b>	<b>61 524 126 000</b>	<b>28 442 187 500</b>	<b>46,23</b>	<b>90 660 432 000</b>	<b>32 024 033 000</b>	<b>317 807 000</b>	<b>0,99</b>
062-ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	11 000 000	700 000	6,36	34 876 206 000	17 493 904 500	50,16	49 638 922 000	23 246 927 000	314 807 000	1,35
063-FOURNITURE DES SERVICES SOCIAUX AUX ÉTUDIANTS	11 700 000	1 800 000	15,38	19 578 507 000	10 859 158 000	55,46	16 903 744 000	3 520 350 000	0	0,00
064-RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE	51 250 000	2 100 000	4,10	6 849 565 000	89 125 000	1,30	171 587 000	379 967 000	0	0,00
065-PILOTAGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION	2 723 128 000	279 328 145	10,26	219 848 000	0	0,00	22 809 079 000	4 296 539 000	3 000 000	0,07
066-VALORISATION DES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION	20 000 000	6 100 000	30,50				1 137 100 000	580 250 000	0	0,00
<b>25 - Min. Commerce, Industrie Artisanat</b>	<b>425 481 000</b>	<b>148 986 480</b>	<b>35,02</b>	<b>21 959 015 000</b>	<b>224 176 300</b>	<b>1,02</b>	<b>10 665 401 000</b>	<b>18 116 849 000</b>	<b>65 058 387</b>	<b>0,36</b>
067-INDUSTRIE	3 000 000	3 000 000	100,00	221 065 000	3 550 000	1,61	8 543 150 000	14 186 000 000	46 710 000	0,33
068-COMMERCE	3 800 000	2 464 000	64,84	21 339 873 000	172 219 800	0,81	30 000 000	1 253 539 000	0	0,00

MINISTERE ET PROGRAMMES	DÉPENSES D'ACQUISITION DE BIENS ET SERVICES			DÉPENSES DE TRANSFERTS COURANTS			INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ETAT			
	CP	Mt eng cf	Tx	CP	Mt eng cf	Tx	AE	CP	Mt eng cf	Tx
069-ARTISANAT	1 350 000	850 000	62,96	197 262 000	500 000	0,25	1 912 251 000	1 966 490 000	5 000 000	0,25
070-SECTEUR PRIVÉ	2 560 000	1 100 000	42,97	167 560 000	29 029 000	17,32	0	530 820 000	13 348 387	2,51
071-PILOTAGE ET SOUTIEN	414 771 000	141 572 480	34,13	33 255 000	18 877 500	56,77	180 000 000	180 000 000	0	0,00
<b>26 - Min. Energie, Mines Carrières</b>	<b>591 709 000</b>	<b>9 000 000</b>	<b>1,52</b>	<b>5 527 150 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>145 295 676 000</b>	<b>45 969 481 000</b>	<b>11 000 000</b>	<b>0,02</b>
072-MINES ET CARRIÈRES	14 900 000	2 600 000	17,45	2 746 642 000	0	0,00	0	18 000 000	0	0,00
073-ENERGIE	12 500 000	2 500 000	20,00	2 775 508 000	0	0,00	145 295 676 000	45 951 481 000	11 000 000	0,02
074-PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MINISTÈRE DES MINES ET DES CARRIÈRES	564 309 000	3 900 000	0,69	5 000 000	0	0,00				
<b>27 - Min. Agriculture Aménagement Hydrau.</b>	<b>1 987 546 000</b>	<b>39 088 154</b>	<b>1,97</b>	<b>3 452 311 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>49 552 285 000</b>	<b>76 639 182 000</b>	<b>1 887 871 432</b>	<b>2,46</b>
075-AMÉNAGEMENTS HYDRO-AGRICOLLES ET IRRIGATION	3 239 000	0	0,00	368 400 000	0	0,00	12 886 114 000	18 618 376 000	743 497 504	3,99
076-PRÉVENTION ET GESTION DES CRISES ALIMENTAIRES ET NUTRITIONNELLES				709 740 000	0	0,00	23 078 307 000	20 822 501 000	161 330 000	0,77
077-ECONOMIE AGRICOLE	2 703 000	0	0,00	5 000 000	0	0,00	2 181 376 000	6 377 620 000	213 050 000	3,34
078-DÉVELOPPEMENT DURABLE DES PRODUCTIONS AGRICOLES	2 998 000	0	0,00	785 859 000	0	0,00	5 092 594 000	18 800 000 000	494 425 000	2,63
079-SÉCURISATIONS FONCIÈRE EN MILIEU RURAL ET ORGANISATION DU MONDE RURAL	4 467 000	0	0,00	865 649 000	0	0,00	4 756 412 000	4 860 650 000	77 088 928	1,59
080-PILOTAGE ET SOUTIEN	1 974 139 000	39 088 154	1,98	717 663 000	0	0,00	1 557 482 000	7 160 035 000	198 480 000	2,77
<b>28 - Min. Ressources Animales Halieutiques</b>	<b>709 801 000</b>	<b>132 891 044</b>	<b>18,72</b>	<b>994 914 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>101 204 332 000</b>	<b>29 683 831 000</b>	<b>285 000 000</b>	<b>0,96</b>
081-SÉCURISATION ET GESTION DURABLE DES RESSOURCES PASTORALES	46 771 000	13 800 000	29,51				25 238 900 000	6 947 589 000	0	0,00
082-PRODUCTIVITÉ ET COMPÉTIVITÉ DES PRODUCTIONS ANIMALES	43 571 000	0	0,00	191 639 000	0	0,00	49 476 649 000	13 607 403 000	0	0,00
083-SANTÉ ANIMALE ET SANTÉ PUBLIQUE VÉTÉRINAIRE	67 663 000	0	0,00	121 751 000	0	0,00	12 226 323 000	4 588 524 000	285 000 000	6,21
084-DÉVELOPPEMENT DES PRODUCTIONS HALIEUTIQUES ET AQUACOLLES	16 500 000	0	0,00	24 398 000	0	0,00	9 334 078 000	1 331 111 000	0	0,00

MINISTERE ET PROGRAMMES	DÉPENSES D'ACQUISITION DE BIENS ET SERVICES			DÉPENSES DE TRANSFERTS COURANTS			INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ETAT			
	CP	Mt eng cf	Tx	CP	Mt eng cf	Tx	AE	CP	Mt eng cf	Tx
085-PILOTAGE ET SOUTIEN	535 296 000	119 091 044	22,25	657 126 000	0	0,00	4 928 382 000	3 209 204 000	0	0,00
<b>29 - Min. Environnement Eco. Verte Changement Climatique.</b>	<b>1 197 723 000</b>	<b>98 987 122</b>	<b>8,26</b>	<b>1 664 598 000</b>	<b>242 677 715</b>	<b>14,58</b>	<b>3 953 374 000</b>	<b>7 463 050 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
086-GESTION DURABLE DES RESSOURCES FORESTIÈRES ET FAUNIQUES	48 743 000	0	0,00	1 226 606 000	149 387 715	12,18	1 780 435 000	2 744 996 000	0	0,00
087-ASSAINISSEMENT DE L'ENVIRONNEMENT ET AMÉLIORATION DU CADRE DE VIE	148 085 000	50 000	0,03	36 662 000	0	0,00	654 635 000	2 069 175 000	0	0,00
088-GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE	94 449 000	0	0,00	28 170 000	0	0,00	30 000 000	181 498 000	0	0,00
089-ECONOMIE VERTE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE	34 354 000	0	0,00				1 488 304 000	2 437 131 000	0	0,00
090-PILOTAGE ET SOUTIEN	872 092 000	98 937 122	11,34	373 160 000	93 290 000	25,00	0	30 250 000	0	0,00
<b>30 - Ministère des Infrastructures</b>	<b>2 203 130 000</b>	<b>354 623 704</b>	<b>16,10</b>	<b>328 909 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>629 261 651 000</b>	<b>137 599 243 000</b>	<b>469 498 400</b>	<b>0,34</b>
091-INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES	363 195 000	10 389 000	2,86				622 461 651 000	134 003 781 000	469 498 400	0,35
092-INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES, AÉROPORTUAIRES ET MARITIMES	36 184 000	2 000 000	5,53				6 800 000 000	1 888 394 000	0	0,00
093-INFORMATION GÉOGRAPHIQUE				47 187 000	0	0,00	0	1 657 068 000	0	0,00
094-PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MI	1 803 751 000	342 234 704	18,97	281 722 000	0	0,00	0	50 000 000	0	0,00
<b>31 - Min. Dév. Eco. Num. Postes</b>	<b>1 504 679 000</b>	<b>52 763 000</b>	<b>3,51</b>	<b>540 308 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>4 519 461 000</b>	<b>4 778 361 000</b>	<b>7 000 000</b>	<b>0,15</b>
095-TÉLÉCOMS/TIC	24 662 000	7 760 000	31,47	320 308 000	0	0,00	4 256 201 000	4 515 101 000	7 000 000	0,16
096-POSTES	8 150 000	2 351 000	28,85	220 000 000	0	0,00	152 920 000	152 920 000	0	0,00
097-PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MDENP	1 471 867 000	42 652 000	2,90				110 340 000	110 340 000	0	0,00
<b>32 - Min. Transports Mob. Urb. Sécu. Rout.</b>	<b>442 404 000</b>	<b>106 402 500</b>	<b>24,05</b>	<b>1 091 665 000</b>	<b>314 850 000</b>	<b>28,84</b>	<b>2 504 939 000</b>	<b>1 064 889 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
098-TRANSPORTS ET MÉTÉOROLOGIE	126 504 000	3 399 500	2,69	360 620 000	14 850 000	4,12	964 939 000	564 889 000	0	0,00
099-MOBILITÉ ET SÉCURITÉ ROUTIÈRE	2 160 000	510 000	23,61	731 045 000	300 000 000	41,04	1 540 000 000	500 000 000	0	0,00
100-PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MTMUSR	313 740 000	102 493 000	32,67							
<b>37 - Min. Jeunesse Form. Insert. Profession</b>	<b>331 561 000</b>	<b>23 834 908</b>	<b>7,19</b>	<b>3 275 114 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>7 132 364 000</b>	<b>21 541 675 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
101-JEUNESSE	450 000	0	0,00	187 250 000	0	0,00	540 000 000	1 040 000 000	0	0,00
102-FORMATION PROFESSIONNELLE	450 000	0	0,00	1 582 168 000	0	0,00	1 190 000 000	2 856 120 000	0	0,00

MINISTERE ET PROGRAMMES	DÉPENSES D'ACQUISITION DE BIENS ET SERVICES			DÉPENSES DE TRANSFERTS COURANTS			INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ETAT			
	CP	Mt eng cf	Tx	CP	Mt eng cf	Tx	AE	CP	Mt eng cf	Tx
103-INSERTION PROFESSIONNELLE	450 000	0	0,00	1 480 324 000	0	0,00	5 402 364 000	15 312 786 000	0	0,00
104-PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MINISTÈRE	330 211 000	23 834 908	7,22	25 372 000	0	0,00	0	2 332 769 000	0	0,00
<b>38 - Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat</b>	<b>593 220 000</b>	<b>33 607 000</b>	<b>5,67</b>	<b>25 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>16 520 880 000</b>	<b>15 221 079 000</b>	<b>364 715 000</b>	<b>2,40</b>
105-PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT URBAIN	19 677 000	500 000	2,54				3 181 822 000	5 536 475 000	187 115 000	3,38
106-ARCHITECTURE ET CONSTRUCTION	8 672 000	2 100 000	24,22				2 000 000 000	2 079 570 000	17 550 000	0,84
107-ACCÈS AUX LOGEMENTS DÉCENTS	1 200 000	1 000 000	83,33				11 325 478 000	6 251 431 000	0	0,00
108-PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICE DU MUH	563 671 000	30 007 000	5,32	25 000 000	0	0,00	13 580 000	1 353 603 000	160 050 000	11,82
<b>42 - Min. de l'Eau et de l'Assainissement</b>	<b>626 653 000</b>	<b>217 268 885</b>	<b>34,67</b>	<b>1 082 356 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>75 619 969 000</b>	<b>94 931 343 000</b>	<b>8 756 580 991</b>	<b>9,22</b>
109-MOBILISATION DES RESSOURCES EN EAU	3 400 000	0	0,00				52 951 250 000	65 315 076 000	4 508 954 650	6,90
110-GERSTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES EN EAU	3 900 000	0	0,00	520 106 000	0	0,00	612 000 000	2 071 857 000	102 000 000	4,92
111-EAU POTABLE	67 405 000	8 128 500	12,06	18 867 000	0	0,00	16 472 220 000	18 606 391 000	2 576 028 942	13,84
112-ASSAINISSEMENT	46 638 000	5 531 500	11,86				4 787 699 000	5 638 019 000	1 369 597 399	24,29
113-PILOTAGE ET SOUTIEN	505 310 000	203 608 885	40,29	543 383 000	0	0,00	796 800 000	3 300 000 000	200 000 000	6,06
<b>50 - Grande Chancellerie</b>	<b>619 301 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>				<b>214 725 000</b>	<b>214 725 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
114-ORDRES BURKINABÈ	619 301 000	0	0,00				214 725 000	214 725 000	0	0,00
<b>51 - Conseil Supérieur de la Communication</b>	<b>453 197 000</b>	<b>87 000 000</b>	<b>19,20</b>	<b>112 673 000</b>	<b>55 486 500</b>	<b>49,25</b>	<b>50 000 000</b>	<b>50 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
115-RÉGULATION DU SECTEUR DE LA COMMUNICATION	453 197 000	87 000 000	19,20	112 673 000	55 486 500	49,25	50 000 000	50 000 000	0	0,00
<b>52 - Auto Sup. Crtle Etat et Lutte Ctre Corrup</b>	<b>557 696 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>53 500 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>3 544 235 000</b>	<b>2 223 623 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
116-CONTROLE D'ETAT	557 696 000	0	0,00	53 500 000	0	0,00	3 544 235 000	2 223 623 000	0	0,00
<b>54 - Conseil Constitutionnel</b>	<b>337 037 000</b>	<b>19 344 000</b>	<b>5,74</b>	<b>1 824 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>5 366 042 000</b>	<b>4 294 491 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
117-COORDINATION DES ACTIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL	337 037 000	19 344 000	5,74	1 824 000	0	0,00	5 366 042 000	4 294 491 000	0	0,00
<b>55 - Conseil d'Etat</b>	<b>187 395 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>1 220 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>				
118-JURIDICTION SUPÉRIEURE DE L'ORDRE ADMINISTRATIF	187 395 000	0	0,00	1 220 000	0	0,00				
<b>56 - Cour des Comptes</b>	<b>291 919 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>	<b>8 500 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>				
119-CONTROLE JURIDICTIONNEL ET CONTROLE DE LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	291 919 000	0	0,00	8 500 000	0	0,00				

MINISTERE ET PROGRAMMES	DÉPENSES D'ACQUISITION DE BIENS ET SERVICES			DÉPENSES DE TRANSFERTS COURANTS			INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ETAT			
	CP	Mt eng cf	Tx	CP	Mt eng cf	Tx	AE	CP	Mt eng cf	Tx
<b>57 - Cour de Cassation</b>	216 237 000	0	0,00	205 014 000	0	0,00	59 050 000	59 050 000	0	0,00
120-JURIDICTION SUPÉRIEURE DE L'ORDRE JUDICIAIRE	216 237 000	0	0,00	205 014 000	0	0,00	59 050 000	59 050 000	0	0,00
<b>58 - Commission Electorale Nle Indépendante</b>	51 974 000	0	0,00	216 101 000	104 774 500	48,48				
121-ELECTIONS	51 974 000	0	0,00	216 101 000	104 774 500	48,48				
<b>59 - Commission Informatique et des Libertés</b>	16 952 000	0	0,00	333 254 000	0	0,00	43 041 000	43 041 000	0	0,00
122-PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	16 952 000	0	0,00	333 254 000	0	0,00	43 041 000	43 041 000	0	0,00
<b>60 - Médiateur du Faso</b>	16 151 000	8 075 000	50,00	413 649 000	205 960 000	49,79				
123-MÉDIATEUR DU FASO	16 151 000	8 075 000	50,00	413 649 000	205 960 000	49,79				
<b>98 - Transferts Ressources Collectivités T.</b>	4 975 976 000	4 975 710 082	99,99	18 882 893 000	18 882 888 192	100,00	28 005 630 000	33 298 838 000	33 273 792 545	99,92
135-TRANSFERTS DE RESSOURCES AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	4 975 976 000	4 975 710 082	99,99	18 882 893 000	18 882 888 192	100,00	28 005 630 000	33 298 838 000	33 273 792 545	99,92
<b>99 - Dépenses Communes Interministérielles</b>	22 284 657 000	1 321 139 564	5,93	144 584 180 000	19 563 167 248	13,53	9 966 839 000	78 100 526 000	74 133 445	0,09
133-DÉPENSES COMMUNES INTERMINISTÉRIELLES	22 284 657 000	1 321 139 564	5,93	144 584 180 000	19 563 167 248	13,53	9 966 839 000	78 100 526 000	74 133 445	0,09
<b>Total général</b>	<b>145 300 000 000</b>	<b>15 161 869 399</b>	<b>10,43</b>	<b>398 700 000 000</b>	<b>92 404 337 845</b>	<b>23,18</b>	<b>1 449 736 780 000</b>	<b>888 963 250 000</b>	<b>61 189 576 207</b>	<b>6,88</b>

**Annexe 7: Situation d'exécution budgétaire par section, par programmes pour les dépenses d'acquisition de biens et services au 31 mars 2017 (En francs CFA)**

MINISTERES ET PROGRAMMES	DÉPENSES D'ACQUISITION DE BIENS ET SERVICES		
	CP	Mt eng cf	Tx
<b>Étiquettes de lignes</b>			
<b>01 - Présidence du Faso</b>	<b>6 590 239 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
001-PILOTAGE DE L'ACTION PRÉSIDENTIELLE	6 566 275 000	0	0,00
002-RENFORCEMENT DES CAPACITÉS D'ANALYSE ET DE TRANSPARENCE DE L'ACTION PUBLIQUE	23 964 000	0	0,00
<b>02 - Secrétariat GI du Gouvernement-CM</b>	<b>289 319 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
004-ORGANISATION DU TRAVAIL GOUVERNEMENTAL	289 319 000	0	0,00
<b>03 - Premier Ministère</b>	<b>1 730 225 000</b>	<b>60 000 000</b>	<b>3,47</b>
005-COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE	1 730 225 000	60 000 000	3,47
<b>05 - Conseil Economique et Social</b>	<b>700 061 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
009-CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	700 061 000	0	0,00
<b>09 - Min. Admin.Territ. Décentralisation et Sécurité Intérieure</b>	<b>8 891 800 000</b>	<b>97 071 500</b>	<b>1,09</b>
010-SURETÉ DE L'ETAT	73 412 000	0	0,00
011-ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	820 855 000	3 696 500	0,45
012-SÉCURITÉ INTÉRIEURE	3 371 303 000	26 375 000	0,78
013-PROTECTION CIVILE	222 200 000	0	0,00
014-DÉCENTRALISATION	595 226 000	30 000 000	5,04
015-ETAT CIVIL	251 798 000	0	0,00
016-PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MATD	3 557 006 000	37 000 000	1,04
<b>10 - Min. Justice Drts Humains Prom. Civique</b>	<b>3 477 073 000</b>	<b>783 885 820</b>	<b>22,54</b>
017-ADMINISTRATION JUDICIAIRE	501 369 000	24 645 382	4,92
018-ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE	732 182 000	20 389 250	2,78
019-DROITS HUMAINS	102 730 000	24 530 000	23,88
020-CIVISME ET CITOYENNETÉ	63 520 000	2 250 000	3,54
021-PILOTAGE ET SOUTIEN	2 077 272 000	712 071 188	34,28
<b>11 - Ministère Défense Nle et Anc. Comb.</b>	<b>17 701 054 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
023-PRÉPARATION ET EMPLOI DES FORCES	10 088 785 000	0	0,00
024-EQUIPEMENT DES FORCES	84 437 000	0	0,00
025-APPUI À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET À LA PROTECTION CIVILE	156 944 000	0	0,00
026-RENFORCEMENT DU LIEN ARMÉE-NATION	35 151 000	0	0,00
027-PILOTAGE ET SOUTIEN	7 335 737 000	0	0,00
<b>12 - Min. Aff. Etrang. Coop. Burkinabè Ext.</b>	<b>13 344 240 000</b>	<b>122 938 972</b>	<b>0,92</b>
028-DÉFENSE DES INTÉRÊTS DU BURKINA FASO DANS LE MONDE	11 167 111 000	4 250 000	0,04
029-INTÉGRATION RÉGIONALE	303 275 000	14 634 672	4,83
030-PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MINISTÈRE	1 873 854 000	104 054 300	5,55
<b>14 - Min. Economie Finances Développement</b>	<b>7 031 832 000</b>	<b>266 812 191</b>	<b>3,79</b>
032-GESTION MACROÉCONOMIQUE ET PILOTAGE DU DÉVELOPPEMENT	311 035 000	300 000	0,10
033-MOBILISATION ET GESTION DES RESSOURCES BUDGÉTAIRES	411 242 000	0	0,00
034-PROGRAMMATION ET GESTION DES DÉPENSES	221 680 000	4 787 677	2,16
035-GESTION DES COMPTES PUBLICS ET SAUVEGARDE DES INTÉRÊTS FINANCIERS ET DU PATRIMOINE DE L'ETAT	224 500 000	0	0,00
036-CONTROLE, AUDIT DES FINANCES PUBLIQUES ET LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LE FAUX ET LA CORRUPTION	45 000 000	0	0,00
037-RELATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES INTERNATIONALES	79 243 000	0	0,00

038-PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MINIFID	5 739 132 000	261 724 514	4,56
<b>15 - Min. Culture Art Tourisme</b>	<b>519 435 000</b>	<b>41 406 809</b>	<b>7,97</b>
039-CULTURE	16 891 000	8 980 000	53,16
040-TOURISME	9 430 000	6 690 000	70,94
041-PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MCAT	493 114 000	25 736 809	5,22
<b>17 - Min. Fonct Publ Trav. Protect. Sociale</b>	<b>3 122 529 000</b>	<b>243 392 245</b>	<b>7,79</b>
042-RECRUTEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET GESTION DE LA CARRIÈRE DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE	2 067 798 000	57 028 385	2,76
044-TRAVAIL DÉCENT	337 716 000	86 869 960	25,72
045-PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MFPTPDS	717 015 000	99 493 900	13,88
<b>18 - Min. Communicat° Relat° avec Parlement</b>	<b>1 201 869 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
046-COMMUNICATION	159 882 000	0	0,00
047-PILOTAGE ET SOUTIEN	1 021 087 000	0	0,00
124-RELATIONS AVEC LE PARLEMENT	20 900 000	0	0,00
<b>20 - Ministère des Sports et des Loisirs</b>	<b>3 812 071 000</b>	<b>675 888 061</b>	<b>17,73</b>
052-SPORT ET ACTIVITÉS PHYSIQUES	251 819 000	4 845 000	1,92
053-LOISIRS	13 340 000	4 740 000	35,53
054-PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MSL	3 546 912 000	666 303 061	18,79
<b>21 - Ministère de la Santé</b>	<b>13 227 493 000</b>	<b>3 477 706 685</b>	<b>26,29</b>
055-ACCÈS AUX SERVICES DE SANTÉ	1 660 000 000	1 220 687 500	73,54
056-PRESTATION DES SERVICES DE SANTÉ	4 285 345 000	38 902 544	0,91
057-PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ	7 282 148 000	2 218 116 641	30,46
<b>22 - Min. Femme Solidarité Nle Famille</b>	<b>1 000 468 000</b>	<b>3 510 000</b>	<b>0,35</b>
048-FEMME ET DU GENRE	74 286 000	1 200 000	1,62
049-ENFANCE ET FAMILLE	103 885 000	1 200 000	1,16
050-SOLIDARITÉ NATIONALE ET GESTION DES CATASTROPHES	67 628 000	1 110 000	1,64
051-PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MINISTÈRE	754 669 000	0	0,00
<b>23 - Min. Education Nle Alphabétisation</b>	<b>19 220 815 000</b>	<b>1 470 507 528</b>	<b>7,65</b>
058-ACCÈS À L'ÉDUCATION FORMELLE	3 934 879 000	1 220 319 984	31,01
059-QUALITÉ DE L'ÉDUCATION FORMELLE	12 244 999 000	69 230 000	0,57
060-ACCÈS ET QUALITÉ DE L'ÉDUCATION NON FORMELLE	13 000 000	0	0,00
061-PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DE L'ÉDUCATION FORMELLE ET NON FORMELLE	3 027 937 000	180 957 544	5,98
<b>24 - Min. Enseig. Sup. Rech. Scient. Innov.</b>	<b>2 817 078 000</b>	<b>290 028 145</b>	<b>10,30</b>
062-ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	11 000 000	700 000	6,36
063-FOURNITURE DES SERVICES SOCIAUX AUX ÉTUDIANTS	11 700 000	1 800 000	15,38
064-RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE	51 250 000	2 100 000	4,10
065-PILOTAGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION	2 723 128 000	279 328 145	10,26
066-VALORISATION DES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION	20 000 000	6 100 000	30,50
<b>25 - Min. Commerce, Industrie Artisanat</b>	<b>425 481 000</b>	<b>148 986 480</b>	<b>35,02</b>
067-INDUSTRIE	3 000 000	3 000 000	100,00
068-COMMERCE	3 800 000	2 464 000	64,84
069-ARTISANAT	1 350 000	850 000	62,96
070-SECTEUR PRIVÉ	2 560 000	1 100 000	42,97
071-PILOTAGE ET SOUTIEN	414 771 000	141 572 480	34,13

<b>26 - Min. Energie, Mines Carrières</b>	<b>591 709 000</b>	<b>9 000 000</b>	<b>1,52</b>
072-MINES ET CARRIÈRES	14 900 000	2 600 000	17,45
073-ENERGIE	12 500 000	2 500 000	20,00
074-PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MINISTÈRE DES MINES ET DES CARRIÈRES	564 309 000	3 900 000	0,69
<b>27 - Min. Agriculture Aménagement Hydrau.</b>	<b>1 987 546 000</b>	<b>39 088 154</b>	<b>1,97</b>
075-AMÉNAGEMENTS HYDRO-AGRICOLLES ET IRRIGATION	3 239 000	0	0,00
077-ECONOMIE AGRICOLE	2 703 000	0	0,00
078-DÉVELOPPEMENT DURABLE DES PRODUCTIONS AGRICOLES	2 998 000	0	0,00
079-SÉCURISATIONS FONCIÈRE EN MILIEU RURAL ET ORGANISATION DU MONDE RURAL	4 467 000	0	0,00
080-PILOTAGE ET SOUTIEN	1 974 139 000	39 088 154	1,98
<b>28 - Min. Ressources Animales Halieutiques</b>	<b>709 801 000</b>	<b>132 891 044</b>	<b>18,72</b>
081-SÉCURISATION ET GESTION DURABLE DES RESSOURCES PASTORALES	46 771 000	13 800 000	29,51
082-PRODUCTIVITÉ ET COMPÉTIVITÉ DES PRODUCTIONS ANIMALES	43 571 000	0	0,00
083-SANTÉ ANIMALE ET SANTÉ PUBLIQUE VÉTÉRINAIRE	67 663 000	0	0,00
084-DÉVELOPPEMENT DES PRODUCTIONS HALIEUTIQUES ET AQUACOLLES	16 500 000	0	0,00
085-PILOTAGE ET SOUTIEN	535 296 000	119 091 044	22,25
<b>29 - Min. Environnement Eco. Verte Chang C.</b>	<b>1 197 723 000</b>	<b>98 987 122</b>	<b>8,26</b>
086-GESTION DURABLE DES RESSOURCES FORESTIÈRES ET FAUNIQUES	48 743 000	0	0,00
087-ASSAINISSEMENT DE L'ENVIRONNEMENT ET AMÉLIORATION DU CADRE DE VIE	148 085 000	50 000	0,03
088-GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE	94 449 000	0	0,00
089-ECONOMIE VERTE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE	34 354 000	0	0,00
090-PILOTAGE ET SOUTIEN	872 092 000	98 937 122	11,34
<b>30 - Ministère des Infrastructures</b>	<b>2 203 130 000</b>	<b>354 623 704</b>	<b>16,10</b>
091-INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES	363 195 000	10 389 000	2,86
092-INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES, AÉROPORTUAIRES ET MARITIMES	36 184 000	2 000 000	5,53
094-PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MI	1 803 751 000	342 234 704	18,97
<b>31 - Min. Dév. Eco. Num. Postes</b>	<b>1 504 679 000</b>	<b>52 763 000</b>	<b>3,51</b>
095-TÉLÉCOMS/TIC	24 662 000	7 760 000	31,47
096-POSTES	8 150 000	2 351 000	28,85
097-PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MDENP	1 471 867 000	42 652 000	2,90
<b>32 - Min. Transports Mob. Urb. Sécu. Rout.</b>	<b>442 404 000</b>	<b>106 402 500</b>	<b>24,05</b>
098-TRANSPORTS ET MÉTÉOROLOGIE	126 504 000	3 399 500	2,69
099-MOBILITÉ ET SÉCURITÉ ROUTIÈRE	2 160 000	510 000	23,61
100-PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MTMUSR	313 740 000	102 493 000	32,67
<b>37 - Min. Jeunesse Form. Insert. Profession</b>	<b>331 561 000</b>	<b>23 834 908</b>	<b>7,19</b>
101-JEUNESSE	450 000	0	0,00
102-FORMATION PROFESSIONNELLE	450 000	0	0,00
103-INSERTION PROFESSIONNELLE	450 000	0	0,00
104-PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MINISTÈRE	330 211 000	23 834 908	7,22
<b>38 - Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat</b>	<b>593 220 000</b>	<b>33 607 000</b>	<b>5,67</b>
105-PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT URBAIN	19 677 000	500 000	2,54
106-ARCHITECTURE ET CONSTRUCTION	8 672 000	2 100 000	24,22
107-ACCÈS AUX LOGEMENTS DÉCENTS	1 200 000	1 000 000	83,33
108-PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICE DU MUH	563 671 000	30 007 000	5,32

<b>42 - Min. de l'Eau et de l'Assainissement</b>	<b>626 653 000</b>	<b>217 268 885</b>	<b>34,67</b>
109-MOBILISATION DES RESSOURCES EN EAU	3 400 000	0	0,00
110-GERSTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES EN EAU	3 900 000	0	0,00
111-EAU POTABLE	67 405 000	8 128 500	12,06
112-ASSAINISSEMENT	46 638 000	5 531 500	11,86
113-PILOTAGE ET SOUTIEN	505 310 000	203 608 885	40,29
<b>50 - Grande Chancellerie</b>	<b>619 301 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
114-ORDRES BURKINABÈ	619 301 000	0	0,00
<b>51 - Conseil Supérieur de la Communication</b>	<b>453 197 000</b>	<b>87 000 000</b>	<b>19,20</b>
115-RÉGULATION DU SECTEUR DE LA COMMUNICATION	453 197 000	87 000 000	19,20
<b>52 - Auto Sup. Crtle Etat et Lutte Ctre Corrup</b>	<b>557 696 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
116-CONTROLE D'ETAT	557 696 000	0	0,00
<b>54 - Conseil Constitutionnel</b>	<b>337 037 000</b>	<b>19 344 000</b>	<b>5,74</b>
117-COORDINATION DES ACTIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL	337 037 000	19 344 000	5,74
<b>55 - Conseil d'Etat</b>	<b>187 395 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
118-JURIDICTION SUPÉRIEURE DE L'ORDRE ADMINISTRATIF	187 395 000	0	0,00
<b>56 - Cour des Comptes</b>	<b>291 919 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
119-CONTROLE JURIDICTIONNEL ET CONTROLE DE LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	291 919 000	0	0,00
<b>57 - Cour de Cassation</b>	<b>216 237 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
120-JURIDICTION SUPÉRIEURE DE L'ORDRE JUDICIAIRE	216 237 000	0	0,00
<b>58 - Commission Electorale Nle Indépendante</b>	<b>51 974 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
121-ELECTIONS	51 974 000	0	0,00
<b>59 - Commission Informatique et des Libertés</b>	<b>16 952 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
122-PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	16 952 000	0	0,00
<b>60 - Médiateur du Faso</b>	<b>16 151 000</b>	<b>8 075 000</b>	<b>50,00</b>
123-MÉDIATEUR DU FASO	16 151 000	8 075 000	50,00
<b>98 - Transferts Ressources Collectivités T.</b>	<b>4 975 976 000</b>	<b>4 975 710 082</b>	<b>99,99</b>
135-TRANSFERTS DE RESSOURCES AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	4 975 976 000	4 975 710 082	99,99
<b>99 - Dépenses Communes Interministérielles</b>	<b>22 284 657 000</b>	<b>1 321 139 564</b>	<b>5,93</b>
133-DÉPENSES COMMUNES INTERMINISTÉRIELLES	22 284 657 000	1 321 139 564	5,93
<b>Total général</b>	<b>145 300 000 000</b>	<b>15 161 869 399</b>	<b>10,43</b>

**Annexe 8: Situation d'exécution budgétaire par section et par programmes pour les dépenses de transferts en capital au 31 mars 2017 (En francs CFA)**

MINISTERE ET PROGRAMME	DÉPENSES DE TRANSFERTS COURANTS		
	CP	Mt eng cf	Tx
<b>Étiquettes de lignes</b>			
<b>01 - Présidence du Faso</b>	<b>3 673 874 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
001-PILOTAGE DE L'ACTION PRÉSIDENTIELLE	2 971 274 000	0	0,00
002-RENFORCEMENT DES CAPACITÉS D'ANALYSE ET DE TRANSPARENCE DE L'ACTION PUBLIQUE	457 985 000	0	0,00
003-LUTTE CONTRE LE VIH, LE SIDA ET LES IST	244 615 000	0	0,00
<b>03 - Premier Ministère</b>	<b>2 995 615 000</b>	<b>365 216 750</b>	<b>12,19</b>
005-COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE	100 000 000	0	0,00
006-APPUI À LA GOUVERNANCE	2 221 352 000	365 216 750	16,44
007-PILOTAGE DES PROJETS STRATÉGIQUES	644 648 000	0	0,00

008-PROMOTION DU CAPITAL HUMAIN	29 615 000	0	0,00
<b>04 - Parlement</b>	<b>12 173 136 000</b>	<b>6 086 568 000</b>	<b>50,00</b>
134-FONCTION PARLEMENTAIRE	12 173 136 000	6 086 568 000	50,00
<b>05 - Conseil Economique et Social</b>	<b>4 640 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
009-CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	4 640 000	0	0,00
<b>09 - Min. Admin.Territ. Décentralisation et Sécurité Intérieure</b>	<b>14 961 711 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
011-ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	3 769 554 000	0	0,00
012-SÉCURITÉ INTÉRIEURE	3 471 559 000	0	0,00
013-PROTECTION CIVILE	1 123 000 000	0	0,00
014-DÉCENTRALISATION	6 597 598 000	0	0,00
<b>10 - Min. Justice Drts Humains Prom. Civique</b>	<b>1 316 808 000</b>	<b>513 471 500</b>	<b>38,99</b>
017-ADMINISTRATION JUDICIAIRE	295 865 000	117 250 000	39,63
018-ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE	761 943 000	396 221 500	52,00
019-DROITS HUMAINS	117 000 000	0	0,00
020-CIVISME ET CITOYENNETÉ	142 000 000	0	0,00
<b>11 - Ministère Défense Nle et Anc. Comb.</b>	<b>2 347 643 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
022-DÉFENSE	56 250 000	0	0,00
023-PRÉPARATION ET EMPLOI DES FORCES	444 355 000	0	0,00
024-EQUIPEMENT DES FORCES	25 442 000	0	0,00
025-APPUI À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET À LA PROTECTION CIVILE	1 107 000 000	0	0,00
026-RENFORCEMENT DU LIEN ARMÉE-NATION	432 604 000	0	0,00
027-PILOTAGE ET SOUTIEN	281 992 000	0	0,00
<b>12 - Min. Aff. Etrang. Coop. Burkinabè Ext.</b>	<b>515 397 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
028-DÉFENSE DES INTÉRÊTS DU BURKINA FASO DANS LE MONDE	91 895 000	0	0,00
029-INTÉGRATION RÉGIONALE	113 761 000	0	0,00
030-PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MINISTÈRE	309 741 000	0	0,00
<b>14 - Min. Economie Finances Développement</b>	<b>13 525 650 000</b>	<b>9 969 500</b>	<b>0,07</b>
032-GESTION MACROÉCONOMIQUE ET PILOTAGE DU DÉVELOPPEMENT	1 712 006 000	0	0,00
033-MOBILISATION ET GESTION DES RESSOURCES BUDGÉTAIRES	918 880 000	0	0,00
034-PROGRAMMATION ET GESTION DES DÉPENSES	463 269 000	1 400 000	0,30
035-GESTION DES COMPTES PUBLICS ET SAUVEGARDE DES INTÉRÊTS FINANCIERS ET DU PATRIMOINE DE L'ETAT	537 386 000	0	0,00
036-CONTROLE, AUDIT DES FINANCES PUBLIQUES ET LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LE FAUX ET LA CORRUPTION	473 855 000	0	0,00
037-RELATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES INTERNATIONALES	6 639 575 000	0	0,00
038-PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MINIFID	2 780 679 000	8 569 500	0,31
<b>15 - Min. Culture Art Tourisme</b>	<b>2 371 687 000</b>	<b>442 676 000</b>	<b>18,67</b>
039-CULTURE	1 544 091 000	392 000 000	25,39
040-TOURISME	773 296 000	50 676 000	6,55
041-PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MCAT	54 300 000	0	0,00
<b>17 - Min. Fonct Publ Trav. Protect. Sociale</b>	<b>5 054 899 000</b>	<b>509 483 250</b>	<b>10,08</b>
042-RECRUTEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET GESTION DE LA CARRIÈRE DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE	2 044 655 000	509 483 250	24,92
043-RÉFORME DE L'ADMINISTRATION	26 280 000	0	0,00
044-TRAVAIL DÉCENT	2 375 964 000	0	0,00

045-PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MFPTPDS	608 000 000	0	0,00
<b>18 - Min. Communicat° Relat° avec Parlement</b>	<b>5 183 103 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
046-COMMUNICATION	5 183 103 000	0	0,00
<b>20 - Ministère des Sports et des Loisirs</b>	<b>671 528 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
052-SPORT ET ACTIVITÉS PHYSIQUES	635 528 000	0	0,00
054-PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MSL	36 000 000	0	0,00
<b>21 - Ministère de la Santé</b>	<b>44 958 575 000</b>	<b>15 865 404 890</b>	<b>35,29</b>
055-ACCÈS AUX SEVICES DE SANTÉ	18 923 900 000	8 162 375 390	43,13
056-PRESTATION DES SERVICES DE SANTÉ	24 855 005 000	7 230 971 500	29,09
057-PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ	1 179 670 000	472 058 000	40,02
<b>22 - Min. Femme Solidarité Nle Famille</b>	<b>2 550 188 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
048-FEMME ET DU GENRE	206 324 000	0	0,00
049-ENFANCE ET FAMILLE	1 127 997 000	0	0,00
050-SOLIDARITÉ NATIONALE ET GESTION DES CATASTROPHES	685 176 000	0	0,00
051-PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MINISTÈRE	530 691 000	0	0,00
<b>23 - Min. Education Nle Alphabétisation</b>	<b>20 117 272 000</b>	<b>575 380 000</b>	<b>2,86</b>
058-ACCÈS À L'ÉDUCATION FORMELLE	9 712 152 000	0	0,00
059-QUALITÉ DE L'ÉDUCATION FORMELLE	7 470 372 000	575 380 000	7,70
060-ACCÈS ET QUALITÉ DE L'ÉDUCATION NON FORMELLE	2 000 000 000	0	0,00
061-PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DE L'ÉDUCATION FORMELLE ET NON FORMELLE	934 748 000	0	0,00
<b>24 - Min. Enseig. Sup. Rech. Scient. Innov.</b>	<b>61 524 126 000</b>	<b>28 442 187 500</b>	<b>46,23</b>
062-ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	34 876 206 000	17 493 904 500	50,16
063-FOURNITURE DES SERVICES SOCIAUX AUX ÉTUDIANTS	19 578 507 000	10 859 158 000	55,46
064-RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE	6 849 565 000	89 125 000	1,30
065-PILOTAGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION	219 848 000	0	0,00
<b>25 - Min. Commerce, Industrie Artisanat</b>	<b>21 959 015 000</b>	<b>224 176 300</b>	<b>1,02</b>
067-INDUSTRIE	221 065 000	3 550 000	1,61
068-COMMERCE	21 339 873 000	172 219 800	0,81
069-ARTISANAT	197 262 000	500 000	0,25
070-SECTEUR PRIVÉ	167 560 000	29 029 000	17,32
071-PILOTAGE ET SOUTIEN	33 255 000	18 877 500	56,77
<b>26 - Min. Energie, Mines Carrières</b>	<b>5 527 150 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
072-MINES ET CARRIÈRES	2 746 642 000	0	0,00
073-ENERGIE	2 775 508 000	0	0,00
074-PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MINISTÈRE DES MINES ET DES CARRIÈRES	5 000 000	0	0,00
<b>27 - Min. Agriculture Aménagement Hydrau.</b>	<b>3 452 311 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
075-AMÉNAGEMENTS HYDRO-AGRICOLÉS ET IRRIGATION	368 400 000	0	0,00
076-PRÉVENTION ET GESTION DES CRISES ALIMENTAIRES ET NUTRITIONNELLES	709 740 000	0	0,00
077-ECONOMIE AGRICOLE	5 000 000	0	0,00
078-DÉVELOPPEMENT DURABLE DES PRODUCTIONS AGRICOLES	785 859 000	0	0,00
079-SÉCURISATIONS FONCIÈRE EN MILIEU RURAL ET ORGANISATION DU MONDE RURAL	865 649 000	0	0,00
080-PILOTAGE ET SOUTIEN	717 663 000	0	0,00

<b>28 - Min. Ressources Animales Halieutiques</b>	<b>994 914 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
082-PRODUCTIVITÉ ET COMPÉTIVITÉ DES PRODUCTIONS ANIMALES	191 639 000	0	0,00
083-SANTÉ ANIMALE ET SANTÉ PUBLIQUE VÉTÉRINAIRE	121 751 000	0	0,00
084-DÉVELOPPEMENT DES PRODUCTIONS HALIEUTIQUES ET AQUACOLES	24 398 000	0	0,00
085-PILOTAGE ET SOUTIEN	657 126 000	0	0,00
<b>29 - Min. Environnement Eco. Verte Chang C.</b>	<b>1 664 598 000</b>	<b>242 677 715</b>	<b>14,58</b>
086-GESTION DURABLE DES RESSOURCES FORESTIÈRES ET FAUNIQUES	1 226 606 000	149 387 715	12,18
087-ASSAINISSEMENT DE L'ENVIRONNEMENT ET AMÉLIORATION DU CADRE DE VIE	36 662 000	0	0,00
088-GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE	28 170 000	0	0,00
090-PILOTAGE ET SOUTIEN	373 160 000	93 290 000	25,00
<b>30 - Ministère des Infrastructures</b>	<b>328 909 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
093-INFORMATION GÉOGRAPHIQUE	47 187 000	0	0,00
094-PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MI	281 722 000	0	0,00
<b>31 - Min. Dév. Eco. Num. Postes</b>	<b>540 308 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
095-TÉLÉCOMS/TIC	320 308 000	0	0,00
096-POSTES	220 000 000	0	0,00
<b>32 - Min. Transports Mob. Urb. Sécu. Rout.</b>	<b>1 091 665 000</b>	<b>314 850 000</b>	<b>28,84</b>
098-TRANSPORTS ET MÉTÉOROLOGIE	360 620 000	14 850 000	4,12
099-MOBILITÉ ET SÉCURITÉ ROUTIÈRE	731 045 000	300 000 000	41,04
<b>37 - Min. Jeunesse Form. Insert. Profession</b>	<b>3 275 114 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
101-JEUNESSE	187 250 000	0	0,00
102-FORMATION PROFESSIONNELLE	1 582 168 000	0	0,00
103-INSERTION PROFESSIONNELLE	1 480 324 000	0	0,00
104-PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MINISTÈRE	25 372 000	0	0,00
<b>38 - Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat</b>	<b>25 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
108-PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICE DU MUH	25 000 000	0	0,00
<b>42 - Min. de l'Eau et de l'Assainissement</b>	<b>1 082 356 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
110-GERSTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES EN EAU	520 106 000	0	0,00
111-EAU POTABLE	18 867 000	0	0,00
113-PILOTAGE ET SOUTIEN	543 383 000	0	0,00
<b>51 - Conseil Supérieur de la Communication</b>	<b>112 673 000</b>	<b>55 486 500</b>	<b>49,25</b>
115-RÉGULATION DU SECTEUR DE LA COMMUNICATION	112 673 000	55 486 500	49,25
<b>52 - Auto Sup. Crtle Etat et Lutte Ctre Corrup</b>	<b>53 500 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
116-CONTROLE D'ETAT	53 500 000	0	0,00
<b>54 - Conseil Constitutionnel</b>	<b>1 824 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
117-COORDINATION DES ACTIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL	1 824 000	0	0,00
<b>55 - Conseil d'Etat</b>	<b>1 220 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
118-JURIDICTION SUPÉRIEURE DE L'ORDRE ADMINISTRATIF	1 220 000	0	0,00
<b>56 - Cour des Comptes</b>	<b>8 500 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
119-CONTROLE JURIDICTIONNEL ET CONTROLE DE LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	8 500 000	0	0,00
<b>57 - Cour de Cassation</b>	<b>205 014 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
120-JURIDICTION SUPÉRIEURE DE L'ORDRE JUDICIAIRE	205 014 000	0	0,00
<b>58 - Commission Electorale Nle Indépendante</b>	<b>216 101 000</b>	<b>104 774 500</b>	<b>48,48</b>

121-ELECTIONS	216 101 000	104 774 500	48,48
<b>59 - Commission Informatique et des Libertés</b>	<b>333 254 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
122-PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	333 254 000	0	0,00
<b>60 - Médiateur du Faso</b>	<b>413 649 000</b>	<b>205 960 000</b>	<b>49,79</b>
123-MÉDIATEUR DU FASO	413 649 000	205 960 000	49,79
<b>98 - Transferts Ressources Collectivités T.</b>	<b>18 882 893 000</b>	<b>18 882 888 192</b>	<b>100,00</b>
135-TRANSFERTS DE RESSOURCES AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	18 882 893 000	18 882 888 192	100,00
<b>99 - Dépenses Communes Interministérielles</b>	<b>144 584 180 000</b>	<b>19 563 167 248</b>	<b>13,53</b>
133-DÉPENSES COMMUNES INTERMINISTÉRIELLES	144 584 180 000	19 563 167 248	13,53
<b>Total général</b>	<b>398 700 000 000</b>	<b>92 404 337 845</b>	<b>23,18</b>

**Annexe 9: Situation d'exécution budgétaire par section pour les dépenses d'investissement (En francs CFA)**

MINISTERE ET PROGRAMME	INVESTISSEMENTS EXÉCUTÉS PAR L'ETAT			
	AE	CP	Mt eng cf	Tx
<b>Étiquettes de lignes</b>				
<b>01 - Présidence du Faso</b>	<b>13 236 110 000</b>	<b>20 093 501 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
001-PILOTAGE DE L'ACTION PRÉSIDENTIELLE	12 745 141 000	10 522 938 000	0	0,00
003-LUTTE CONTRE LE VIH, LE SIDA ET LES IST	490 969 000	9 570 563 000	0	0,00
<b>03 - Premier Ministère</b>	<b>23 160 798 000</b>	<b>16 659 348 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
005-COORDINATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE	0	1 073 623 000	0	0,00
007-PILOTAGE DES PROJETS STRATÉGIQUES	23 160 798 000	14 503 662 000	0	0,00
008-PROMOTION DU CAPITAL HUMAIN	0	1 082 063 000	0	0,00
<b>04 - Parlement</b>	<b>3 245 666 000</b>	<b>3 245 666 000</b>	<b>1 622 833 000</b>	<b>50,00</b>
134-FONCTION PARLEMENTAIRE	3 245 666 000	3 245 666 000	1 622 833 000	50,00
<b>09 - Min. Admin.Territ. Décentralisation et Sécurité Intérieure</b>	<b>15 901 048 000</b>	<b>34 650 121 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
010-SURETÉ DE L'ETAT	269 000 000	269 000 000	0	0,00
011-ADMINISTRATION DU TERRITOIRE	2 463 741 000	3 373 112 000	0	0,00
012-SÉCURITÉ INTÉRIEURE	9 492 333 000	17 507 693 000	0	0,00
013-PROTECTION CIVILE	986 500 000	1 007 500 000	0	0,00
014-DÉCENTRALISATION	1 829 918 000	10 944 427 000	0	0,00
015-ETAT CIVIL	82 000 000	983 333 000	0	0,00
016-PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MATD	777 556 000	565 056 000	0	0,00
<b>10 - Min. Justice Drts Humains Prom. Civique</b>	<b>4 821 667 000</b>	<b>5 618 016 000</b>	<b>261 233 000</b>	<b>4,65</b>
017-ADMINISTRATION JUDICIAIRE	2 779 755 000	2 854 755 000	75 000 000	2,63
018-ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE	2 041 912 000	2 141 912 000	0	0,00
019-DROITS HUMAINS	0	111 416 000	0	0,00
021-PILOTAGE ET SOUTIEN	0	509 933 000	186 233 000	36,52
<b>11 - Ministère Défense Nle et Anc. Comb.</b>	<b>10 497 845 000</b>	<b>14 415 111 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
022-DÉFENSE	6 265 496 000	9 765 496 000	0	0,00
023-PRÉPARATION ET EMPLOI DES FORCES	1 315 123 000	1 315 123 000	0	0,00
024-EQUIPEMENT DES FORCES	774 000 000	774 000 000	0	0,00
025-APPUI À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET À LA PROTECTION CIVILE	439 531 000	439 531 000	0	0,00
026-RENFORCEMENT DU LIEN ARMÉE-NATION	125 917 000	125 917 000	0	0,00
027-PILOTAGE ET SOUTIEN	1 577 778 000	1 995 044 000	0	0,00

MINISTERE ET PROGRAMME	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ETAT			
	AE	CP	Mt eng cf	Tx
<b>12 - Min. Aff. Etrang. Coop. Burkinabè Ext.</b>	<b>12 758 986 000</b>	<b>9 017 648 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
028-DÉFENSE DES INTÉRÊTS DU BURKINA FASO DANS LE MONDE	11 958 986 000	7 352 648 000	0	0,00
030-PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MINISTÈRE	800 000 000	1 665 000 000	0	0,00
<b>14 - Min. Economie Finances Développement</b>	<b>58 544 278 000</b>	<b>41 673 946 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
032-GESTION MACROÉCONOMIQUE ET PILOTAGE DU DÉVELOPPEMENT	17 012 374 000	16 150 132 000	0	0,00
033-MOBILISATION ET GESTION DES RESSOURCES BUDGÉTAIRES	11 791 304 000	6 000 000 000	0	0,00
034-PROGRAMMATION ET GESTION DES DÉPENSES	1 098 798 000	1 098 798 000	0	0,00
035-GESTION DES COMPTES PUBLICS ET SAUVEGARDE DES INTÉRÊTS FINANCIERS ET DU PATRIMOINE DE L'ETAT	300 000 000	300 000 000	0	0,00
036-CONTROLE, AUDIT DES FINANCES PUBLIQUES ET LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LE FAUX ET LA CORRUPTION	1 349 964 000	1 349 964 000	0	0,00
037-RELATIONS ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES INTERNATIONALES	54 346 000	109 303 000	0	0,00
038-PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MINIFID	26 937 492 000	16 665 749 000	0	0,00
<b>15 - Min. Culture Art Tourisme</b>	<b>8 041 093 000</b>	<b>1 996 667 000</b>	<b>350 000</b>	<b>0,02</b>
039-CULTURE	6 753 013 000	1 434 570 000	0	0,00
040-TOURISME	1 288 080 000	562 097 000	350 000	0,06
<b>17 - Min. Fonct Publ Trav. Protect. Sociale</b>	<b>1 903 358 000</b>	<b>2 662 222 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
042-RECRUTEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET GESTION DE LA CARRIÈRE DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE	850 000 000	850 000 000	0	0,00
043-RÉFORME DE L'ADMINISTRATION	0	108 864 000	0	0,00
044-TRAVAIL DÉCENT	1 053 358 000	1 703 358 000	0	0,00
<b>18 - Min. Communicat° Relat° avec Parlement</b>	<b>5 740 824 000</b>	<b>1 610 434 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
046-COMMUNICATION	5 740 824 000	1 610 434 000	0	0,00
<b>20 - Ministère des Sports et des Loisirs</b>	<b>3 245 170 000</b>	<b>3 245 170 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
052-SPORT ET ACTIVITÉS PHYSIQUES	3 245 170 000	3 245 170 000	0	0,00
<b>21 - Ministère de la Santé</b>	<b>70 073 734 000</b>	<b>84 357 893 000</b>	<b>13 769 606 007</b>	<b>16,32</b>
055-ACCÈS AUX SERVICES DE SANTÉ	61 970 254 000	68 667 517 000	2 496 918 399	3,64
056-PRESTATION DES SERVICES DE SANTÉ	5 795 767 000	13 382 663 000	11 272 687 608	84,23
057-PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ	2 307 713 000	2 307 713 000	0	0,00
<b>22 - Min. Femme Solidarité Nle Famille</b>	<b>2 193 111 000</b>	<b>5 365 061 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
048-FEMME ET DU GENRE	581 111 000	1 585 991 000	0	0,00
049-ENFANCE ET FAMILLE	1 300 000 000	2 525 000 000	0	0,00
050-SOLIDARITÉ NATIONALE ET GESTION DES CATASTROPHES	312 000 000	1 254 070 000	0	0,00
<b>23 - Min. Education Nle Alphabétisation</b>	<b>32 232 766 000</b>	<b>41 035 136 000</b>	<b>23 097 000</b>	<b>0,06</b>
058-ACCÈS À L'ÉDUCATION FORMELLE	30 441 169 000	36 612 341 000	23 097 000	0,06
059-QUALITÉ DE L'ÉDUCATION FORMELLE	791 597 000	2 137 795 000	0	0,00
060-ACCÈS ET QUALITÉ DE L'ÉDUCATION NON FORMELLE	0	1 000 000 000	0	0,00
061-PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DE L'ÉDUCATION FORMELLE ET NON FORMELLE	1 000 000 000	1 285 000 000	0	0,00
<b>24 - Min. Enseig. Sup. Rech. Scient. Innov.</b>	<b>90 660 432 000</b>	<b>32 024 033 000</b>	<b>317 807 000</b>	<b>0,99</b>
062-ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	49 638 922 000	23 246 927 000	314 807 000	1,35

MINISTERE ET PROGRAMME	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ETAT			
	AE	CP	Mt eng cf	Tx
063-FOURNITURE DES SERVICES SOCIAUX AUX ETUDIANTS	16 903 744 000	3 520 350 000	0	0,00
064-RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE	171 587 000	379 967 000	0	0,00
065-PILOTAGE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION	22 809 079 000	4 296 539 000	3 000 000	0,07
066-VALORISATION DES RESULTATS DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION	1 137 100 000	580 250 000	0	0,00
<b>25 - Min. Commerce, Industrie Artisanat</b>	<b>10 665 401 000</b>	<b>18 116 849 000</b>	<b>65 058 387</b>	<b>0,36</b>
067-INDUSTRIE	8 543 150 000	14 186 000 000	46 710 000	0,33
068-COMMERCE	30 000 000	1 253 539 000	0	0,00
069-ARTISANAT	1 912 251 000	1 966 490 000	5 000 000	0,25
070-SECTEUR PRIVE	0	530 820 000	13 348 387	2,51
071-PILOTAGE ET SOUTIEN	180 000 000	180 000 000	0	0,00
<b>26 - Min. Energie, Mines Carrières</b>	<b>145 295 676 000</b>	<b>45 969 481 000</b>	<b>11 000 000</b>	<b>0,02</b>
072-MINES ET CARRIERES	0	18 000 000	0	0,00
073-ENERGIE	145 295 676 000	45 951 481 000	11 000 000	0,02
<b>27 - Min. Agriculture Aménagement Hydrau.</b>	<b>49 552 285 000</b>	<b>76 639 182 000</b>	<b>1 887 871 432</b>	<b>2,46</b>
075-AMENAGEMENTS HYDRO-AGRIcoles ET IRRIGATION	12 886 114 000	18 618 376 000	743 497 504	3,99
076-PRÉVENTION ET GESTION DES CRISES ALIMENTAIRES ET NUTRITIONNELLES	23 078 307 000	20 822 501 000	161 330 000	0,77
077-ECONOMIE AGRICOLE	2 181 376 000	6 377 620 000	213 050 000	3,34
078-DÉVELOPPEMENT DURABLE DES PRODUCTIONS AGRICOLES	5 092 594 000	18 800 000 000	494 425 000	2,63
079-SÉCURISATIONS FONCIÈRE EN MILIEU RURAL ET ORGANISATION DU MONDE RURAL	4 756 412 000	4 860 650 000	77 088 928	1,59
080-PILOTAGE ET SOUTIEN	1 557 482 000	7 160 035 000	198 480 000	2,77
<b>28 - Min. Ressources Animales Halieutiques</b>	<b>101 204 332 000</b>	<b>29 683 831 000</b>	<b>285 000 000</b>	<b>0,96</b>
081-SÉCURISATION ET GESTION DURABLE DES RESSOURCES PASTORALES	25 238 900 000	6 947 589 000	0	0,00
082-PRODUCTIVITÉ ET COMPÉTIVITÉ DES PRODUCTIONS ANIMALES	49 476 649 000	13 607 403 000	0	0,00
083-SANTÉ ANIMALE ET SANTÉ PUBLIQUE VÉTÉRINAIRE	12 226 323 000	4 588 524 000	285 000 000	6,21
084-DÉVELOPPEMENT DES PRODUCTIONS HALIEUTIQUES ET AQUACOLES	9 334 078 000	1 331 111 000	0	0,00
085-PILOTAGE ET SOUTIEN	4 928 382 000	3 209 204 000	0	0,00
<b>29 - Min. Environnement Eco. Verte Chang C.</b>	<b>3 953 374 000</b>	<b>7 463 050 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
086-GESTION DURABLE DES RESSOURCES FORESTIÈRES ET FAUNIQUES	1 780 435 000	2 744 996 000	0	0,00
087-ASSAINISSEMENT DE L'ENVIRONNEMENT ET AMÉLIORATION DU CADRE DE VIE	654 635 000	2 069 175 000	0	0,00
088-GOUVERNANCE ENVIRONNEMENTALE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE	30 000 000	181 498 000	0	0,00
089-ECONOMIE VERTE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE	1 488 304 000	2 437 131 000	0	0,00
090-PILOTAGE ET SOUTIEN	0	30 250 000	0	0,00
<b>30 - Ministère des Infrastructures</b>	<b>629 261 651 000</b>	<b>137 599 243 000</b>	<b>469 498 400</b>	<b>0,34</b>
091-INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES	622 461 651 000	134 003 781 000	469 498 400	0,35
092-INFRASTRUCTURES FERROVIAIRES, AÉROPORTUAIRES ET MARITIMES	6 800 000 000	1 888 394 000	0	0,00

MINISTERE ET PROGRAMME	INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ETAT			
	AE	CP	Mt eng cf	Tx
093-INFORMATION GEOGRAPHIQUE	0	1 657 068 000	0	0,00
094-PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MI	0	50 000 000	0	0,00
<b>31 - Min. Dév. Eco. Num. Postes</b>	<b>4 519 461 000</b>	<b>4 778 361 000</b>	<b>7 000 000</b>	<b>0,15</b>
095-TÉLÉCOMS/TIC	4 256 201 000	4 515 101 000	7 000 000	0,16
096-POSTES	152 920 000	152 920 000	0	0,00
097-PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICES DU MDENP	110 340 000	110 340 000	0	0,00
<b>32 - Min. Transports Mob. Urb. Sécu. Rout.</b>	<b>2 504 939 000</b>	<b>1 064 889 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
098-TRANSPORTS ET MÉTÉOROLOGIE	964 939 000	564 889 000	0	0,00
099-MOBILITÉ ET SÉCURITÉ ROUTIÈRE	1 540 000 000	500 000 000	0	0,00
<b>37 - Min. Jeunesse Form. Inset. Profession</b>	<b>7 132 364 000</b>	<b>21 541 675 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
101-JEUNESSE	540 000 000	1 040 000 000	0	0,00
102-FORMATION PROFESSIONNELLE	1 190 000 000	2 856 120 000	0	0,00
103-INSERTION PROFESSIONNELLE	5 402 364 000	15 312 786 000	0	0,00
104-PILOTAGE ET SOUTIEN DES SERVICES DU MINISTÈRE	0	2 332 769 000	0	0,00
<b>38 - Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat</b>	<b>16 520 880 000</b>	<b>15 221 079 000</b>	<b>364 715 000</b>	<b>2,40</b>
105-PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT URBAIN	3 181 822 000	5 536 475 000	187 115 000	3,38
106-ARCHITECTURE ET CONSTRUCTION	2 000 000 000	2 079 570 000	17 550 000	0,84
107-ACCÈS AUX LOGEMENTS DÉCENTS	11 325 478 000	6 251 431 000	0	0,00
108-PILOTAGE ET SOUTIEN AUX SERVICE DU MUH	13 580 000	1 353 603 000	160 050 000	11,82
<b>42 - Min. de l'Eau et de l'Assainissement</b>	<b>75 619 969 000</b>	<b>94 931 343 000</b>	<b>8 756 580 991</b>	<b>9,22</b>
109-MOBILISATION DES RESSOURCES EN EAU	52 951 250 000	65 315 076 000	4 508 954 650	6,90
110-GERSTION INTÉGRÉE DES RESSOURCES EN EAU	612 000 000	2 071 857 000	102 000 000	4,92
111-EAU POTABLE	16 472 220 000	18 606 391 000	2 576 028 942	13,84
112-ASSAINISSEMENT	4 787 699 000	5 638 019 000	1 369 597 399	24,29
113-PILOTAGE ET SOUTIEN	796 800 000	3 300 000 000	200 000 000	6,06
<b>50 - Grande Chancellerie</b>	<b>214 725 000</b>	<b>214 725 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
114-ORDRES BURKINABÈ	214 725 000	214 725 000	0	0,00
<b>51 - Conseil Supérieur de la Communication</b>	<b>50 000 000</b>	<b>50 000 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
115-RÉGULATION DU SECTEUR DE LA COMMUNICATION	50 000 000	50 000 000	0	0,00
<b>52 - Auto Sup. Crtle Etat et Lutte Ctre Corrup</b>	<b>3 544 235 000</b>	<b>2 223 623 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
116-CONTROLE D'ETAT	3 544 235 000	2 223 623 000	0	0,00
<b>54 - Conseil Constitutionnel</b>	<b>5 366 042 000</b>	<b>4 294 491 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
117-COORDINATION DES ACTIONS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL	5 366 042 000	4 294 491 000	0	0,00
<b>57 - Cour de Cassation</b>	<b>59 050 000</b>	<b>59 050 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
120-JURIDICTION SUPÉRIEURE DE L'ORDRE JUDICIAIRE	59 050 000	59 050 000	0	0,00
<b>59 - Commission Informatique et des Libertés</b>	<b>43 041 000</b>	<b>43 041 000</b>	<b>0</b>	<b>0,00</b>
122-PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	43 041 000	43 041 000	0	0,00
<b>98 - Transferts Ressources Collectivités T.</b>	<b>28 005 630 000</b>	<b>33 298 838 000</b>	<b>33 273 792 545</b>	<b>99,92</b>
135-TRANSFERTS DE RESSOURCES AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	28 005 630 000	33 298 838 000	33 273 792 545	99,92
<b>99 - Dépenses Communes Interministérielles</b>	<b>9 966 839 000</b>	<b>78 100 526 000</b>	<b>74 133 445</b>	<b>0,09</b>
133-DÉPENSES COMMUNES INTERMINISTÉRIELLES	9 966 839 000	78 100 526 000	74 133 445	0,09
<b>Total général</b>	<b>1 449 736 780 000</b>	<b>888 963 250 000</b>	<b>61 189 576 207</b>	<b>6,88</b>

Source : DGB

**Annexe 10: Situation de consommation d'électricité à fin février 2017 (En francs CFA)**

MINISTERES ET INSTITUTIONS	A FIN FEVRIER 2016	A FIN FEVRIER 2017
Présidence du Faso	118 790 292	122 818 204
Sécrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Minisres	3 330 867	3 723 667
Premier Ministère	8 444 887	9 107 025
Ministère de l'Adminis Territori, de la Décentralis et de la Sécurité Interie	121 960 422	133 786 195
Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique	70 206 783	95 250 457
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	302 721 230	369 156 006
Ministère des Affaires Etrangè, de la Coopér et des Burkin de l'Extérieur	11 672 896	12 177 273
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	289 238 303	338 317 610
Ministère de la Culture des Arts et du Tourisme	27 385 119	35 454 855
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	17 426 252	15 032 282
Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale et de la Famille	30 934 210	33 240 450
Ministère des Sports et des Loisirs	23 400 343	24 943 652
Ministère de la Santé	476 727 228	564 698 023
Ministère de l' Education Nationale et de l'Alphabétisation	76 390 929	91 967 866
Ministère de l'Enseign Supérieur, de la Recher Scientifiq et de l'Innovat	131 934 337	136 992 935
Ministère de l'Industrie Commerce et de l'Artisanat	10 261 609	12 591 212
Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	3 513 328	3 540 040
Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques	68 650 053	77 659 860
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	7 964 397	9 615 458
Ministère de l'Environnement, de l'Econo Verte et du Changem Climatiq	29 314 031	34 150 702
Ministère des Transpor, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	2 952 692	3 810 356
Ministère des Infrastructures	67 139 352	77 510 163
Ministère de la Communication et des Relation Avec le Parlement	66 236 308	81 052 283
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	36 518 555	45 344 359
Ministère de la Jeunesse de la Formation et de l'Insertion Professionnel	4 802 229	8 429 855
Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	30 208 362	36 702 253
Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes	10 074 428	9 048 464
Conseil Economique et Social	4 079 827	5 032 823
Conseil Supérieur de la Communication	5 148 613	4 899 886
Conseil Constitutionnel	3 386 005	3 357 186
Cour de Cassation	4 691 836	4 993 433
Cour des Comptes	2 345 847	2 920 393
Autorité Superieur du Contrôle d'Etat et de la Lutte contre la Corruption	2 459 426	2 825 648
Grande Chancellerie	889 070	3 658 285
Assemblée Nationale	12 314 322	15 810 890
Haute Cour de Justice	0	252 203
Dépenses Communes Interministérielles (HOTELS ADMINISTRATIFS)	34 358 931	62 646 632
<b>TOTAL</b>	<b>2 117 873 319</b>	<b>2 492 518 884</b>

Source : DGAIE

**Annexe 11: Situation de consommation d'eau à fin janvier 2017 (En francs CFA)**

MINISTERES ET INSTITUTIONS	A FIN JANVIER 2016	A FIN JANVIER 2017
Présidence du Faso	135 568 121	110 832 851
Sécrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Minisres	446 613	686 066
Premier Ministère	2 985 294	1 593 214
Minist de l'Administration Territoria, de la Décentralisa et de la Sécurité Interie	22 654 943	30 097 170
Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique	34 447 628	35 649 002
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	159 256 663	218 412 323
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopér et des Burkinab de l'Extérieur	1 036 873	1 078 386
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	28 522 756	24 800 217

Ministère de la Culture des Arts et du Tourisme	7 409 000	7 620 575
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	1 341 877	2 109 302
Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale et de la Famille	5 589 570	6 480 452
Ministère des Sports et des Loisirs	1 936 205	1 674 760
Ministère de la Santé	118 996 274	112 692 671
Ministère de l' Education Nationale et de l'Alphabétisation	11 929 700	13 295 491
Ministère de l'Enseignem Supér, de la Recherche Scientifiq et de l'Innovation	29 790 239	28 104 072
Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat	420 650	707 736
Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	3 932 715	4 358 768
Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques	22 217 489	12 219 526
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	0	3 879 133
Ministère de l'Environnement, de l'Econo Verte et du Changement Climatiq	8 948 377	9 179 949
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	15 614 575	18 873 759
Ministère des Infrastructures	0	0
Ministère de la Communication et des Relation Avec le Parlement	4 665 220	4 832 153
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	80 554	158 108
Ministère de la Jeunesse de la Formation et de l'Insertion Professionnelles	18 773	158 988
Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	1 180	1 180
Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes	83 588	170 331
Conseil Economique et Social	3 275 395	6 483 439
Conseil Supérieur de la Communication	936 997	1 366 982
Conseil Constitutionnel	395 010	295 990
Cour de Cassation	368 083	1 262 812
Commission Electorale Nationale Independante (CENI)	151 803	173 688
Médiateur du Faso	113 823	142 146
Grande Chancellerie	0	0
Assemblée Nationale	3 854 950	764 166
Dépenses Communes Interministérielles (HOTELS ADMINISTRATIFS)	0	3 018 956
<b>TOTAL</b>	<b>626 990 938</b>	<b>663 174 362</b>

Source : DGAIE

#### Annexe 12: Situation de consommation téléphonique à fin mars 2017 (En francs CFA)

MINISTERES OU INSTITUTIONS	A FIN MARS 2016	A FIN MARS 2017
Présidence du Faso	105 758 606	94 152 282
Sécrtariat Général du Gouvernement et du Conseil des Minisres	548 346	631 175
Premier Ministère	10 638 182	7 321 747
Ministère de l'Administra Territori, de la Décentrali et de la Sécurité Inter	63 202 872	74 012 354
Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique	22 281 537	17 366 475
Minstère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	194 342 608	184 896 421
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopér et des Burkinab de l'Extér	8 815 980	8 829 632
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	268 302 518	266 487 253
Ministère de la Culture des Arts et du Tourisme	3 481 317	3 238 519
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	5 374 032	4 835 294
Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale et de la Famille	18 020 703	9 035 456
Ministère des Sports et des Loisirs	1 617 955	1 450 083
Ministère de la Santé	26 435 153	24 904 243
Ministère de l' Education Nationale et de l'Alphabétisation	14 966 797	9 506 074
Ministère de l'Enseign Supér, de la Recherche Scientifiq et de l'Innovation	13 039 778	13 533 251

Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat	3 297 054	8 340 890
Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières	1 746 057	1 852 891
Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques	19 047 999	14 688 524
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	2 345 961	3 839 524
Ministère de l'Environn, de l'Economie Verte et du Changem Climatiq	9 510 162	8 591 002
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	0	0
Ministère des Infrastructures	13 480 621	15 671 635
Ministère de la Communication et des Relation Avec le Parlement	11 241 902	11 000 785
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	5 654 685	5 227 276
Ministère de la Jeunesse de la Formation et de l'Insertion Professionnelles	811 359	1 099 467
Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	2 015 324	1 786 305
Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes	218 599 224	215 001 377
Conseil Economique et Social	711 390	503 887
Conseil Supérieur de la Communication	4 171 476	4 471 262
Conseil Constitutionnel	366 438	288 829
Cour de Cassation	0	0
Conseil d'Etat	111 916	101 907
Cour des Comptes	1 298 250	832 923
Commission Nationale Independante (CENI)	0	0
Commission Informatique et des Libertés	398 499	346 841
Autorité Superieur du Contrôle d'Etat et de la Lutte contre la Corruption	4 647 973	4 567 981
Médiateur du Faso	0	0
Grande Chancellerie	372 333	450 164
Assemblée Nationale	12 190 951	10 973 231
Dépenses Communes Interministérielles (HOTELS ADMINISTRATIFS)	456 623	463 302
Dépenses Communes Interminist (PERSONNALITES DE L'ETAT-ONATEL)	20 783 816	25 750 222
Dépenses Communes Interministér (PERSONNALITES DE L'ETAT-AIRTEL)	8 317 790	9 890 000
<b>TOTAUX</b>	<b>1 098 404 187</b>	<b>1 065 940 484</b>

Source : DGAIE

**Annexe 13 : Situation des délais de paiement des dossiers fournisseurs, au 31 mars 2017 niveau central**

Rubrique	Evolution des délais de paiement	Normes du Référentiel	Ecart Référentiel/ septembre 2015
Nombre de dossiers payés	624	-	-
Montant payé	24 551 722 613	-	-
<b>I. PHASE ADMINISTRATIVE</b>			
Délai moyen de traitement au niveau de l'administrateur de crédit	0	5	-5

Délai moyen de transmission physique de l'administrateur de crédit à l'ordonnateur	14	2	12
Délai moyen de traitement au niveau de l'ordonnateur	7	5	2
Délai moyen de transmission physique de l'ordonnateur au comptable	5	2	3
<b>II. PHASE COMPTABLE</b>			
Délai moyen de vérification au trésor (DGTCP)	3	3	0
Délai moyen de règlement au trésor après visa	4	30	-26
Délai moyen de traitement au niveau du comptable	7	33	-26
<b>III. PHASE CONSOLIDEE</b>			
Délai moyen entre l'émission du reçu de demande de liquidation et la mise en paiement	29	17	12
Délai moyen entre l'émission du reçu de demande de liquidation et le règlement	33	47	-14

**Source :** CODEP-MP;NB : Ecart positif : non respect des normes du référentiel ; Ecart négatif : respect des normes du référentiel

**Annexe 14 : Situation des délais de paiement des dossiers fournisseurs, au 31 mars 2017 au niveau déconcentré**

Rubrique	Evolution des délais de paiement	Normes du Référentiel	Ecart Référentiel/ septembre 2015
Nombre de dossiers payés	1082		
Montant payé	3 316 080 391		
<b>I. PHASE ADMINISTRATIVE</b>			
Délai moyen de traitement au niveau de l'administrateur de crédit	0	5	-5
Délai moyen de transmission physique de l'administrateur de crédit à l'ordonnateur	33	2	31
Délai moyen de traitement au niveau de l'ordonnateur	1	5	-4
Délai moyen de transmission physique de l'ordonnateur au comptable	15	2	13
<b>II. PHASE COMPTABLE</b>			
Délai moyen de vérification au trésor (DGTCP)	8	3	5
Délai moyen de règlement au trésor après visa	2	30	-28
Délai moyen de traitement au niveau du comptable	10	33	-23
<b>III. PHASE CONSOLIDEE</b>			
Délai moyen entre l'émission du reçu de demande de liquidation et la mise en paiement	57	17	40
Délai moyen entre l'émission du reçu de demande de liquidation et le règlement	59	47	12

**Source :** CODEP-MP ; NB : Ecart positif : non respect des normes du référentiel ; Ecart négatif : respect des normes du référentiel

**Annexe 15: Etat d'exécution du plan de déblocage des fonds au 31 mars 2017 (en milliers de Francs CFA)**

MINISTERES/INSTITUTIONS	TOTAL DEBLOCAGE INITIAL (1)	Exécution au 1er trimestre 2017			Tx Réf. {2/1}	TX D'EXECUTION GLOBAL {5=3/1}
		PREVISION DEBLOCAGE FIN MARS {2}	MONTANT TOTAL DEBLOQUE {3}	TX D'EXECUTION TRIMESTRIEL {4=3/2}		
Présidence du Faso	20 390 371	44 053	0	0,00%	0,22%	0,00%
Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	36 180	0	0	0,00%	0,00%	0,00%
Premier Ministère	19 143 318	1 391 582	425 217	30,56%	7,27%	2,22%
Parlement	15 418 802	7 709 401	7 709 401	100,00%	50,00%	50,00%
Conseil Economique et Social	603 519	46 800	0	0,00%	7,75%	0,00%
Minist Administrati Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	37 433 774	23 986 110	0	0,00%	64,08%	0,00%
Ministère Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique	2 130 364	1 091 350	697 742	63,93%	51,23%	32,75%
Minsitère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	105 996 368	26 499 092	6 942 984	26,20%	25,00%	6,55%
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabé de l'extérieur	7 753 284	1 010 733	55 354	5,48%	13,04%	0,71%
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	29 529 993	295 475	258 975	87,65%	1,00%	0,88%
Ministère Culture, des Arts et Tourisme	2 361 687	442 676	442 676	100,00%	18,74%	18,74%
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et la Protection Sociale	5 467 572	2 603 532	509 483	19,57%	47,62%	9,32%
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	6 745 019	1 522 227	0	0,00%	22,57%	0,00%
Ministère des Sports et des Loisirs	4 139 378	3 057 370	2 771 707	90,66%	73,86%	66,96%
Ministère de la Santé	62 963 312	27 520 549	27 171 495	98,73%	43,71%	43,15%
Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale et de la Famille	5 021 696	1 753 326	0	0,00%	34,92%	0,00%
Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation	27 147 848	1 298 852	1 298 852	100,00%	4,78%	4,78%
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	71 068 762	34 780 211	28 749 995	82,66%	48,94%	40,45%
Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat	28 197 541	2 956 091	2 803 485	94,84%	10,48%	9,94%
Ministère des Mines et de l'Energie	14 157 728	2 927 139	0	0,00%	20,68%	0,00%
Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques	36 940 470	3 445 090	982 991	28,53%	9,33%	2,66%

Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	5 781 446	2 479 190	748 365	30,19%	42,88%	12,94%
Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique	3 697 162	1 967 600	359 115	18,25%	53,22%	9,71%
Ministère des Infrastructures	57 269 906	15 849 081	260 000	1,64%	27,67%	0,45%
Ministère du Développement de l'Economie Numérique et des Postes	2 110 348	445 674	0	0,00%	21,12%	0,00%
Ministère du Transport, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	1 138 605	389 008	324 385	83,39%	34,17%	28,49%
Ministère de la Jeunesse, de la Formation et de l'Insertion Professionnelles	9 712 964	6 638 698	798 877	12,03%	68,35%	8,22%
Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	427 031	362 661	33 500	9,24%	84,93%	7,84%
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	15 616 669	3 130 435	699 307	22,34%	20,05%	4,48%
Grande Chancellerie	834 026	579 704	0	0,00%	69,51%	0,00%
Conseil Supérieur de la communication	836 490	166 222	55 487	33,38%	19,87%	6,63%
Autorité Supérieure du Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	318 335	0	0	0,00%	0,00%	0,00%
Conseil Constitutionnel	4 322 113	0	0	0,00%	0,00%	0,00%
Conseil d'Etat	187 395	166 754	111 854	67,08%	88,99%	59,69%
Cour des Comptes	299 219	0	0	0,00%	0,00%	0,00%
Cour de Cassation	425 455	281 700	0	0,00%	66,21%	0,00%
Commission Electorale Nationale Indépendante	268 075	133 713	104 775	78,36%	49,88%	39,08%
Commission de l'Informatique et des Libertés	393 247	248 544	0	0,00%	63,20%	0,00%
Médiateur du Faso	429 800	214 035	214 035	100,00%	49,80%	49,80%
Transferts des ressources aux collectivités territoriales	57 157 707	57 157 707	27 048 586	47,32%	100,00%	47,32%
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>663 872 979</b>	<b>234 592 380</b>	<b>111 578 642</b>	<b>47,56%</b>	<b>35,34%</b>	<b>16,81%</b>

Source : CID/DG-CMEF, mars 2017